

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LA  
**LOI DE 8 HEURES**  
**DANS LES MINES**

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

*Présentée et soutenue le Vendredi 28 Mai 1920, à 2 heures du soir*

PAR

**Amédée CHENAIN**

Ingénieur des Constructions Civiles  
Ancien Elève de l'École des Ponts et Chaussées

---

*Président : M. JAY, Professeur*

*Suffragants* { *MM. FERNAND FAURE, Professeur*  
*RIST, Professeur*

---

PARIS

**JOUBE & C<sup>e</sup>, ÉDITEURS**

**15, RUE RACINE, 15**

---

1920



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT



FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LA  
**LOI DE 8 HEURES**  
**DANS LES MINES**

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

*Présentée et soutenue le Vendredi 28 Mai 1920, à 2 heures du soir*

PAR

**Amédée CHENAIN**

Ingénieur des Constructions Civiles  
Ancien Élève de l'École des Ponts et Chaussées



*Président : M. JAY, Professeur*

*Suffragants* { *MM. FERNAND FAURE, Professeur*  
*RIST, Professeur*

---

PARIS

**JOUBE & C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS**

15, RUE RACINE, 15

—  
1920

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

# LA LOI DE 8 HEURES DANS LES MINES

---

## INTRODUCTION

---

Au lendemain de cette guerre qui nous a donné la victoire, mais au prix de quels sacrifices et de quelles destructions, il faut avant tout songer à reconstruire. Aucun des facteurs de la production ne devra être négligé comme moyen d'action à mettre en œuvre pour tenter d'atténuer par une activité économique intense les pertes incalculables que nous a infligées la terrible lutte qui vient de s'achever.

Il faudra demander à la nature tout ce qu'elle peut donner ; il faudra que le capital soit employé au mieux ; il faudra surtout organiser le travail de manière à l'utiliser dans les conditions les meilleures de rendement.

L'industriel devra s'efforcer de perfectionner les procédés de fabrication et de maintenir le bon fonctionnement de son outillage et de ses machines.

Nous voulons parler tout d'abord de la machine inanimée ; mais à côté de celle-ci il y a dans l'usine, dans l'atelier, sur le chantier, la machine animée, le moteur humain dont il faudra avant tout se préoccuper d'accroître la valeur et le rendement. « Des hommes perfectionnés pour des machines perfectionnées », telle sera la formule que devra appliquer l'industriel pour accroître la valeur économique de son industrie : un homme plus vigoureux travaillera davantage, un homme plus intelligent travaillera plus intelligemment, un homme plus consciencieux travaillera plus consciencieusement.

A côté de l'ingénieur qui recherche les conditions du meilleur rendement de la machine, les Américains, quelques années avant la guerre, avaient imaginé l'« ingénieur social » (1) pour rechercher les conditions du meilleur rendement de l'ouvrier. De nos jours, ne pourrait-on pas exiger de tout ingénieur qu'il soit doublé d'un ingénieur social ?

Connaissant les meilleures conditions d'utilisation de chacun des moteurs qui concourent à l'exécution du travail, il assurerait au mieux le rôle de celui-ci dans la production.

Pour nous, nous estimons que cette question du meilleur rendement de l'ouvrier ne doit pas être la moindre préoccupation de l'ingénieur. Il doit s'y appliquer avec d'autant plus de soin qu'elle est plus

1. Tolman (William H.), *L'œuvre de l'Ingénieur social*.

difficile à résoudre : la solution du problème ne réside pas dans une équation simple ; la formule est moins aisée à établir que celle à laquelle il aboutit lorsqu'il veut connaître le rendement de la machine.

Un grand nombre de coefficients entrent en jeu quand il s'agit de rechercher les meilleures conditions d'utilisation de la « machine humaine ». Mais tous ceux qui se sont préoccupés de rechercher ces conditions ont constaté l'influence prépondérante qu'exerce la réduction de la journée de travail pour améliorer le rendement de l'ouvrier.

Celui-ci, par ailleurs, a toujours présenté cette réduction de la durée de son travail comme la réforme à laquelle il attachait le plus d'importance pour l'amélioration de son sort.

C'est avec raison : car une courte journée de travail, c'est pour l'ouvrier le moyen de relever son niveau physique, intellectuel et moral en lui assurant, après le temps de sa vie professionnelle, les loisirs nécessaires à la vie de famille et à la vie civique, en lui permettant de cesser d'être une machine à produire pour « devenir un homme pendant un certain nombre d'heures par jour », suivant l'expression de M. Gide (1).

Ce même auteur estimait même que cette réduction de la durée de la journée de travail est un gain plus précieux que celui qui résulte de l'accroissement des

1. *Cours d'Economie politique.*

salaires : car « à la rigueur, on peut rester un homme  
« en ne touchant qu'un pauvre salaire, tandis qu'on  
« ne peut l'être sans disposer d'un minimum de loi-  
« sirs (1) ».

C'est cette même idée qu'exprimait le Pape Léon XIII dans son encyclique *Rerum Novarum* sur la condition des ouvriers, qui renferme la doctrine des catholiques sociaux : « Pour ce qui est des intérêts physiques et corporels, l'autorité publique  
« doit tout d'abord les sauvegarder en arrachant les  
« malheureux ouvriers aux mains de ces spéculateurs  
« qui, ne faisant point de différence entre un homme  
« et une machine, abusent sans mesure de leurs personnes pour satisfaire d'insatiables cupidités. Exiger une somme de travail qui, en émoussant toutes  
« les facultés de l'âme, écrase le corps et en consume  
« les forces jusqu'à l'épuisement, c'est une conduite  
« que ne peuvent tolérer ni la justice ni l'humanité.  
« L'activité de l'homme, bornée comme sa nature, a  
« des limites qu'elle ne peut franchir. Elle s'accroît  
« sans doute par l'exercice et l'habitude, mais à la  
« condition qu'on lui donne des relâches et des intervalles de repos (2) ».

On a discuté à l'Etat le droit d'intervenir dans cette question de la limitation de la journée de travail : les ouvriers, a-t-on dit, sont les meilleurs juges de leurs

1. Cours d'Economie sociale.

2. Des intérêts physiques et corporels du travailleur.

propres intérêts ; ils doivent être libres de régler eux-mêmes l'emploi de leur temps et de leur travail. Mais, en réalité, étant donné le régime de libre concurrence, le patron le plus philanthrope ne pourrait pas diminuer la journée de travail si ses concurrents ne voulaient pas le suivre dans cette voie. Il faut que l'Etat impose une même loi pour tous.

Les travailleurs qui ont réclamé cette loi avec le plus d'insistance furent de tous temps les ouvriers mineurs ; et ce sont eux qui, les premiers, ont obtenu les plus larges satisfactions. C'est d'abord parce que, par la nature même de leur travail, ils bénéficient d'un mouvement général de sympathie et de pitié. La profession de mineur profite de ces sentiments parce qu'elle s'exerce dans des conditions particulières qui la rendent particulièrement pénible. Le travail du mineur se fait dans les ténèbres, ce qui a toujours été considéré comme dur et humiliant : c'est ainsi que, dans l'antiquité, le travail des mines était réservé aux esclaves ou même aux forçats. Il se fait dans des endroits où le mineur est presque séquestré du reste des humains : lorsqu'il est au fond du puits, il n'a plus la liberté d'aller et de venir. Il doit accomplir son travail dans des conditions très fatigantes : souvent dans des veines qui ne dépassent pas 45 centimètres de hauteur et ont une inclinaison de 45 degrés, il doit abattre la matière avec le pic, à moitié nu en

raison de la température, couché sur le flanc ou sur le dos.

Il travaille d'ailleurs dans un air faible, vicié par la fumée, les poussières et les gaz délétères. Il est ainsi placé dans des conditions d'insalubrité absolument exceptionnelles. Et l'accident est là, qui le menace sans cesse, faisant peser sur lui une sorte d'angoisse perpétuelle.

Dans l'Encyclique que nous rappelions plus haut, le Pape Léon XIII faisant allusion au travail du mineur s'exprimait ainsi :

« L'ouvrier qui arrache à la terre ce qu'elle a de  
« plus caché, la pierre, le fer et l'airain, est soumis à  
« un labeur dont la brièveté devra compenser la peine  
« et la fatigue, ainsi que le dommage physique qui  
« peut en être la conséquence (1). »

Et lorsque la question de la réduction de la journée de travail des ouvriers mineurs vint pour la première fois en discussion au Parlement français, le rapporteur, M. Odilon Barrot, donnait cette conclusion à son rapport : « A ces travailleurs qui rarement  
« deviennent vieux, le séjour prolongé dans la mine  
« ayant comme conséquences forcées l'anémie, les  
« affections rhumatismales et les obstructions respi-  
« ratoires amenées par la fumée, les poussières et les  
« dégénérescences organiques de toutes sortes qui  
« remplissent la mine, l'Etat a le devoir d'assurer

1. *Ibid.*

« l'efficace protection qui limitera, autant qu'il sera  
« en son pouvoir, les conséquences des conditions  
« dans lesquelles ils consacrent leur labeur et leur  
« vie (1). »

D'autre part, parmi les syndicats professionnels, les syndicats des mineurs de houille ont toujours tenu une place prépondérante par le nombre de leurs adhérents. Le métier de la mine se prête à l'organisation syndicale par la permanence générale qui y règne : un mineur reste généralement mineur toute sa vie et la plupart du temps ne quitte pas le même bassin houiller ; il est facile de le suivre, de le retrouver ; il peut difficilement échapper au zèle des organisateurs. Par ailleurs, les mines de houille sont groupées par régions ; dès lors, les mineurs sont groupés eux aussi et les unions de syndicats, fédérations ou autres organismes collectifs peuvent plus facilement se constituer parmi eux que dans toute autre profession où les usines et les ateliers sont dispersés un peu partout.

Cette circonstance a considérablement influé sur le développement des organisations professionnelles des travailleurs du sous-sol, et, plus celles-ci ont été

1. Rapport fait au nom de la Commission du Travail chargée d'examiner la proposition de loi de M. Basly et plusieurs de ses collègues tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines, par M. Odilon Barrot, député. Doc. Parl. Ch. des dép. 7<sup>e</sup> législature, n° 2827. Annexe au procès verbal de la 1<sup>re</sup> séance du 12 décembre 1901.

fortement organisées, plus elles se sont trouvées en mesure d'obtenir des améliorations aux conditions de leur travail et, au premier rang de ces améliorations, une réduction dans la durée de leur journée de travail.

Les ouvriers des houillères, qui vont chercher dans les profondeurs du sol le combustible nécessaire à l'alimentation de toutes les forces industrielles, possèdent, en outre, une grande puissance de destruction. L'ouvrier mineur, a-t-on dit, fabrique « le pain de l'industrie ». Il sait, comme on l'a dit aussi, qu'il détient les clefs de l'industrie. Et, en maintes circonstances, il a recouru, pour faire aboutir ses revendications, à la menace de la grève générale, capable d'entraîner grandement la vie économique du pays. Il a fallu céder devant cette menace.

C'est ainsi qu'il a obtenu le premier la journée de huit heures réclamée par la classe ouvrière tout entière qui, depuis longtemps, a fait figurer la formule des « Trois huit » au premier rang de ses revendications. Huit heures de travail, huit heures de loisir et huit heures de sommeil, voilà ce que demandait le prolétariat en invoquant les raisons d'hygiène, de santé physique, de volonté d'éducation morale et intellectuelle que nous avons indiquées plus haut.

On a fortement objecté contre cette revendication les effets que pourrait avoir sur la production une telle diminution de la journée de travail. Mais on sait

maintenant quels peuvent être au contraire pour la production industrielle les avantages de la réduction de la durée du travail.

M. Raoul Jay a démontré par des exemples nombreux et irréfutables, choisis dans les divers pays industriels, que l'amélioration du régime ouvrier se traduisait fort souvent par une augmentation de rendement. En 1910, il pouvait émettre cette constatation exacte sous son apparence paradoxale : « La production est loin d'être nécessairement proportionnelle à la durée du travail (1). » Et tout récemment il écrivait : « On a pu constater que la réduction de la « journée de travail ne compromettait pas l'industrie « nationale ; que bien souvent, au contraire, elle déter- « minait une précieuse sélection des ouvriers et des « patrons. On a vu l'industriel s'efforcer de compen- « ser la diminution des heures de travail en perfec- « tionnant son outillage, en accélérant la marche de « ses machines, en améliorant l'organisation de ses « ateliers. Les tentatives que symbolise le nom de « Taylor (2) ont montré ce qu'il était possible d'obte- « nir par ce moyen. En même temps, le repos, le « loisir nouveau que la réduction de la durée du tra- « vail apportait à l'ouvrier avait pour effet d'augmen- « ter les forces, la faculté d'attention, l'entrain de cet

1. Jay (R.), *La Protection légale des Travailleurs*.

2. La méthode Taylor consiste en un ensemble de principes directeurs ayant pour objet l'organisation scientifique du travail, en vue d'en obtenir le meilleur rendement.

« ouvrier, de donner en un mot à la machine perfectionnée un collaborateur perfectionné.

« On ne croit plus que la production soit toujours en quantité et qualité proportionnelle à la durée du travail ; ce sont les pays à courtes journées et à hauts salaires qui l'emportent dans la lutte internationale. On a pu écrire que la réduction de la journée de travail était un postulat du progrès technique (1). »

Il est certain que des ouvriers moins surmenés, ayant plus de loisirs pour se développer intellectuellement, moralement, physiquement, peuvent produire davantage ; la diminution de la journée de travail peut se combiner avec un accroissement dans l'intensité du travail et, par conséquent, dans sa productivité.

L'une des principales objections faites par les adversaires d'une loi de huit heures en France a toujours été que, si celle-ci assurait seule et la première la charge de diminuer la durée de la journée de travail, elle se placerait dans un état d'infériorité en face des autres peuples, ses concurrents sur le marché du travail et des produits manufacturés. Le problème devenait par là international, ce qui n'était pas fait pour en faciliter la solution. Néanmoins, en 1890, une conférence internationale, à laquelle prirent part tous les

1. *La Journée Industrielle, Financière, Economique*, 23-24 février 1919. Notre Enquête sur la journée de huit heures.

pays d'Europe, se tint à Berlin et formula un ensemble de résolutions. Cette conférence fut, en particulier, le point de départ d'une réglementation qui a abouti à instituer la journée de huit heures pour une grande partie des travailleurs de la mine. En 1900, il se constitua à Paris par l'initiative de quelques professeurs d'économie politique français et belges une Association Internationale pour la protection légale des travailleurs qui, dans ses congrès, émit maintes fois le vœu de voir les différents pays réduire législativement la journée de travail à huit heures.

A la veille de la guerre, cette réforme était restée à l'état de vœu, malgré les revendications de la classe ouvrière.

La guerre et ses conséquences ne pouvaient que précipiter le moment où toutes les résistances devaient céder devant l'impérieuse nécessité de lui accorder cette satisfaction. Au sortir de la grande crise, les travailleurs du monde entier renouvelèrent leur instantane demande de la journée de huit heures. Ceux qui avaient fait la guerre avaient été soutenus par cette pensée que de tant de maux il devait sortir un peu de bien : ils avaient placé la journée de huit heures au premier rang des réformes mûries par la guerre que la paix devait apporter.

« Jamais, disait le Président Wilson au cours de  
« la séance d'inauguration de la Conférence de la Paix,  
« autant de nations n'ont été représentées à la fois pour

« résoudre des problèmes qui intéressent à un tel degré « le monde entier. » Et, dans cette même séance, M. Clemenceau, exposant la question des pouvoirs de la Conférence, précisait qu'ils pourraient s'exercer même au point de vue de l'organisation du travail.

Il est certain que la Conférence de la Paix et la Société des Nations qui en doit être l'autorité internationale, ne pouvaient pas ne pas se préoccuper de résoudre cette question de l'organisation du travail et particulièrement de sa durée.

A la veille de l'armistice, le 24 octobre 1918, la Chambre des Députés avait donné mandat à sa Commission du Travail d'examiner les clauses d'une législation protectrice du travail que devrait renfermer le Traité de paix (1). Le projet de cette Commission instituait une Conférence périodique internationale du Travail ayant pour but de faire progresser par des conventions successives la législation internationale du Travail et renvoyait, entre autres questions, à cette Conférence l'examen des réformes suivantes : limitation de la durée de la journée de travail des adultes et, dès à présent, établissement de la journée de huit heures dans les usines à marche continue et les mines.

A leur tour, les délégués à la Conférence de la Paix désignèrent une Commission de législation interna-

1. *Journal officiel*. Chambre des Députés. Déb. Parl. Année 1918, p. 2768.

tionale du Travail pour étudier les clauses intéressant le travail qu'il conviendrait d'insérer dans le Traité de Paix. La journée de huit heures fut l'un des objets de cette étude. Les conclusions de la Commission reproduisirent celles de la Commission du Travail de la Chambre des Députés. A l'unanimité, la Conférence de la Paix les adopta dans son Assemblée Plénière du 12 août 1919.

Le mouvement en faveur de la limitation à huit heures du travail quotidien s'était d'ailleurs rapidement répandu en Europe et en Amérique. Dans un grand nombre de pays des deux continents, la réforme était déjà réalisée par voie législative (1).

La journée de huit heures était donc sanctionnée par la volonté des peuples, par de nombreuses lois récentes, par le Traité de Paix et l'organisation de la Société des Nations.

Le gouvernement français ne voulut pas rester en arrière des grands pays industriels qui avaient réalisé la réduction des heures de travail ou étaient sur le point de le faire (2). Il présenta immédiatement un projet de loi sur la journée de huit heures. La Commission du Travail de la Chambre des Députés avait de son côté déposé une proposition de loi sur l'appli-

1. C'était le cas notamment pour la Finlande, la Pologne, la République tchéquo-slovaque, la Russie, l'Allemagne, l'Autriche allemande, les Etats-Unis d'Amérique et divers Etats de l'Amérique latine.

2. L'Italie, l'Angleterre, la Suède, etc. . .

cation à l'industrie et au commerce de la journée de huit heures et de la semaine anglaise. La discussion de ce projet et de cette proposition conduisit au vote de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.

Les ouvriers mineurs qui, les premiers, par les lois du 29 juin 1905 et du 31 décembre 1913, avaient obtenu satisfaction partielle à leurs revendications touchant la journée de huit heures, se trouvaient dès lors dans une situation inférieure à celle qui était faite à la généralité des travailleurs français. Une loi nouvelles'imposait pour fixer à nouveau le régime du travail dans les mines. Le Parlement répondit à leur vœu par le vote de la loi du 24 juin 1919.

Au lendemain du vote de cette loi qui donne enfin satisfaction à toutes les revendications des ouvriers mineurs, il est intéressant de voir les étapes successives par lesquelles a passé la réglementation des huit heures dans les mines pour arriver à sa forme définitive. Tel est l'objet de notre étude.

Dans une première partie, nous montrerons, en feuilletant les annales syndicales et législatives, l'action exercée par les organisations professionnelles en vue d'obtenir la réduction de la journée de travail dans les mines, leurs revendications traditionnelles en vue d'obtenir les huit heures pour tous ; et parallèlement l'action de la loi pour donner progressivement satisfaction à toutes ces revendications.

Dans une seconde partie, en analysant chacune

des dispositions légales constituant actuellement la réglementation de la durée de la journée de travail dans les mines, nous verrons, à la lumière des travaux parlementaires, la réalisation progressive de cette réglementation, en même temps que les différentes questions soulevées au cours de son élaboration.

Nous concluons enfin en indiquant seulement quelques-unes des questions soulevées maintenant par l'application de la loi de huit heures dans les mines en regard de la nécessité de produire.

---



## PREMIÈRE PARTIE

### Action syndicale, action législative

---

Dès que les ouvriers mineurs, ayant pris conscience de leurs intérêts et de l'utilité qu'il y avait pour eux à les soutenir par une action collective organisée, se furent constitués en une association professionnelle suffisamment puissante, ils déclarèrent nettement leur volonté d'obtenir une réduction légale de la durée de la journée de travail, et que celle-ci fût limitée à huit heures.

Si nous faisons une revue rapide des congrès tenus par les mineurs, nous trouverons dans presque tous que cette question de la journée de huit heures est à l'ordre du jour de ces congrès.

Dans le but d'obtenir cette réduction de la journée de travail, ils n'hésitèrent pas à recourir plusieurs fois à la grève.

Dès 1869, la Caisse fraternelle de prévoyance des mineurs du bassin de la Loire, autorisée le 14 novembre 1866, engagea une campagne tendant à obte-

nir, entre autres revendications, la journée de huit heures, ou, du moins, une diminution de la durée de travail. L'agitation qui envahit rapidement Saint-Etienne et le centre du bassin, produisit une grève à peu près générale le 11 juin. Mais cette grève échoua complètement ; et, dès le 24 juin, le travail fut repris sur les conseils de la Caisse fraternelle dont les fonds étaient totalement épuisés.

En 1876, nous trouvons dans les annales du syndicalisme minier la fondation du premier groupement syndical des mineurs de la Loire sous le nom de Chambre Syndicale des ouvriers mineurs de la Loire ; et, dans ses statuts, nous lisons :

« L'association syndicale a pour but : 1° de s'occuper... que la journée de travail soit ramenée à huit heures effectives. »

Au II<sup>e</sup> Congrès socialiste de la région de l'Est tenu à Saint-Etienne le 6 juin 1881, M. Rondet, président de la Chambre Syndicale, déclara dans son discours, exposé complet des revendications des mineurs qu'il soumettait ainsi à l'attention de l'opinion publique et du législateur :

« Nous demandons que la journée de travail du mineur soit ramenée à huit heures, y compris une demi-heure pour la collation. »

Le 1<sup>er</sup> mars 1878 avait été fondée la Chambre Syndicale des mineurs du bassin houiller du Gier. Les statuts de cette association reproduisaient les prin-

cipales dispositions de ceux de la Chambre Syndicale des mineurs de la Loire, entre autres la revendication de la journée de huit heures.

La Chambre Syndicale des ouvriers mineurs du bassin du Nord, constituée le 5 janvier 1883, adopta les statuts des mineurs de la Loire.

L'idée de la journée de huit heures, qui agitait de plus en plus les esprits, produisit en août 1888 une grève parmi les ouvriers de la Compagnie des mines de la Loire qui, s'appuyant sur la Chambre Syndicale, réclamaient, outre la journée de huit heures, une augmentation des salaires. Après quarante jours de conflit, la compagnie accorda cinquante centimes d'augmentation par jour aux piqueurs ; mais la durée de la journée resta fixée à dix heures.

Dans le Pacte Social établi et accepté le 24 février 1887 par les membres composant le Syndicat Professionnel ouvrier de la Mine aux mineurs de Rive de Gier, il était stipulé que « tous les ouvriers sont  
« assujettis à travailler dix heures par jour, y com-  
« pris une heure et demie pour dîner, soit huit heures  
« de travail effectif ; la rentrée aura lieu à 6 heures  
« du matin et la sortie à 4 heures du soir. Tout ou-  
« vrier qui ne rentrera pas au travail aux heures indi-  
« quées sera soumis à une réprimande du chef mi-  
« neur ; et, si cela est répété, le chef mineur lui  
« mettra un jour d'arrêt » (art. 23).

Le 13 octobre 1889 fut fondée la Société Civile

anonyme des mineurs de Gier. Le règlement intérieur, complétant les statuts de cette société, reproduit l'article 23 du Pacte Social de 1887. Cependant une modification fut apportée à la durée du travail quotidien, dorénavant fixée à huit heures et demie pour les ouvriers de l'intérieur et à dix heures pour ceux de l'extérieur.

Au cours de cette année 1889, les mécontentements grandirent parmi les ouvriers contre les réductions de salaires et contre les heures supplémentaires qu'ils étaient obligés de faire pour s'assurer un salaire suffisant. L'effervescence augmenta chaque jour dans le bassin du Pas-de-Calais pour aboutir le 9 octobre 1889 à une grève qui, commencée dans le personnel des Mines de Lens, gagna rapidement celui des autres compagnies. Favorisés par la situation économique alors prospère, les mineurs obtinrent par cette grève dite « grève des nécessités » d'importantes améliorations, entre autres la suppression des heures supplémentaires ou longues coupes (1).

Au cours de l'année 1890 plusieurs grèves éclatèrent. Du 17 au 24 février, 450 mineurs cessèrent le travail à Saint-Etienne-Monthieux en vue d'obtenir une diminution des heures de travail.

1. On désignait ainsi les heures supplémentaires faites au delà de la journée normale. On recourait aux longues coupes surtout lorsque la demande de charbon était tellement active qu'il n'était pas possible d'y satisfaire sans une prolongation du temps normal de travail.

Du 20 au 23 mai eut lieu à Jolimont (Belgique) le premier Congrès international des mineurs. La question de la journée de huit heures y fut vivement discutée. Le principe en fut adopté dans les termes suivants : « Le Congrès affirme que la journée de travail « dans la mine, à compter de l'heure de la descente « et de la remonte, ne doit pas dépasser huit heures « sur vingt-quatre. Il estime que cette durée de huit « heures doit être suffisante pour permettre à l'ouvrier mineur de réaliser un salaire convenable et « qu'elle ne peut être prolongée sans compromettre « sa santé. » La discussion s'engagea sur l'opportunité de faire proclamer par la loi la journée de huit heures. Cette proposition trouva des partisans et des adversaires, ceux-ci convaincus que le seul moyen d'assurer la journée de huit heures était de renforcer les organisations ouvrières. La fixation de la journée de huit heures par la loi fut néanmoins adoptée par 90 voix contre 9. Malgré cela, certains délégués proposèrent d'organiser pour le 1<sup>er</sup> mai 1891 la grève générale des mineurs comme unique moyen efficace d'obtenir la journée de huit heures. Après une longue discussion, la question fut renvoyée devant le prochain congrès.

Presque aussitôt après le retour de Jolimont des délégués de la Fédération départementale de la Loire, une grève générale fut décidée par celle-ci. Le programme adopté au Congrès servit de base aux récla-

mations des grévistes ; nous trouvons parmi celles-ci la journée de huit heures à 8 francs. La grève dura du 5 au 20 juin ; 9.850 mineurs y prirent part. Leurs revendications échouèrent.

Au mois de mars de cette même année 1890, la Conférence de Berlin, qui donna une impulsion puissante à toute la législation du travail, fut en particulier pour la législation du travail dans les mines un véritable point de départ en reconnaissant pour ce travail spécial la nécessité d'une réglementation. L'article 1<sup>er</sup> du programme envoyé aux adhérents de la Conférence portait ce qui suit : « La durée du travail dans les mines offrant des dangers particuliers « pour la santé doit-elle être soumise à des restrictions ? » Et, sans être très catégorique, la Conférence répondit à cette question : « Il est désirable que, « dans le cas où l'art des mines ne suffirait pas pour « éloigner tous les dangers d'insalubrité provenant « des conditions naturelles ou accidentelles de l'exploitation des mines ou de certains chantiers de « mines, la durée soit restreinte. » Ce n'était pas, on le voit, très affirmatif, et cela laissait entendre qu'il n'était pas aisé d'établir une réglementation et qu'en tout cas celle-ci était subordonnée à des mesures de précaution et d'hygiène qui pouvaient en dispenser.

Il faut noter que les exploitants cherchèrent davantage à rendre le travail plus hygiénique et moins dangereux que moins long. Néanmoins, la question

de la limitation de la durée du travail dans les mines était solennellement posée devant l'opinion publique. M. Ferroul, député, la posa devant le Parlement en proposant à la Chambre des Députés de réduire la journée de travail à huit heures (1).

Au Congrès national des mineurs tenu à Commen-try du 5 au 9 mars 1891 la première question de l'ordre du jour appelait la discussion des « heures de travail » ; et, dès la première séance, le Congrès demanda que le maximum de la durée de la journée de travail soit fixé à huit heures, y compris la descente et la montée des ouvriers, et qu'il soit défendu à tout employeur de faire travailler plus de six jours sur sept. Le lendemain, il déclarait siennes les idées exprimées par le Conseil National du Parti ouvrier dans une lettre où il était dit : « Vous vous prononcerez à l'una-  
« nimité, nous en avons la ferme confiance, pour la  
« journée légale de huit heures, c'est-à-dire pour que,  
« en attendant la fin de l'exploitation de l'homme par  
« l'homme, la loi intervienne qui, limitant le bon plai-  
« sir patronal, garantisse aux prolétaires, avec huit  
« heures de sommeil, huit heures de loisir pour jouir  
« de l'existence, s'instruire, s'organiser et préparer la  
« Révolution sociale. »

Il entourait enfin des considérants qui suivent la résolution dans laquelle il se déclarait pour la journée

1. *Journal officiel*. Ch. des dép. Déb. parl., année 1890, page 200.

de huit heures, compris la descente et la montée des ouvriers, avec une heure de repos pour les repas :

« Considérant que tous les congrès ouvriers se sont  
« prononcés unanimement pour la réduction de la  
« journée de travail à huit heures : que cette mesure  
« peut mettre un terme aux exigences patronales, tant  
« pour les réductions de salaires que pour leur pré-  
« tention de frapper les producteurs d'amendes vexa-  
« toires et injustes, en rendant plus efficaces les effets  
« de la loi de l'offre et de la demande ;

« Considérant que la réduction de la journée de  
« travail à huit heures obligerait les employeurs à  
« occuper un grand nombre d'ouvriers pour arriver  
« au même chiffre de production ; et que, par suite,  
« l'armée de réserve des travailleurs, que la misère  
« oblige à s'offrir aux patrons sans condition, dispa-  
« raitrait dans une mesure suffisante pour permettre  
« aux travailleurs de soutenir efficacement leurs  
« revendications ;

« Considérant qu'une longue journée de travail est  
« préjudiciable à la santé des ouvriers et des ouvrières,  
« qu'elle ne leur permet aucun repos, aucun loisir,  
« leur retire toute liberté pour s'occuper des questions  
« qui les intéressent afin de revendiquer leur droit au  
« bien-être. »

Du 31 mars au 4 avril 1891 se tint à la Bourse du Travail à Paris le II<sup>e</sup> Congrès de la Fédération Internationale des mineurs. La grève générale des mineurs,

considérée comme l'unique moyen d'obtenir la journée de huit heures, fut la seule question discutée par le Congrès. Après une vive discussion, le texte suivant fut adopté à l'unanimité :

« Le Congrès estime qu'une grève générale des  
« mineurs pourrait s'imposer pour conquérir la jour-  
« née de huit heures. Le Congrès, avant de recourir à  
« cette mesure extrême, invite le gouvernement à se  
« mettre d'accord pour adopter une convention inter-  
« nationale ayant pour but d'établir une législation  
« spéciale, applicable à tous les ouvriers mineurs, et  
« pour objet de mettre en usage par une action légis-  
« lative uniforme, la journée de travail de huit heures  
« dans tous les charbonnages privés ou de l'Etat. »

Le 27 avril, M. Basly et trente-neuf de ses collègues (1) déposaient sur le bureau de la Chambre des députés une proposition de loi tendant à ce que la durée de la journée d'ouvrier dans les travaux souterrains n'excédât pas huit heures, sauf le cas de réparations urgentes pour la sécurité des ouvriers.

Cette même année 1891, le 11 mai, M. Goujon (2), député, proposa à la Chambre des Députés de réduire à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines.

La journée de huit heures figure au programme des

1. Ch. des dép. Doc. parl., 5<sup>e</sup> législature, n° 1376. Annexe au procès-verbal de la séance du 27 avril 1891.

2. Ch. des dép. Doc. parl., 5<sup>e</sup> législature, n° 1412. Annexe au procès-verbal de la séance du 11 mai 1891.

revendications adressées en octobre 1891 au Comité des houillères du Pas-de-Calais et au directeur des Mines de Lens par le Syndicat ouvrier après qu'il eut réuni les délégués des sections en congrès. Le Comité des houillères et la Direction des mines de Lens ayant répondu au Syndicat qu'ils ne pouvaient accorder les améliorations demandées, celui-ci réunit une seconde fois les délégués des sections en congrès à Lens le 15 novembre pour prendre une décision. Cent-vingt délégués assistaient à la réunion présidée par M. Basly. Malgré l'opinion de celui-ci, la grève fut votée.

Du 7 au 10 juin 1892, se tint à Londres le troisième Congrès de la Fédération internationale des mineurs. La discussion des statuts de la Fédération occupa la plus grande partie des séances du Congrès. Elle fut particulièrement vive sur la question de la journée de huit heures ; tandis que les Anglais n'admettaient cette revendication que pour les ouvriers du fond exclusivement, les délégués du continent la réclamaient indistinctement pour les mineurs du fond et de la surface. Après de laborieuses discussions, la journée de huit heures pour tous fut adoptée par le Congrès.

Celui-ci inscrivit dans les statuts de la Fédération Internationale des mineurs qu'elle avait pour but « de limiter à huit heures la durée du travail de l'entrée à la sortie de la mine ». Il fut discuté à nouveau sur la question de la grève générale comme moyen d'obte-

nir la journée de huit heures et la résolution suivante fut adoptée à la majorité de soixante-quatre voix contre neuf :

« Le Congrès considère que la question de la grève  
« générale internationale doit être discutée sur tous  
« les points, en vue de la faire éclater si les moyens  
« parlementaires n'aboutissent pas à donner la jour-  
« née de huit heures aux mineurs. »

Malgré l'opposition des délégués anglais, le Congrès adopta également une résolution par laquelle il reconnaissait « que les moyens législatifs sont les meilleurs  
« pour obtenir d'une façon permanente la journée de  
« huit heures ».

La question des huit heures occupa la plus grande partie du quatrième Congrès de la Fédération Internationale des mineurs tenu à la Maison du Peuple de Bruxelles du 22 au 26 mai 1893. La résolution suivante fut adoptée : « Le Congrès affirme le principe  
« d'une journée légale de huit heures de l'entrée à la  
« sortie de la mine et conseille aux délégués des dif-  
« férentes nations d'employer tous les moyens légaux  
« pour l'obtenir dans leurs pays respectifs. » L'idée de la grève générale fut reprise et la résolution suivante adoptée : « En cas que les gouvernements refusent  
« d'accorder la journée de huit heures, on aura  
« recours à la grève générale pour l'obtenir. » Le Congrès décida en outre que la journée de huit heures

devait s'appliquer à tous les ouvriers indistinctement.

Les propositions de loi de M. Ferroul, de M. Basly et de M. Goujon ne purent être discutées en temps utile et furent frappées de caducité par l'expiration des pouvoirs de la Chambre des Députés. Aussi, le 30 novembre 1893, M. Basly (1) et dix-sept de ses collègues déposèrent une nouvelle proposition de loi en vertu de laquelle la durée de la journée d'ouvrier dans les travaux souterrains ne pourrait, sauf le cas de réparations urgentes pour la sécurité des ouvriers, excéder huit heures de la descente dans les puits à la remontée. Au nom de la première commission d'initiative parlementaire, chargée d'examiner cette proposition de loi, M. Magnien (2) déposa le 20 décembre un rapport sommaire dont la conclusion était la prise en considération de cette proposition. La Chambre des Députés se prononça dans ce sens le 20 janvier 1894 et la proposition fut soumise à la Commission du Travail.

Au Congrès de la Fédération nationale des mineurs tenu à Graissesac (Hérault) du 18 au 22 avril 1894, les délégués établirent un projet de loi aux termes duquel « la durée de la journée de l'ouvrier dans les travaux « souterrains ne pourra, sauf le cas de réparations

1. Ch. des dép. Doc. parl., 6<sup>e</sup> législature, n° 73. Annexe au procès-verbal de la séance du 30 novembre 1893.

2. Ch. des dép. Doc. parl., 6<sup>e</sup> législature, n° 219. Annexe du procès-verbal de la séance du 20 décembre 1893.

« urgentes pour la sécurité des ouvriers, excéder huit « heures, de la descente dans les puits à la remontée ». Ce sont les termes mêmes de la proposition de loi déposée par M. Basly le 30 novembre 1893.

A la même époque, au V<sup>e</sup> Congrès de la Fédération Internationale des mineurs tenu à Berlin du 14 au 20 mai 1894, la journée de huit heures mit aux prises une fois de plus partisans et adversaires de l'intervention législative dans les questions ouvrières. A l'exception des délégués de l'Union nationale des mineurs anglais, le Congrès, par soixante-seize délégués contre dix, affirma la légitimité et la nécessité de l'action législative pour assurer la journée de huit heures aux mineurs, de la descente à la sortie de la mine. Le Congrès se prononça également sur cette idée qu'il convenait de demander que la journée de huit heures soit accordée aux ouvriers de la surface comme aux ouvriers de l'intérieur. La majorité de la délégation anglaise s'abstint de prendre part à ce vote.

Deux jours après le Congrès de Berlin, le 22 mai 1894, M. Jules Guesde (1) proposa d'interdire aux employeurs tant collectifs qu'individuels de faire travailler plus de huit heures par jour et six jours par semaine dans les mines, comme d'ailleurs dans les

1. *Journal officiel*. Ch. des dép. Déb. parl., année 1894, p. 849.

manufactures, usines, chantiers, magasins et chemins de fer.

Au Congrès tenu à Lens du 20 au 24 mars 1895, la Fédération nationale des mineurs réclama l'avantage de la journée de huit heures pour tous les travailleurs des mines indistinctement, et non plus seulement pour les ouvriers du fond. Il en fut de même au VI<sup>e</sup> Congrès de la Fédération Internationale des mineurs tenu à Paris du 3 au 7 juin de la même année. Grâce à l'habileté qu'il déploya, M. Basly réussit à gagner à son opinion la majorité de la délégation anglaise opposée jusque-là à la journée de huit heures pour les mineurs du fond et de la surface indistinctement. Par contre, lors des longues discussions qui eurent lieu sur la fixation par la loi de la journée de huit heures, les délégués de l'Union nationale des mineurs d'Angleterre affirmèrent avec la même vigueur qu'aux Congrès précédents que la loi ne doit pas intervenir en cette matière qui est du ressort de l'action purement syndicale.

Au Congrès tenu à Decazeville du 5 au 8 août 1896 par la Fédération nationale des mineurs, les délégués, maintenant le vote émis à Lens l'année précédente sur la question de la durée de travail, invitèrent M. Basly à compléter sa proposition de loi en étendant le bénéfice de la journée de huit heures aux ouvriers de la surface.

Ce même vœu de la réglementation de la durée du

travail pour les ouvriers de la surface comme pour ceux du fond avait été émis au VII<sup>e</sup> Congrès de la Fédération Internationale des mineurs tenu à Aix-la-Chapelle du 26 au 30 mai 1896. Ce vote fut acquis malgré l'opposition irréductible cette fois des délégués de l'Union nationale des mineurs anglais.

Il en fut de même au Congrès suivant tenu à Londres du 7 au 12 juin 1897.

A Bruxelles, en mai 1899, la délégation française insista sur le caractère international que devait avoir la journée de huit heures. « Dans tous nos congrès « régionaux et nationaux nous reproduisons ce vœu. « Nos porte-paroles au Parlement en font autant. « Mais on leur répond : cette loi est internationale ; « si nous vous en faisons bénéficier sans que les « autres nations nous imitent, nous mettons la France « dans un état d'infériorité au point de vue commercial et industriel. Que le Congrès affirme donc son « intention formelle de voir tous les pays de mineurs « adopter la journée de huit heures ; et la mesure « devenant universelle, on ne pourrait plus invoquer « cet état d'infériorité inévitable. »

Au Congrès international tenu à Paris au mois de juillet 1900, l'action syndicale fut présentée comme la plus efficace pour obtenir la limitation de la durée quotidienne du travail, à la condition qu'elle soit corroborée par l'action politique : « Les mineurs, « disait le délégué du Pays de Galles, ont à refuser

« leurs voix à tout candidat à la Députation qui ne  
« prendrait pas l'engagement de défendre au Par-  
« lement la journée de huit heures. »

Du 21 au 24 novembre 1899, s'était tenu à Denain le Congrès général des mineurs français. C'est pour tenir compte de certains vœux de ce Congrès qui s'était prononcé à l'unanimité pour la réduction de la journée de travail dans les mines au maximum de huit heures que M. Basly et six de ses collègues déposèrent le 29 mars 1900 (1) sur le bureau de la Chambre des députés une proposition de loi tendant à limiter à huit heures, de l'entrée à la sortie de la mine, la journée des ouvriers occupés dans les travaux souterrains et de ceux travaillant à la surface à la manipulation des charbons. Cette proposition fut renvoyée à la Commission du travail présidée par M. Dubief, qui nomma rapporteur M. Odilon Barrot.

La Chambre des députés et le Gouvernement estimèrent alors que la limitation absolue et immédiate de la journée de travail à huit heures de l'entrée à la sortie de la mine aurait conduit à des résultats désastreux pour les exploitations minières et pour les ouvriers. Aussi la Commission du Travail de la Chambre des Députés et le Gouvernement avaient-ils ajourné pendant assez longtemps l'examen de la question.

1. Ch. des dép. Doc. parl., 7<sup>e</sup> Législature, n° 1564, Annexe au procès-verbal de la séance du 29 mars 1900.

Mais des menaces de grève surgirent. La Fédération nationale des mineurs tint de nouveaux congrès. Le Congrès national des mineurs réuni à Lens du 11 au 14 avril 1901 réclama l'exploitation des concessions abandonnées, celle-ci permettant à la France de produire assez de houille pour satisfaire à tous ses besoins, s'affranchissant complètement de l'étranger et rendant possible par cela même la réduction immédiate de la journée des mineurs à huit heures. Il adopta à l'unanimité l'ensemble de la proposition de loi déposée par M. Basly tendant à limiter la journée de travail dans les mines à huit heures de la descente à la remonte. Il vota enfin le principe de la grève générale si, dans le délai de six mois, le Gouvernement n'avait pas obtenu du Parlement le vote de cette loi. Cette décision fut confirmée au Congrès tenu à Paris du 9 au 12 juillet. Il faut noter cependant que le Comité fédéral national, réuni en Congrès à Saint-Etienne le 21 octobre, décida par quatre voix contre deux et une abstention l'ajournement de la grève, alors que les mineurs n'avaient reçu du Parlement aucune satisfaction.

Néanmoins, le ministère présidé par M. Waldeck Rousseau avait été amené à promettre que la durée du travail dans les mines serait l'objet d'une étude sérieuse de la part de l'administration des Travaux publics, qui saisirait ensuite la Chambre des députés du résultat de cette étude. Et, le 19 juin, le Ministre

des Travaux publics constitua une commission extra-parlementaire composée de fonctionnaires particulièrement compétents sur les questions minières et de représentants autorisés des patrons et des ouvriers pour entreprendre une enquête sur la durée du travail dans les mines, minières et carrières et dégager des résultats de cette enquête les conclusions les plus propres à concilier les intérêts de l'industrie avec les revendications des ouvriers.

Cette commission allait rédiger ses conclusions lorsque, le 12 novembre 1901, le Ministre des Travaux publics crut devoir la dessaisir pour porter immédiatement la question devant la Commission du travail de la Chambre des Députés. Le Gouvernement espérait ainsi pouvoir apaiser les conflits qui paraissaient alors imminents dans le monde du travail dont une des principales revendications se rapportait à la journée de huit heures.

La Commission du travail de la Chambre des Députés continua donc seule l'étude de la proposition de loi de M. Basly. Elle entendit successivement les directeurs des exploitations houillères et les délégués des ouvriers mineurs. Un mois après, le 12 décembre 1901, le rapporteur de la Commission du travail déposait son rapport et proposait à l'adoption de la Chambre des Députés un texte faisant subir de profondes modifications à celui de la proposition de loi de M. Basly. En particulier, seuls les ouvriers occupés

aux travaux souterrains bénéficiaient de la limitation de la durée de la journée de travail. Celle-ci était comptée de l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendant jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontant. Une période transitoire, réduisant la journée de travail d'abord à neuf heures, puis deux ans plus tard à huit heures et demie pour n'arriver que deux ans après à huit heures, fut établie pour faciliter l'application de la loi. La durée des repos réglementaires, pris dans la mine et entraînant l'arrêt de la machine d'extraction ou pris au jour, s'ajoutait s'il y avait lieu, à la durée fixée pour la journée de travail. Des dérogations pouvaient être accordées aux prescriptions relatives à cette durée suivant les cas par le ministre des Travaux publics après avis du Conseil général des mines ou par l'Ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique. Ce texte vint en discussion à la Chambre des députés dans sa séance du 29 janvier 1902. La Commission, d'accord avec le Gouvernement, déclara l'urgence qui fut votée en dépit de l'opposition de M. Aynard (1). La discussion se poursuivit dans la séance du 5 février. La proposition de loi fut combattue d'un côté par ceux qui auraient voulu faire bénéficier les ouvriers du jour des nouvelles dispositions, de l'autre par ceux qui étaient hostiles à la réglementation de la durée du

1. *Journal officiel*. Ch. des dép., Déb. parl., année 1902, p. 273 et suiv.

travail des adultes. Le texte de la Commission fut adopté par la Chambre des députés avec quelques modifications de rédaction insignifiantes et une adjonction de détail demandée par M. de Ramel (1) visant les mines où l'entrée peut se faire par galeries ouvrant au jour.

Ce texte fut transmis au Sénat dès le lendemain 6 février. Le vote de la proposition de loi par la Chambre des Députés n'empêcha pas la grève d'éclater en octobre. Elle ne fut pas générale bien qu'elle eût été décrétée telle par les Comités et Congrès des ouvriers ; mais elle s'étendit sur nos principaux bassins, notamment dans le Pas-de-Calais et le Nord où elle dura quarante-cinq jours.

Le 30 janvier 1902, lendemain du jour où la Chambre des députés discutait le rapport de M. Odilon Barrot sur la durée du travail des ouvriers mineurs, le secrétaire général de la Fédération nationale de ces ouvriers adressait au groupe socialiste de la Chambre des Députés une lettre ayant pour but de préciser leurs revendications, et qui se terminait ainsi : « La  
« Fédération des mineurs maintient intégralement ses  
« revendications qui sont on ne peut plus légitimes et  
« ne pourraient être rejetées que par une assemblée  
« de parti pris. C'est au Parlement à dire s'il veut la  
« paix ou la guerre sociale. Quant à elle, elle est bien

1. *Journal officiel*, Ch. des dép., Déb. parl., année 1902, p. 461 et suiv.

« décidée à poursuivre par tous les moyens possibles  
« le triomphe de ses desiderata. »

Un mois après, le Congrès national des mineurs de France, qui se tint à Alais du 4 au 8 mars, s'occupait de la réduction de la journée de travail et votait l'ordre du jour suivant : « Le Congrès poursuivra la réalisation de la journée de huit heures conformément aux décisions du Congrès de Lens par la grève immédiate, sans nouvelles négociations avec le gouvernement. » Le Congrès réclamait en outre que la journée de huit heures soit coupée par un repos d'une demi-heure.

Du 24 au 27 septembre 1902, les mineurs tenaient un nouveau Congrès national à Commentry. Les délégués furent invités à émettre leur opinion sur le projet de loi voté à la Chambre des Députés après amendement réduisant d'abord la journée à neuf heures pour arriver à huit heures quatre ans après. Le Congrès vota la résolution suivante : « Nous maintenons intégralement notre revendication relative à la journée de huit heures (descente et remonte comprises, y compris le temps nécessaire pour le repas) sans toutefois abandonner le projet pendant au Sénat, accepté comme pis aller provisoirement. »

Au Congrès national de 1903 tenu à Carmaux du 20 au 24 mai, M. Basly analysa la proposition de loi déposé par lui sur le bureau de la Chambre des Députés, ainsi que le texte adopté et voté par celle-ci.

Après avoir rappelé les motifs pour lesquels s'imposait la réglementation de la durée de la journée de travail, le Congrès émit à l'unanimité le vœu que « le gouvernement et les membres des deux chambres « tiennent compte de ses doléances et se concertent ensemble pour le vote d'une loi réglementant « le travail à huit heures, y compris l'entrée et la « sortie des puits et fendues (1) ».

Le Sénat avait nommé, pour examiner la proposition de loi qui lui avait été transmise par la Chambre des députés, une commission spéciale qui convoqua devant elle les représentants des patrons, des ouvriers et de l'administration des mines et entendit le ministre des Travaux Publics. M. Boudenoot fut nommé rapporteur de cette commission. Après de longues délibérations, elle adopta le principe de la loi de huit heures ; mais en décidant que, parmi les ouvriers des travaux souterrains, les ouvriers employés à l'abatage bénéficieraient seuls de la nouvelle réglementation. En dehors de cette modification fondamentale, elle proposa un certain nombre de changements de détail. En particulier, elle estima qu'il n'y avait pas lieu d'exiger l'arrêt de la machine d'extraction pour marquer le repos dont la durée doit s'ajouter à celle de la journée de travail. En ce qui concerne les dérogations,

1. On désigne ainsi dans certains bassins houillers les galeries établies suivant la direction des filons. Ce terme est surtout usité dans le bassin de la Loire. Ailleurs, ces galeries sont désignées sous le nom de galeries d'allongement.

elle en limita la durée totale à deux mois ; et elle ajouta aux causes prévues par la Chambre des députés, suite d'accidents, motifs de sécurité, les nécessités occasionnelles et l'accord entre les ouvriers et l'exploitant pour le maintien de certains usages locaux. Les autres modifications étaient beaucoup moins importantes.

M. Boudenoot déposa son rapport le 9 février 1904 (1).

Au Congrès national tenu à Douai du 18 au 21 mai, le rapporteur sur la journée de huit heures voyait surtout dans celle-ci un moyen de lutter contre la surproduction en supprimant le chômage, les chômeurs ne pouvant pas acheter, ou plutôt ne pouvant pas payer s'ils achètent. Ils ajoutait d'ailleurs que, si la limitation à huit heures de la journée de travail est le remède à cette situation, c'est à une condition absolue : c'est que la question du minimum de salaire soit soudée à elle. Le Congrès votait ensuite à l'unanimité la résolution suivante : « La loi votée par la  
« Chambre des Députés qui prévoit la journée rame-  
« née à huit heures par étapes successives, n'est certes  
« pas celle que nous voulions ; mais, si nous considé-  
« rons les efforts qu'il a fallu à nos amis pour arriver

1. Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, relative à la durée de la journée de travail dans les mines, par M. Boudenoot, sénateur. Sénat, Doc. parl., année 1904. Session ordinaire, n° 29. Annexe au procès-verbal de la Séance du 9 février 1904.

« à ce résultat, nous nous demandons s'il serait prudent de la repousser. Votre deuxième Commission  
« pense au contraire qu'il est de l'intérêt des mineurs  
« de l'accepter comme pis aller et d'inviter nos amis  
« à la Chambre à concentrer leurs efforts pour amener  
« au plus tôt le vote de cette loi par le Sénat. »

Celui-ci, dans sa séance du 8 novembre, discuta la question (1). Elle ne donna lieu qu'à un court débat entre le ministre des Travaux Publics qui demanda au Sénat de rendre la loi applicable à tous les ouvriers des travaux souterrains et le rapporteur qui défendit le travail de la Commission. Le Sénat donna raison à ce dernier en adoptant sans modification le texte qui lui était soumis.

Quatre jours après, le 12 novembre, la proposition de loi votée par le Sénat fut retournée à la Chambre des députés qui la renvoya à sa Commission des mines.

En présence de cette proposition, le Congrès national de 1905 tenu à Gardanne votait le 14 mai la résolution suivante : « Considérant que la loi telle qu'elle  
« est, quoique imparfaite, réalisera quand même un  
« progrès en consacrant le principe de la loi de huit  
« heures, en empêchant la surproduction même individuelle, source de souffrance et de misère ; en sau-  
« vegardant dans une certaine mesure la santé des  
« ouvriers par l'abolition des nombreuses longues

1. *Journ. Off.*, Sénat, Déb. parl., année 1905, p. 894 et suiv.

« coupes ou longues journées plutôt obligatoires que  
« facultatives ; en permettant l'emploi d'une partie des  
« sans travail, et, tout en n'abandonnant pas, en  
« aucune façon, la loi de huit heures pour tous les  
« ouvriers du fond et de la surface, la Commission  
« propose au Congrès d'inviter nos amis de la Chambre  
« à concerter leurs efforts pour faire aboutir dans le  
« plus bref délai possible, le projet de retour du Sénat,  
« et aussitôt le vote dudit projet de déposer à nouveau  
« sur le bureau de la Chambre le projet primitif sorti  
« de nos précédents Congrès. »

C'est le 21 avril 1905 que M. Léon Janet, rapporteur de la Commission des mines de la Chambre des Députés déposa son rapport sur la proposition de loi revenue du Sénat (1). Au nom de la Commission il proposa à la Chambre des Députés d'adopter purement et simplement le texte du Sénat. Ce texte vint en discussion dans la séance du 27 juin (2). D'accord avec le gouvernement, la Commission réclama l'urgence qui fut déclarée. Après quelques brèves explications la proposition de loi fut adoptée. Deux jours après, le 29 juin 1905, la loi était promulguée (3).

1. Rapport fait au nom de la Commission des mines, chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par le Sénat, relative à la durée de la journée de travail dans les mines, par M. Janet, député. Ch. des dép. Doc., parl., 8<sup>e</sup> législature n<sup>o</sup> 2.432. Annexe au procès-verbal de la deuxième séance du 21 avril 1905.

2. *Journ. Off.*, Ch. des dép., Déb. parl., année 1905, p. 2.512 et suiv.

3. Loi relative à la durée du travail dans les mines. *Journ. Off.*, du 2 juillet 1905, p. 4.053.

En adoptant le texte du Sénat, la Chambre des Députés avait vu surtout l'avantage de faire bénéficier immédiatement plus de soixante mille ouvriers mineurs des nouvelles dispositions protectrices prévues. Mais il était évident pour tous que ce texte ne pouvait donner satisfaction aux revendications des travailleurs. Il avait été sage de solutionner immédiatement ce qui pouvait l'être, quitte à reprendre à nouveau devant la Chambre des Députés l'étude de la question.

Aussi, quatre jours après la promulgation de la loi, le 3 juillet 1905, M. Basly déposa une nouvelle proposition de loi (1) tendant à étendre le bénéfice de la journée de huit heures aux ouvriers du fond et du jour des mines et des carrières. Elle fut renvoyée à la Commission des mines de la Chambre des Députés. L'approche des élections générales de 1906 ne permit pas de discuter utilement cette proposition de loi qui devint caduque. Elle fut reprise par M. Basly dans la séance du 12 juin 1906 (2) avec le même texte et renvoyée à nouveau à la Commission des mines de la Chambre des Députés.

Quelques jours après, au Congrès tenu à Saint-Etienne du 27 au 30 juin, le rapporteur de la journée de huit heures exposait que le Congrès avait examiné la proposition de loi présentée par M. Basly, pris con-

1. Ch. des dép., Doc. parl., 8<sup>e</sup> législature, n° 2547. Annexe au procès-verbal de la séance du 3 juillet 1905.

2. Ch. des dép., Doc. parl., 8<sup>e</sup> législature, n° 32. Annexe au procès-verbal de la séance du 12 juin 1906.

naissance de l'exposé des motifs qui la précédait et l'avait faite sienne « attendu que tout ce qu'elle renferme est l'expression de la vérité. »

L'année suivante, le 13 avril, au Congrès national de la Fédération des mineurs de France à Denain, la Commission chargée d'étudier la question des huit heures fut d'avis de protester auprès du gouvernement « contre les anomalies de la loi ». Elle demandait que tous les ouvriers du fond soient traités de la même manière et que la loi s'applique à toutes les catégories de mines. Mais le Congrès se rallia à cette proposition du délégué de la Fédération de la Loire : « Nous avons toujours réclamé les huit heures, montée et descente comprises pour tous les ouvriers. Nous n'aurons satisfaction que lorsque nous aurons ces conditions pour toutes les mines. Mais je suis d'avis de donner un à compte au Parlement en attendant la réforme définitive. »

Quelques jours auparavant, le Syndicat des mineurs du Pas-de-Calais avait tenu à Lens son Congrès annuel. Celui-ci décida de faire sienne la proposition de loi déposée par M. Basly le 12 juin 1906.

La Commission des mines de la Chambre des Députés à laquelle avait été renvoyée cette proposition choisit comme rapporteur M. Léon Janet, qui avait été le rapporteur de la proposition de loi votée en 1905. Elle ne rapporta définitivement la proposition

qu'au bout d'un an le 28 juin 1907 (1), sans en adopter les dispositions les plus excessives. Elle apporta néanmoins d'importantes modifications à la loi de 1905. Elle étendit le bénéfice de la loi à tous les ouvriers du fond ; elle réduisit la durée de certaines dérogations ; elle mit toutes les infractions à la charge de l'exploitant ; elle prescrivit l'établissement d'une consigne fixant rigoureusement les heures d'entrée et de sortie de la mine, ainsi que la durée de la descente et de la remonte. Cette proposition fut soumise à la Chambre des Députés le 5 juillet (2) à la Séance du matin devant un petit nombre de députés et ne fit l'objet que d'une discussion rapide. Elle fut adoptée par la Chambre des Députés et renvoyée aussitôt au Sénat.

La Commission chargée de l'examiner nomma comme rapporteur M. Boudenoot, le rapporteur de la proposition de loi votée en 1905. Cette Commission, avant de se prononcer sur les changements considérables que le vote de la Chambre des Députés avait apportés à cette loi avant même qu'elle n'eut son plein effet qui ne devait se réaliser qu'en 1910, crut nécessaire de soumettre la question à une enquête sérieuse

1. Ch. des dép., Doc. parl., 9<sup>e</sup> législature, n° 1.120. Annexe au procès-verbal de la séance du 28 juin 1907. Ce rapport supplémentaire avait été précédé d'un autre rapport fait également par M. Léon Janet.

2. *Journ. Off.*, Ch. des dép., Déb. parl., année 1907, p. 1681 et suiv.

et approfondie et de provoquer à ce sujet les observations des intéressés, ouvriers et patrons de l'industrie houillère, représentants des autres industries, délégués du commerce et des consommateurs de houille, ainsi que du ministre du Travail. Pendant que se poursuivrait cette enquête, elle arriverait, pensait-elle, à l'époque où le dernier palier de la loi de 1905 serait atteint : une plus longue expérience de la réglementation de la durée de travail aurait été faite et l'on serait à même de juger plus sûrement s'il y avait lieu de retoucher la loi de 1905 et dans quelle mesure.

Pendant ce temps, les Congrès nationaux des ouvriers mineurs se prononcèrent énergiquement pour le maintien des principes de la proposition de loi votée en 1907. La résolution votée cette même année à Denain qui demandait la suppression de la quinzaine dite de sainte Barbe (1) et de toutes les heures supplémentaires fut confirmée à Montceau les Mines en 1908, à Lens en 1909 et à Albi en 1910.

Au Congrès tenu à Montceau les Mines, du 19 au 26 mai, la question de la journée de huit heures donna lieu à une très vive discussion. Le Congrès fit avec énergie le procès de la « Loi Boudenoot » puis, après avoir étudié la proposition de loi rapportée à la Chambre des Députés par M. Janet, il décida que cette proposition devait être acceptée comme pis aller,

1. Voir page 166.

comme l'avait été à Denain la proposition Boudenoot.

Il rappela que ce que voulaient les mineurs, c'était la journée de huit heures, montée et descente comprises, de telle façon que, dans une semaine, il n'y eut jamais plus de quarante-huit heures de travail effectuées, compris le casse-croûte de quarante minutes par poste.

Quelques jours plus tard, le 9 juin, le Congrès international des mineurs tenu à Paris fut unanime pour réclamer que la Fédération internationale des mineurs redouble d'efforts pour activer l'élucidation de la question de la journée de huit heures, en exerçant une pression plus forte sur le parlement de chaque pays représenté au Congrès ; et cela, jusqu'au moment où la journée de huit heures, descente et remonte comprises, serait inscrite dans la loi. A la demande de la Belgique et de l'Allemagne fut émis le vœu que la durée de la journée de travail soit réduite à six heures dans les mines contenant une grande quantité de grisou ou ayant une température élevée.

Au Congrès national des mineurs tenu à Lens du 12 au 16 mai 1909 la journée de huit heures de l'entrée à la sortie de la mine ou carrière fut réclamée pour tous les ouvriers du fond et de la surface, ouvriers des mines de combustibles, des mines métalliques, des ardoisières, des salines, des carrières à ciel ouvert ou des carrières souterraines.

Mais, en attendant que cette proposition devienne une réalité, le Congrès acceptait provisoirement le projet qui était alors devant le Sénat et chargeait le Conseil national de faire le nécessaire pour combattre les arguments invoqués par les adversaires de la loi. Le vœu suivant fut en outre adopté : « Le  
« Congrès estime que, pour activer le vote de cette  
« loi et faire sortir le Sénat de l'inertie dans laquelle  
« il est plongé, il est nécessaire d'agir par tous les  
« moyens possibles : pétitions, meetings, réunions,  
« manifestations, etc... »

Le 12 avril, le Congrès du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, tenu également à Lens, avait décidé que, le 1<sup>er</sup> mai, dans toutes les communes du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, des pétitions seraient recueillies, réclamant le vote de la loi de huit heures et qu'elles seraient ensuite déposées au Sénat.

Au Congrès tenu à Albi en 1910, du 8 au 12 mars, où fut entièrement réalisée l'unité minière par la fondation de la Fédération des travailleurs du sous-sol, englobant tous les mineurs et ardoisiers, la loi de huit heures fut réclamée expressément pour ces derniers comme pour les mineurs.

Sept semaines après le 1<sup>er</sup> janvier 1910, date à laquelle la journée de huit heures était devenue légale pour tous les ouvriers mineurs employés à l'abatage,

M. Boudenoot présenta son rapport au Sénat au nom de la Commission (1).

Les principales modifications apportées au texte de la Chambre des Députés étaient les suivantes. Sous le rapport de la durée du travail, les ouvriers étaient divisés en trois catégories : les ouvriers du fond en général, faisant huit heures ; le personnel employé au chargement et au roulage, faisant neuf heures ; le reste des ouvriers, dont la durée de présence au fond était fixée par une consigne. En ce qui concerne les dérogations, leur maximum était considérablement élevé.

Le Sénat adopta telles quelles, le 22 novembre 1910 (2), les propositions que lui présentait sa Commission. Le projet revint à la Chambre des Députés. Au nom de la Commission des mines, M. Duraufour, le 22 février 1912 (3), présenta le rapport sur ce projet. De nombreuses modifications et même des innovations importantes étaient apportées au texte voté par le Sénat le 22 novembre 1910. Les herscheurs, chargeurs et rouleurs étaient assimilés aux piqueurs.

1. Rapport fait au nom de la Commission, chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, modifiant la loi du 29 juin 1905 sur la durée du travail dans les mines par M. Boudenoot, sénateur. Sénat, Doc. parl., année 1910, session ordinaire, n° 52. Annexe au procès-verbal de la séance du 18 février 1910.

2. *Journal officiel*, Sénat, Déb. parl., année 1910, p. 1777 et suiv.

3. Ch. des dép., Doc. parl., 10<sup>e</sup> législature, n° 1680. Annexe au procès-verbal de la séance du 22 février 1912.

Seuls les surveillants, géomètres et boute-feux avaient leur durée de présence au fond fixée par une consigne. Quant à la consigne fixant la durée de la descente et de la remonte, elle devait renfermer des indications précises, non seulement pour les durées, mais pour les heures elles-mêmes. Les dérogations étaient très réduites.

Au Congrès de Commentry, le 25 avril 1911, les délégués avaient protesté contre le vote du Sénat sur la loi relative à la journée de huit heures et avaient maintenu à ce sujet les résolutions votées antérieurement, notamment à Albi l'année précédente.

La Fédération nationale des mineurs, au cours du Congrès national réuni à Angers du 12 au 17 février 1912, déclara qu'après avoir examiné attentivement la proposition de loi des huit heures adoptée par la Commission des mines de la Chambre des Députés, elle ne pouvait lui donner son adhésion. Elle reconnaissait pourtant que cette proposition constituait un progrès et qu'elle contenait en particulier quelques améliorations sur le texte adopté par le Sénat, texte qui contenait au contraire des aggravations de la situation qu'avaient alors les mineurs.

Les raisons invoquées contre l'acceptation de la proposition de loi rapportée par M. Durafour étaient les suivantes : elle ne comprenait pas dans les huit heures le temps de la durée de la descente et de la remonte ; il n'était pas possible d'exclure du bénéfice

de la loi aucune catégorie d'ouvriers de l'intérieur ; les ouvriers des minières et des ardoisières n'étaient pas assimilés aux mineurs. La proposition comprenait enfin des dérogations que le Congrès ne pouvait admettre.

Le principe de la grève générale pour le 1<sup>er</sup> mars avait d'abord été admis au cas où le Parlement n'aurait pas pris en considération à cette date les revendications du Congrès d'Angers. Mais la résolution définitive du Congrès donnait seulement mandat au Conseil national de la Fédération de prendre, l'heure venue, toutes les mesures pour faire aboutir ces revendications « par une manifestation unanime et réfléchie ».

La Chambre des Députés, dans ses séances des 28, 29 et 30 mars 1912 (1), discuta le texte que lui avait proposé sa Commission des mines. Elle apporta à ce texte quelques modifications de détail. Elle adopta en outre un amendement étendant le bénéfice de la loi aux ouvriers des ardoisières et des mines métalliques.

Le nouveau texte retourna au Sénat. Celui-ci désigna pour l'examiner une Commission de neuf membres qui choisit comme président M. Eugène Guérin et prit à nouveau comme rapporteur M. Boudenoot.

Au mois d'octobre, au Congrès extraordinaire tenu

1. *Journal officiel*, Ch. des dép., Déb. parl., année 1912, p. 977 et suiv., 1017 et suiv., 1061 et suiv.

à Paris, furent confirmées les décisions prises au Congrès d'Angers en vue de faire aboutir le vote de la loi, conformément aux revendications des ouvriers mineurs.

Le Congrès de la Fédération des travailleurs du sous-sol se réunit l'année suivante à Alais du 22 au 27 avril. Les délégués maintinrent sur la question des huit heures les décisions des Congrès précédents. « Nous obtiendrons, affirma le Secrétaire général de la Fédération, satisfaction la plus complète sur toutes nos revendications ; et la corporation ne reculerait pas devant la grève pour obtenir la seule assimilation des ardoisiers. » A ce Congrès d'Alais fut consacrée la scission entre les « vieux syndicats » du Nord et du Pas-de-Calais et la Fédération des mineurs. Au lendemain de cette scission, se tint à Lens, le 4 mai, le Congrès annuel du syndicat du Pas-de-Calais. Pour n'être plus fédérés nationalement, les délégués ne s'en montrèrent pas moins ardents à réclamer des pouvoirs publics le vote de la loi de huit heures, comportant la suppression des longues coupes.

Il était entendu que si la loi n'était pas votée à une date que le Comité fédéral devait fixer, ce serait la grève générale dans les trois bassins de la région.

A la date du 30 novembre 1912 avait été promulgué le livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale qui abrogeait la loi du 29 juin 1905 et la rem-

plaçait par une série d'articles identiques dans le fond et à peu près identiques dans la forme. Dès lors, la proposition de loi soumise à la Commission du Sénat avait pour objet de modifier certains de ces articles. Cette Commission, comme l'avait fait celle de 1907, entendit les représentants des ouvriers et ceux des exploitants.

Par ailleurs, le ministre du Travail adressa aux ingénieurs en chef des mines un questionnaire relatif à l'application des dispositions adoptées par la Chambre des Députés. La Commission du Sénat prit connaissance des réponses à ce questionnaire et entendit le ministre du Travail. Sur les instances de celui-ci, soucieux de réaliser l'entente entre les deux chambres, elle se résigna à l'assimilation des chargeurs et rouleurs au personnel de l'abatage. Par contre elle augmentait le nombre des catégories d'ouvriers dont la durée de présence au fond était fixée par une consigne. Elle admit les dispositions arrêtées par la Chambre des Députés pour la rédaction des consignes fixant la durée de la descente et de la remonte. Elle augmenta le nombre des dérogations qui pourraient être accordées.

Quant à l'introduction dans la loi des ardoisières et des mines métalliques, elle en proposa la disjonction d'accord avec le gouvernement qui avait demandé un délai pour procéder à une enquête et une étude

approfondies et pour déposer ensuite un projet sur la matière.

M. Boudenoot déposa le 22 juillet 1913 le rapport fait au nom de la Commission sénatoriale (1). La proposition de loi fut discutée par le Sénat le 14 novembre 1913 (2). Elle fut adoptée sans modification importante et revint à la Chambre des Députés. La Commission des mines l'examina à nouveau sous la présidence de M. Gustave Dron. M. Durafour fut de nouveau désigné comme rapporteur. Il déposa son rapport le 23 novembre 1913.

Le Conseil National de la Fédération du sous-sol réuni en octobre au siège de la Confédération générale du Travail, avait insisté pour que les modifications demandées par le Congrès tenu l'année précédente à Paris au projet voté par la Chambre des Députés soient prises en considération par le Sénat, et plus particulièrement l'assimilation totale des ouvriers ardoisiers.

La Commission de la Chambre des Députés s'était appliquée à faire œuvre de conciliation en acceptant un certain nombre de dispositions du texte du Sénat

1. Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi... modifiant la Loi du 29 juin 1905 sur la durée du travail dans les mines, par M. Boudenoot, Sénateur. Sénat. Doc. parl., année 1913. Session ordinaire, n° 322. Annexe au Procès-Verbal de la Séance du 22 juillet 1913.

2. *Journal officiel*, Sénat. Déb. parl., année 1913, p. 1407 et suiv.

dont elle s'était écartée jusque-là. En particulier, en dépit des dernières revendications du Conseil National de la Fédération du sous-sol, elle éloignait les ardoisiers et les ouvriers des mines métalliques du bénéfice de la loi. La Chambre accepta cette disjonction. Mais, après avoir adopté à l'unanimité le texte que lui proposait sa Commission — à l'exception d'une disposition de détail — elle vota également à l'unanimité une proposition de résolution de M. Jaurès et de plusieurs de ses collègues invitant le ministre du Travail à la saisir d'urgence d'un projet de loi tendant à associer les ouvriers des mines métalliques et des ardoisières au bénéfice de la loi de huit heures (1).

En dépit des concessions faites par la Chambre des Députés, il restait encore des divergences importantes entre le texte adopté par elle et celui voté par le Sénat le 14 novembre. Aussi, M. Metin, ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, provoqua-t-il une réunion officieuse des présidents et rapporteurs des Commissions des mines de la Chambre des Députés et du Sénat pour suggérer un texte transactionnel entre les propositions votées par les deux assemblées.

Le 3 décembre (2), M. Boudenoot, au nom de la

1. Première Séance du 24 novembre 1913. *Journal officiel*. Ch. des dép. Déb. parl., année 1913, p. 3543 et suiv.

2. Rapport fait au nom de la Commission chargée d'exa-

Commission des mines du Sénat proposa ce texte à l'examen du Sénat qui, le 24 décembre (1), l'adopta sans discussion.

Le même jour, M. Durafour, au nom de la Commission des mines de la Chambre des Députés, proposa ce même texte à l'examen de la Chambre des Députés qui l'adopta immédiatement sans discussion (2).

La loi fut promulguée le 31 décembre 1913 et insérée au *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> janvier 1914 (3).

Un mois après, du 27 au 31 janvier, se réunissait à Lens le Congrès de la Fédération Nationale des travailleurs du sous sol. Au cours de ce congrès, les délégués votèrent la résolution suivante sur la revendication touchant la loi de huit heures :

« La loi de huit heures votée par la Chambre le 30 mars 1912, quoique ne représentant pas le maximum de satisfaction que nous aurions été en droit d'espérer, aurait peut-être pu être acceptée comme pis aller, tout en nous réservant le droit de pour-

miner la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés... par M. Boudenoot, Sénateur. Sénat. Doc. parl., année 1913. Session extraordinaire, n° 445. Annexe au Procès-Verbal de la Séance du 3 décembre 1913.

1. *Journal officiel*. Sénat. Déb. parl., année 1913, p. 1613 et suiv.

2. *Journal officiel*. Ch. des dép. Déb. parl., année 1913, p. 4099 et suiv.

3. Loi modifiant les articles 9, 12, 160 et 164 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale relatifs au travail dans les mines. *Journal officiel*, 1914, p. 3.

« suivre jusqu'au bout la réalisation intégrale du  
« projet adopté par nos Congrès d'Angers et de  
« Paris. Mais nous ne saurions admettre, dans le  
« projet voté en dernier ressort par le Sénat, les  
« modalités telles que les soixante heures de déroga-  
« tion, l'augmentation de la journée de travail par la  
« durée du repas au fond de la mine, et surtout la  
« disjonction ou plutôt l'exclusion du bénéfice de  
« cette loi de nos camarades des ardoisières et des  
« mines métalliques. »

Au moment même où s'ouvrait à Lens ce Congrès de la Fédération des Travailleurs du sous-sol, le Conseil national de la Fédération (dissidente) des mineurs de houille, groupant les trois « vieux syndicats » du Pas-de-Calais, du Nord et d'Anzin, tenait une réunion à Douai. Là, le Conseil invitait les mineurs à ne pas faire de « longues coupes », jusqu'à l'entrée en application de la Loi du 31 décembre 1913.

Cette loi entraît en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1914. Un mois après, les hostilités commençaient : la France était en guerre. Dès les premiers mois, une partie de nos centres miniers nous était enlevée par l'ennemi. Il fallait cependant satisfaire aux demandes toujours plus grandes des industries de guerre, ainsi qu'aux besoins pressants de la consommation générale. Il n'était pas question de songer alors à réduire la journée de travail. Les travailleurs de la mine répon-

dirent pleinement à l'appel à l'Union-Sacrée devant l'ennemi du dehors lancé par le gouvernement. Les syndicats miniers, dans l'intelligence complète de la nécessité de produire, firent taire leurs habituelles revendications pour l'obtention de la journée de huit heures. Elles ne seront pas entendues tout le long de la guerre.

Mais cette question de la réduction de la journée de travail prit une acuité toute particulière avec la fin des hostilités. Au lendemain de l'armistice, dès le 24 novembre 1918, la Chambre des Députés votait une proposition de résolution donnant mandat à sa Commission du Travail de déposer à bref délai un rapport sur une législation internationale du travail, dont les principes pourraient être insérés dans le Traité de paix. Ce rapport (1), déposé par M. Justin Godart à la séance du 26 novembre, concluait à la limitation de la journée de travail, à l'établissement de la journée de huit heures dans les usines à marche continue et les mines et à l'établissement du repos d'une journée et demie par semaine.

D'autre part, et sans attendre le règlement international de la question, MM. Renaudel, Voilin, Lau-

1. Rapport fait au nom de la Commission du Travail, chargée d'étudier une législation internationale du Travail, dont les principes pourraient être insérés dans le Traité de paix, par M. Justin Godart, député. Ch. des dép. Doc. parl. 11<sup>e</sup> Législature, n° 5305 Annexe au procès-verbal de la Séance du 26 novembre 1918.

che et Albert Thomas déposaient le 28 janvier 1919 une proposition de loi tendant à l'institution de la journée de huit heures et de la semaine anglaise (1). Le gouvernement, de son côté, portait devant la Commission des traités internationaux du travail siégeant au Ministère du Travail le problème de la journée de huit heures posé à la Conférence des préliminaires de paix. Cette commission dont faisaient partie des représentants des patrons et des ouvriers, aboutit à l'adoption d'un texte que le gouvernement déposa le 8 avril sous la forme d'un projet de loi sur la journée de huit heures (2). Renvoyé à la Commission du Travail, le projet du gouvernement fut l'objet, le 10 avril, d'un rapport de M. Justin Godart (3). Par ailleurs, le 15 avril, M. Durafour et plusieurs de ses collègues déposèrent une proposition de loi modifiant les conditions du travail dans les mines (4).

1. Ch. des dép. Doc. parl., 11<sup>e</sup> législature, n° 5600. Annexe au procès-verbal de la Séance du 28 janvier 1919.

2. Ch. des dép. Doc. parl., 11<sup>e</sup> législature, n° 5960. Annexe au procès-verbal de la Séance du 8 avril 1919.

3. Rapport supplémentaire fait au nom de la Commission du Travail, chargée d'examiner: 1<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Renaudel et plusieurs de ses collègues sur l'application généralisée à l'industrie et au commerce de la journée de huit heures; 2<sup>o</sup> Le projet de loi sur la journée de huit heures, par M. Justin Godart, député. Ch. des dép. Doc. parl., 11<sup>e</sup> Législature, n° 5980. Annexe au procès-verbal de la Séance du 10 avril 1919.

4. Proposition de loi tendant à modifier les articles 9, 9a, 9b, 10, 11, 12, 164 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale relatifs à la durée du travail dans les mines, présentée par M. Durafour, député. Ch. des dép. Doc. parl.,

La proposition de M. Renaudel avait pour but de limiter à huit heures par jour la durée du travail effectif des ouvriers et employés de l'un et l'autre sexe et de tout âge dans les entreprises de l'industrie et du commerce, les conditions d'application de cette disposition étant déterminées par des règlements d'administration publique.

Cette proposition vint en discussion à la Chambre des Députés le 17 avril 1919. Au cours de cette discussion, M. Léon Perrier, président de la Commission des mines (1), manifesta l'intention très arrêtée de celle-ci, d'accord avec les représentants des ouvriers mineurs, que la situation de ces ouvriers au point de vue de la durée du travail, soit réglée par la loi et non par des décrets. Il obtint de M. Colliard, ministre du Travail, l'engagement qu'il prêterait tout son concours à la proposition de loi de M. Durafour.

La proposition de loi de M. Renaudel fut votée le 23 avril 1919 et promulguée le même jour (2).

A propos d'un amendement de M. Léon Perrier (3), retiré ensuite par son auteur, il fut précisé par le ministre du Travail et par la Commission que les

11<sup>e</sup> législature, n° 613. Annexe au procès-verbal de la Séance du 15 avril 1919.

1. *Journal officiel*, Ch. des dép. Déb. parl., année 1919, p. 2038.

2. Loi sur la journée de huit heures. *Journal officiel* du 25 avril 1919, p. 4266.

3. Première séance du 17 avril 1919. *Journal officiel*. Ch. des dép. Déb. parl., année 1919, p. 2038.

exploitations minières étaient comprises dans la loi. La situation particulière de l'industrie minière en regard de cette loi a été déterminée exactement dans une intervention de M. Albert Thomas (1) : « quelle  
« est la situation ? Les mineurs ont une loi réglemen-  
« tant spécialement leur journée de travail ; cette loi  
« leur a donné un certain nombre de garanties qu'ils  
« trouvent insuffisantes, et ils participent au mouve-  
« ment général. Le 23 (avril) doit avoir lieu la ren-  
« contre entre le Comité des houillères et la Fédéra-  
« tion des mineurs.

« Il y a intérêt à laisser les mineurs, compris dans  
« la loi d'ensemble, attendre le résultat des négocia-  
« tions actuellement engagées. Ou bien la négociation  
« aura dépassé la loi actuelle en ce qui concerne la  
« durée du travail, et dans ce cas nous pourrons,  
« pour répondre aux vœux de la corporation minière  
« demander que ces garanties soient consacrées par la  
« loi, ou bien elle ne leur donnera pas satisfaction et,  
« à plus forte raison, nous reviendrons, nous, à la  
« loi.

« Je conclus donc, d'accord, je crois, avec mes  
« collègues, qu'il y a lieu de les laisser compris dans  
« la loi générale avec l'engagement formel du gouver-  
« nement que la garantie accordée antérieurement  
« aux mineurs sera maintenue et consacrera l'accord  
« qui va intervenir. »

1. *Ibid.*, p. 2039.

L'application de la loi du 23 avril 1919 devait suivre immédiatement et laisser les travailleurs du sous-sol dans une situation très inférieure à celle qui serait faite à la généralité des travailleurs français. Il était nécessaire, en effet, qu'une loi spéciale fixât à nouveau le régime du travail dans les mines, les améliorations obtenues en 1905 et en 1913 par les mineurs ne correspondant plus aux nouvelles évolutions sociales.

La proposition de loi de M. Durafour avait pour but de donner aux mineurs la journée de huit heures en comprenant dans cette journée la descente et la remontée, ainsi que le temps du petit repas, dit « briquet », pris dans la mine et de supprimer toutes les dérogations, à l'exception du cas de guerre.

La Commission des mines de la Chambre des Députés fut saisie de cette proposition. Elle entendit les délégués de la Fédération nationale des Travailleurs du sous-sol et des syndicats du Nord et du Pas-de-Calais ; elle entendit ensuite le Comité Central des houillères de France, le ministre des Mines et le ministre du Travail. Ceux-ci firent quelques réserves sur certains points de la proposition. Les représentants des exploitants ne présentèrent aucune objection sérieuse sur sa formule d'application, limitant leurs réserves au seul point des dérogations.

Par ailleurs, la Fédération nationale des Travailleurs du sous-sol réunie en congrès à Marseille déclara, le 29 mai, accepter dans son intégralité la

proposition de loi de M. Durafour, réclamant le vote de cette proposition par la Chambre des Députés et le Sénat pour le 12 juin et sa promulgation immédiate pour la mise en vigueur le 16 juin, dernier délai, faute de quoi la grève était décidée pour cette date.

La Commission des mines de la Chambre des Députés, par la voix de son rapporteur, M. Drivet, demanda alors à celle-ci d'adopter la proposition de loi de M. Durafour. M. Drivet, dans son rapport (1), affirmait que le ministre des mines acceptait cette proposition, se bornant à réclamer au nom du gouvernement des délais d'application plus étendus que ceux qu'elle prévoyait.

En réalité, le 6 mai, dans le cabinet du ministre du Travail, un accord était intervenu entre les exploitants des mines du Nord et du Pas-de-Calais et les représentants des ouvriers de cette région au cours duquel le représentant du gouvernement abandonna les raisons d'abord invoquées pour que l'application des huit heures commence seulement le 1<sup>er</sup> octobre 1919 et accepta la date réclamée par les ouvriers mineurs au Congrès de Marseille. Par contre, alors

1. Rapport fait au nom de la Commission des mines, chargée d'examiner la proposition de M. Durafour et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 9, 9 a, 9 b, 10, 11, 12 et 164 du Livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, relatifs à la durée du travail dans les mines, par M. Drivet, député. Ch. des dép. Doc. parl. 11<sup>e</sup> législature. Session de 1919, n° 6205. Annexe du procès-verbal de la séance du 27 mai 1919.

que la proposition Durafour disposait que la journée de travail commencerait au moment où le premier ouvrier descendrait et se terminerait au moment où le dernier ouvrier remonterait à la surface, la formule du traité signé dans le cabinet du ministre portait, comme l'avait proposé le gouvernement que la journée de travail serait comptée « du dernier ouvrier descendant au dernier ouvrier remontant ».

La proposition de loi vint en discussion à la Chambre des députés le 10 juin (1). Sur la foi du rapporteur de la Commission des mines qui avait affirmé l'accord de celle-ci avec le gouvernement sur les dispositions de la proposition Durafour, celle-ci fut immédiatement votée, sans autre modification importante qu'un amendement relatif aux délais d'application. Cette proposition indiquait dans son article 12 un délai de deux mois à compter de la promulgation. Etant donnée l'époque incertaine à laquelle celle-ci pourrait intervenir, la Commission avait pensé qu'il valait mieux substituer à cette formule l'indication très nette d'une date fixe pour cette application. Sur la demande du Gouvernement, elle avait proposé le 1<sup>er</sup> octobre pour permettre de former le personnel technique et d'approvisionner le pays en charbon. Mais, en présence des revendications des ouvriers mineurs tendant à voir appliquer la loi dès le 16 juin

1. *Journal officiel*, Ch. des dép. Déb. parl., année 1919, p. 2569 et suiv.

M. Valette et plusieurs de ses collègues réclamèrent par voie d'amendement que satisfaction soit donnée au désir des mineurs. La Chambre adopta cet amendement qu'avaient accepté la Commission et le Gouvernement.

M. Loucheur, ministre des Mines, absent au début de la séance, apporta en fin de séance les réserves du gouvernement sur les dispositions que la Chambre des Députés venait d'admettre pour la manière de compter les huit heures. Celle-ci ayant adopté la formule « du premier descendant au dernier remontant », M. Loucheur réclama la formule constamment préconisée par le gouvernement « du premier descendant au premier remontant » protestant contre les termes du rapport de M. Drivet tendant à faire croire que le gouvernement aurait accepté la proposition Durafour ; et il demanda à la Chambre des Députés qu'il soit procédé à une seconde délibération. La Commission repoussa cette demande. Elle fut néanmoins adoptée par 351 voix contre 133.

La deuxième délibération eut lieu le lendemain 11 juin (1). La Commission présenta un nouveau texte tenant compte des arguments mis en avant par le ministre des Mines. Ce texte fut adopté à l'unanimité, 27 députés étant en séance. Il fut envoyé aus-

1. *Journal officiel*, Ch. des dép. Déb. parl., année 1919, p. 2607 et suiv.

sitôt au Sénat et, dès le 13 juin, la Commission chargée de l'étudier en commença l'examen.

Cependant les mineurs protestèrent contre le vote de la Chambre des Députés et précisèrent leurs revendications comportant notamment le vote de la proposition Durafour. Les ministres des Mines et du Travail répondirent en offrant aux mineurs de provoquer une entrevue entre les délégués de la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol et les délégués des exploitants en vue de trouver un terrain d'accord. Les mineurs demeurèrent intransigeants et firent connaître qu'aucune conversation ne pourrait être reprise tant que le gouvernement ne s'engagerait pas à faire substituer à la proposition de loi votée par la Chambre des Députés le texte même de la proposition de M. Durafour. Et, conformément à la décision du Congrès de Marseille, le 16 juin, la grève générale était proclamée ; et elle était effective dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais, aussi bien que dans les bassins du Centre et du Midi.

A la séance du Sénat du 17 juin, le rapporteur M. Colin donna lecture du rapport fait au nom de la Commission (1). Le texte proposé par elle apportait

1. Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, relative à la durée du travail dans les mines, par M. Maurice Colin, sénateur. Sénat. Doc. parl., année 1919. Session ordinaire, n° 263. Annexe au procès-verbal de la séance du 17 juin 1919.

un certain nombre de modifications au texte adopté par la Chambre des Députés. M. Flaissières (1) reprit à titre de contre-projet le texte de la proposition Durafour. La Commission et le gouvernement le repoussèrent. Le Sénat ne l'adopta pas et vota le texte de la Commission. Celui-ci fut renvoyé immédiatement à la Chambre des Députés qui en saisit la Commission des mines.

Dès le 17 juin, les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, se désolidarisant du mouvement général déclenché par la Fédération nationale, décidèrent de reprendre le travail. Ils n'abandonnaient pas les revendications jugées par eux légitimes ; mais ils s'en remettaient à l'arbitrage des ministres du Travail et des Mines.

Ceux-ci furent entendus le 18 juin par la Commission des mines de la Chambre des Députés. Un long échange d'explications eut lieu au cours duquel furent reprises les raisons qui, dès la première heure, avaient déterminé la Commission à faire confiance aux ouvriers du sous-sol en adoptant la proposition de loi Durafour. Les ministres demandèrent à être entendus une seconde fois pour faire connaître leur réponse définitive. Cette nouvelle audition eut lieu le lendemain.

Au nom du gouvernement le ministre des Mines expliqua qu'il y avait eu entre lui et la Commission

1. *Journal officiel*. Sénat. Déb. parl., année 1919, p. 922.

des mines un malentendu ayant conduit celle-ci à déclarer que le gouvernement donnait son adhésion aux principes de la proposition de loi Durafour et ayant permis à la Fédération du sous-sol réunie en congrès à Marseille de croire à cet accord ; et par suite que la Commission et le gouvernement feraient ensemble tout le nécessaire pour demander au Parlement le vote de la loi conforme à ces principes. Une question de bonne foi se trouvait engagée à l'égard des ouvriers. Dès lors, ne voulant pas que les mineurs soient victimes de ce malentendu, le ministre déclara le gouvernement prêt à accepter le principe du décompte des huit heures entre le premier descendant et le dernier remontant de chaque catégorie et la suppression de toutes dérogations générales, sauf le cas de défense nationale.

Dans ces conditions, la Commission des mines de la Chambre des Députés, après s'être félicitée de l'adhésion du gouvernement à sa première formule et d'un accord qui était de nature à mettre un terme rapide au conflit qui, depuis trois jours, arrêtait le travail dans la plus grande partie des houillères, proposa de nouveau à la Chambre des Députés le texte de la proposition Durafour avec quelques modifications reconnues utiles au cours des discussions dont elle avait été l'objet.

Le texte proposé fut adopté presque sans discus-

sion le 20 juin (1). Il revint au Sénat qui, le 24 juin (2), l'adopta sans modification. Ce même jour, la loi fut promulguée pour être insérée au *Journal officiel* du 25 juin (3).

1. *Journal officiel*. Ch. des dép. Déb. parl., année 1919, p. 280 et suiv.

2. *Journal officiel*, Sénat. Déb. parl., année 1919, p. 1000 et suiv.

3. Loi relative à la durée du travail dans les mines. *Journal officiel* du 25 juin 1919, p. 6522.

---

## DEUXIÈME PARTIE

### La réalisation progressive des huit heures dans les mines

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### L'article 9 du Code du travail et de la prévoyance sociale. — La journée de huit heures pour tous

---

Le nouvel article 9 du Code du travail et de la prévoyance sociale, dans la rédaction que lui a donnée la loi du 24 juin 1919, pose le principe de la journée de huit heures avec un double caractère de généralité, en ce qui concerne les mines auxquelles elle s'applique, en ce qui concerne les catégories d'individus qu'elle vise.

##### § 1. — *Les mines auxquelles s'applique la réglementation*

Les textes précédents visaient exclusivement les mines de combustibles. Le texte nouveau est volon-

tairement explicite. Il rappelle les textes antérieurs en les précisant.

Il s'agit, avant tout, des mines de combustibles, de quelque nature qu'elles soient. Il s'agit en outre des autres mines, des minières et des carrières ; et même des recherches de mines.

Les premières propositions de loi de M. Basly tendant à la limitation de la durée du travail dans les mines visaient en réalité tous les travaux souterrains (1). Mais, dans sa dernière proposition de loi, celle du 29 mars 1900 (2), il ne s'agissait plus de protéger que les ouvriers occupés à la « manipulation des charbons ».

Il était bien entendu que le mot charbon était employé là dans son acception la plus générale et que la loi projetée devait s'appliquer à toutes les mines de combustibles, mines de charbon, de lignite et d'anthracite. D'ailleurs, la Commission du travail, chargée d'examiner la proposition de loi de M. Basly, crut prudent de substituer au texte primitif un autre texte plus précis visant expressément les mines de combustibles.

Et son rapporteur le précise très nettement : « A

1. Ch. des dép. Doc. parl., 5<sup>e</sup> législature, n° 1376. Annexe au procès-verbal de la séance du 27 avril 1891. Ch. des dép. Doc. parl., 6<sup>e</sup> législature, n° 73. Annexe au procès-verbal de la séance du 30 novembre 1893.

2. Ch. des dép. Doc. parl., 7<sup>e</sup> législature, n° 1564. Annexe au procès-verbal de la séance du 29 mars 1900.

« côté de la houille il y a certains produits également  
« combustibles, tels que l'anhracite et la lignite, dont  
« l'exploitation s'effectue dans des conditions presque  
« identiques et dont la nature est sensiblement simi-  
« laire. Ces produits doivent être assimilés aux char-  
« bons et le terme générique de minerais combus-  
« tibles paraît être celui qui définit le plus exactement  
« celles des exploitations minières auxquelles la loi  
« sera applicable. »

Le texte proposé par la Commission du Travail est devenu l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 29 juin 1905 et dans la Circulaire du 20 octobre 1905 par laquelle le ministre des Travaux publics donnait aux ingénieurs en chef des mines les instructions générales nécessaires à l'application de la loi, nous trouvons au commentaire de cet article 1<sup>er</sup> que « la loi ne s'applique  
« qu'aux mines de combustibles, c'est-à-dire aux con-  
« cessions de lignite, de houille et d'anhracite ».

L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 24 juin 1919 reprend les termes mêmes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1905, en précisant qu'il s'agit de la journée de travail dans les  
« mines de combustibles, de quelque nature qu'elles  
« soient ».

Pour la première fois nous voyons le législateur disposer, en ce qui concerne les autres mines, les minières et les carrières. Mais ce n'est pas à dire que c'est la première fois que la question ait été posée par les ouvriers ou leurs représentants et discutée au

Parlement, Nous avons vu qu'un grand nombre de congrès de mineurs ont émis le vœu que la même législation s'étende à tous les ouvriers travaillant dans les mines, quelles qu'elles soient. Nous allons rappeler quelques-uns des arguments invoqués en faveur de l'assimilation pour la réduction de la journée de travail des ouvriers des ardoisières et des mines métalliques aux ouvriers mineurs des houillères.

Les conditions dans lesquelles travaillent ces ouvriers sont tout aussi pénibles que celles dans lesquelles travaillent les mineurs de houille. Les uns et les autres travaillent d'un labeur identique, dans des conditions d'insalubrité semblables, courent les mêmes dangers, sont victimes des mêmes périls ; aux uns et aux autres doit être appliquée la même législation.

Les mineurs de fer ont leur santé très atteinte dans les galeries : le séjour dans une atmosphère constamment humide provoque chez eux des rhumatismes articulaires aigus. Les accidents du travail sont très répandus, souvent plus nombreux dans les mines de fer que dans les mines de houille. A la tribune de la Chambre des Députés, le 30 mars 1912, M. Albert Thomas (1) apportait à ce sujet des renseignements statistiques. « J'ai là, disait-il, le relevé du syndicat « et du délégué mineur d'Hussigny. Il constate que, « sur 240 ouvriers atteints dans les accidents, trois ou

1. *Journal officiel*, Ch. des dép. Déb. parl., année 1912, p. 1091.

« quatre meurent par le bloc, dix demeurent infirmes  
« pour la vie. Dans les mines de l'Est, en général,  
« la mortalité est de 11 à 20 p. 100 ; 40 p. 100 ne  
« peuvent plus travailler ; 100 p. 1000 sont amputés  
« de membres par accident Si je prends la statistique  
« pour 1.000 ouvriers, il y a 106 accidents ayant fait  
« 114 victimes dont 24 morts. »

Quant aux ardoisiers, il a été nettement établi que leur travail était particulièrement pénible et malsain. Dans une étude publiée par M. Doizy (1), médecin-conseil de l'Union des Syndicats ouvriers ardoisiers des Ardennes, nous lisons cette description du travail des « craboteurs ».

« Obligés de creuser une excavation de 80 centimètres de hauteur, de travailler couchés ou à genoux, dans un milieu humide, mal aéré, rempli de la poussière que soulèvent les coups de pics, de la fumée que dégagent les chandelles de suif, collées soit sur les casquettes, soit aux parois de la roche, au moyen de morceaux de terre glaise, dans lesquelles elles sont piquées. »

Des études médicales sur la maladie des ardoisiers, appelée par certains « schistose », par d'autres « chalicose » poursuivies dans les Ardennes aussi bien que dans la Mayenne ont montré les ravages qu'elle cause chez les ouvriers atteints de ce mal. Des statistiques

1. Rapport de M. Boudenoot, année 1913. Annexe VIII, § 1<sup>er</sup>, *Etude sur la Schistose* (maladie des ardoisiers).

très consciencieusement établies ont permis d'évaluer que la durée moyenne de la vie de l'ardoisier est de quarante-huit ans.

Ces risques professionnels encourus par les ouvriers des mines métalliques et des ardoisières, comparables en tous points à ceux encourus par les mineurs de houille ont amené le législateur à les assimiler à ces derniers au regard de certaines lois.

C'est ainsi que la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués mineurs ne distingue pas entre les mines et les ardoisières et admet le même régime de surveillance pour les unes et pour les autres.

La loi du 19 mai 1874, en son article 7 et le règlement d'administration publique du 12 mai 1875 qui la complète règlent l'emploi des enfants et des femmes dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières, assimilant par conséquent les minières et les carrières aux mines. Cette loi du 19 mai 1874 fut remplacée par celle du 2 novembre 1892. Celle-ci dispose dans son article 1<sup>er</sup> que : « Le travail des  
« enfants, des filles mineures et des femmes dans les  
« usines, manufactures, mines, minières et carrières,  
« chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque  
« nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou  
« religieux, même lorsque ces établissements ont un  
« caractère d'enseignement professionnel ou de bien-  
« faisance, est soumis aux obligations déterminées  
« par la présente loi ». Quant à la loi des 29 et

30 juin 1894 sur les retraites des ouvriers mineurs, son article 31 s'exprime ainsi : « Les exploitations des « minières et carrières souterraines ou à ciel ouvert « pourront être assimilées aux exploitations de mines « pour l'application de la présente loi, en vertu de « décrets rendus en Conseil d'Etat, sur la proposition « du ministre des Travaux publics. » Les ardoisiers sont pratiquement exclus du bénéfice de cet article ; mais les ouvriers des mines de fer y participent.

Dans la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, l'article 6 est spécial aux industries minières. Il est applicable aux ardoisières et aux mines métalliques.

C'est le corps des mines qui, dans les minières et les ardoisières, veille à l'application de la loi du 7 décembre 1909 sur le paiement des salaires.

Ces dernières lois n'ont pas tenu compte des considérations juridiques dans lesquelles a cru devoir entrer le législateur de 1810 (1). Celui-ci a séparé arbitrairement les ardoisiers et les mineurs de fer des mineurs de houille : il a distingué trois catégories d'exploitations différenciées, non pas, comme on pourrait le croire, par le mode de travail, mais par la nature des gisements. Un gisement de charbon constitue une mine, un gisement de fer, une minière ; un gisement d'ardoise, une carrière ; alors même que le

1. Loi du 21 avril 1810 sur le Régime des mines.

charbon est extrait à ciel ouvert, alors même que l'ardoisier travaille dans des galeries souterraines.

Ces indications soulignent l'archaïsme de la loi de 1810, dont on peut dire qu'elle ne répond plus aux conditions du travail actuel et ne saurait servir de base à notre législation moderne. Malgré cela, comme nous l'avons vu précédemment, elle prévalut longtemps en ce qui concerne la législation sur la durée du travail.

Reprenant la formule générale de la loi de 1810, le rapporteur de la Commission du Travail chargée d'examiner la proposition de loi de M. Basly, se demandait si elle ne devait pas être maintenue (1) :  
« A côté de la situation des ouvriers de la houille,  
« n'y a-t-il pas lieu et ne serait-ce pas équitable en  
« même temps qu'humain d'examiner celle des ou-  
« vriers exploitant d'autres minerais ou travaillant  
« dans les carrières. »

Mais à cette question il répond lui-même : « Sans  
« doute notre Commission eût volontiers étudié leurs  
« conditions d'exploitation et les améliorations qu'elles  
« comportent ; mais elle n'a été saisie d'aucune pro-  
« position les visant et, dans ces conditions, elle ne  
« peut vous proposer de légiférer à leur égard. » Il faut remarquer qu'en effet les mineurs de fer et les ardoisiers apparurent longtemps comme une catégo-

1. Rapport de M. Odilon-Barrot.

rie de la classe ouvrière relativement peu nombreuse ; et leur situation n'a pas paru présenter autant d'intérêt que celle des mineurs de houille, puissants par le nombre, organisés en corporation capable de soutenir énergiquement ses revendications. Au sein de la commission extraparlamentaire constituée le 19 juin 1901 par le ministre des Travaux publics pour étudier la réglementation de la durée du travail dans les mines, M. Basly (1) rapporta que les travailleurs des mines métalliques n'avaient jamais présenté leurs revendications aux congrès de la Fédération nationale des mineurs, et que seuls les syndicats des mineurs de houille avaient donné des mandats à leurs délégués.

Nous retrouvons cette idée dans ces mots de M. Aynard (2) : « Mais, a-t-on dit, les mines de fer, et les  
« autres mines, qu'en faites-vous ? La mortalité est  
« trois fois plus forte dans les mines de fer que dans  
« les mines de houille, d'après les statistiques ; com-  
« ment traitez-vous leurs ouvriers ? — Ils ne se plai-  
« gnent pas, ils ne réclament pas, a répondu la com-  
« mission. Il n'y a pas de syndicats, à ce qu'il paraît,  
« de gens turbulents, de gens qui font peur : com-  
« ment voulez-vous que nous nous inquiétions de  
« gens qui ne font pas peur ?... » Et on a rejeté un

1. Séance du 28 octobre 1901.

2. Ch. des dép. Séance du 5 février 1902 ; *Journal officiel*.  
Déb. parl., année 1902, p. 446.

amendement proposant de les inscrire dans la loi.

Mais, dès 1904, époque à partir de laquelle on voit des syndicats ouvriers ardoisiers représentés dans les congrès nationaux de la Fédération des mineurs, le Congrès de Douai réclamait l'assimilation des ardoisiers aux mineurs. En 1905, au Congrès de Gardanne, les délégués faisaient entendre les mêmes revendications.

Mais le texte soumis aux délibérations du Parlement était depuis des années en discussion. Il parut sage de solutionner au plus tôt ce qui pouvait l'être, quitte à reprendre à nouveau l'étude de la question. Et la loi du 29 juin 1905 fut votée bien que son texte fut loin de donner complète satisfaction aux revendications des mineurs.

Aussi, comme nous l'avons vu, cinq jours à peine après la promulgation de cette loi, le 3 juillet, M. Basly déposait sur le bureau de la Chambre des Députés une nouvelle proposition de loi aux termes de laquelle la journée de huit heures s'appliquerait aux mines et aux carrières.

L'article premier était très explicite: « La journée des  
« ouvriers occupés dans les travaux souterrains et de  
« ceux travaillant à la surface à la manipulation des  
« charbons, des ouvriers des mines métalliques, des  
« ardoisières, des salines, des carrières à ciel ouvert  
« ou des carrières souterraines, ne pourra, sauf le  
« cas de réparations urgentes pour la sécurité des

« ouvriers, excéder huit heures de l'entrée à la sortie  
« de la mine ou carrière » (1).

En raison de l'approche des élections de 1906, cette proposition ne put être discutée aussitôt. Mais elle fut reprise dans la séance du 12 juin 1906 (2). Mais, comme en 1905, la Commission des mines de la Chambre des Députés continuant à procéder par étapes, chercha à solutionner immédiatement les questions susceptibles d'être tranchées sans délai, préférant ajourner provisoirement les autres.

C'est ainsi qu'elle écarta du bénéfice de la journée de huit heures les ouvriers des carrières souterraines, aucune enquête sérieuse n'ayant encore été faite sur les conséquences de l'adoption de la réglementation proposée ; et les ouvriers des mines autres que les mines de combustibles, mines métalliques et mines de sel, la Commission du Travail ayant préalablement décidé, après enquête, de laisser ces ouvriers en dehors de la réglementation.

Mais elle reconnaissait pourtant qu'il y avait quelque chose à faire à cet égard : « La question, disait le  
« rapporteur, est surtout importante pour les ouvriers  
« des mines de fer de Meurthe-et-Moselle qui sont au  
« nombre de plus de 5.000 ; et, en raison du déve-

1. Ch. des dép. Doc. parl., 8<sup>e</sup> législature, n° 2547 ; annexe au procès-verbal de la Séance du 3 juillet 1905.

2. Ch. des dép. Doc. parl., 9<sup>e</sup> législature, n° 32 ; annexe au procès-verbal de la séance du 12 juin 1905.

« loppement rapide de ce bassin, il serait très intéressé  
« sant de procéder à une nouvelle enquête sur les  
« conditions du travail et la manière dont serait  
« accueilli par les intéressés l'établissement d'une  
« réglementation analogue à celle appliquée aux ou-  
« vriers du fond des mines de combustibles (1). »

Quoi qu'il en soit, la Chambre des Députés vota en 1907 un projet qui ne comprenait que les mines de charbon. Il en fut de même du projet adopté par le Sénat en 1910.

Mais lorsqu'en 1912 ce projet revint devant la Chambre des Députés, celle-ci, dans sa deuxième séance du 30 mars, décida d'étendre le bénéfice de la réglementation projetée aux ouvriers occupés dans les travaux souterrains des ardoisières et des mines métalliques. Un premier amendement avait été proposé, étendant le bénéfice de la loi du 29 juin 1905 à tous ces ouvriers. Mais à cet amendement en fut substitué un autre que la Chambre des Députés vota par 253 voix contre 214 : « Le bénéfice des dispositions  
« de la loi du 29 juin 1905, modifiée par la présente loi,  
« sera étendu aux ouvriers des ardoisières et des mines  
« métalliques travaillant dans les mêmes conditions

1. Rapport fait au nom de la Commission des mines, chargée d'examiner la proposition de loi de M. Basly, tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines, par M. Janet, député. Ch. des dép. Doc. parl., 9<sup>e</sup> législature, n° 850 ; annexe au procès-verbal de la séance du 18 mars 1907.

« que ceux des mines de charbon, c'est-à-dire en galeries ou chambres souterraines (1). »

Cet amendement devint l'article 2 du projet.

M. Léon Bourgeois, ministre du Travail, avait fait des réserves au sujet de l'adoption de cette nouvelle disposition, en spécifiant d'ailleurs que c'était plutôt une disjonction qu'il demandait qu'un rejet; et il ajoutait : « Nous ne disons pas que la situation de ces « ouvriers n'est pas intéressante, nous ne nions pas « qu'il y ait là une situation qui doit nous préoccuper « au point de vue de la salubrité et de l'hygiène. Mais « je ferai observer que quelques-unes de ces exploita- « tions ne sont pas sous le régime des concessions, « qu'elles ne sont pas juridiquement dans la même « situation que les mines de houille. Pour toutes ces « catégories il y a une enquête à faire; il nous faut « examiner les conditions du problème qui n'ont pas « été étudiées. Il nous faut un délai pour apporter en « conscience, et sous notre responsabilité, une solu- « tion (2). »

C'est cette idée qui fut admise par le Sénat dans sa séance du 14 novembre 1913, se rangeant à l'avis de sa Commission et du ministre du Travail, M. Chéron, qui avait demandé la disjonction de l'article 2 du projet adopté par la Chambre des Députés.

1. *Journal officiel*. Ch. des dép. Déb. parl., année 1912, p. 1095.

2. *Ibid.*, p. 1093.

Mais, comme son prédécesseur, ce dernier précisa très nettement qu'il ne s'agissait pas d'un rejet (2). « Ainsi que je l'ai déclaré tout à l'heure à la tribune, « il ne s'agit pas le moins du monde d'un rejet, et je « ne voudrais pas que les ardoisiers et les ouvriers « des mines métalliques crussent qu'à la suite de la « décision qui va être prise par le Sénat, leurs inté- « rêts seront si peu que ce soit sacrifiés. La vérité, « c'est que la question n'est pas autant au point en ce « qui les concerne, que pour les ouvriers des mines « de houille... La disjonction qui, encore une fois, n'a « pas le moins du monde pour conséquence le rejet « laissé le Sénat saisi... Je déclare donc, encore une « fois, que la disjonction n'a nullement pour but de « préjudicier aux intérêts des ardoisiers et des ouvriers « des mines métalliques. »

Et la disjonction fut prononcée. Dans sa première séance du 24 novembre 1913, le projet voté par le Sénat revint en discussion devant la Chambre des Députés. La Commission écarta les ouvriers des ardoisières et des mines métalliques du bénéfice de la journée de huit heures, afin de ne pas retarder le vote de la loi accordant celle-ci aux mineurs des houillères. Le gouvernement d'ailleurs devait déposer immédiatement un projet de loi en faveur des ouvriers des mines métalliques et des ardoisières. M. Chéron,

1. *Journal officiel*. Sénat. Déb. parl., année 1913, p. 1416.

ministre du Travail s'exprima d'une façon aussi nette devant la Chambre des Députés qu'il l'avait fait dix jours auparavant devant le Sénat : « Ainsi, disait il, il faut  
« qu'il n'y ait aucun malentendu à cet égard. Les ou-  
« vriers dont il s'agit ne sont aucunement sacrifiés.  
« Nous sérions les questions ; nous essayons d'aboutir  
« aujourd'hui en ce qui concerne les ouvriers de mines  
« de houille et je fais ici la promesse formelle qu'avant  
« la fin de la présente session, je déposerai le projet  
« de loi relatif aux ouvriers des ardoisières et des  
« mines métalliques (1). »

La Chambre des Députés adopta à l'unanimité la proposition de loi dont les ardoisiers et les mineurs des mines métalliques étaient ainsi exclus. A l'unanimité également elle vota la proposition de résolution suivante : « La Chambre, résolue à associer sans délai  
« les ouvriers des mines métalliques et des ardoisières  
« au bénéfice de la loi des huit heures ; et prenant  
« acte de la déclaration de M. le Ministre du Travail,  
« compte sur lui pour la saisir d'urgence d'un projet  
« à cet effet (2). »

Le ministre du Travail prescrivit aussitôt aux Ingénieurs en chef des arrondissements minéralogiques de lui fournir un rapport sur la durée et les conditions du travail dans les ardoisières et les mines mé-

1. *Journal officiel*. Ch. des dép. Déb. parl., année 1913, p. 3531.

2. *Ibid.*, p. 3543,

talliques de leur arrondissement et sur les conditions dans lesquelles la journée de huit heures pourrait être appliquée à ces exploitations.

Par ailleurs, il demandait au Ministre des Travaux Publics de consulter le Conseil général des mines sur les deux points suivants :

1<sup>o</sup> Quels seraient les résultats, au point de vue de la production, de l'application aux mines métalliques et aux ardoisières du principe de la proposition relative aux mines de combustibles, telle que cette proposition avait été adoptée par la Chambre des Députés le 24 novembre 1913 ;

2<sup>o</sup> Comment devrait être rédigée une loi, inspirée de ce texte, pour maintenir à peu près le rendement ? Quelles mesures d'adaptation et quelles mesures transitoires y aurait-il lieu de prendre en vue d'atteindre ce but.

Les rapports des Ingénieurs en chef des mines furent communiqués à l'Inspecteur général des mines désigné comme rapporteur par le Conseil général des mines, l'Inspecteur général Delafond. Celui-ci se prononça pour la limitation de la journée de travail dans les ardoisières et les mines métalliques ; mais il proposa de fixer à neuf heures la durée de cette journée de travail. Conformément à ces propositions, le gouvernement, par l'intermédiaire du Ministre du Travail, déposa à la Chambre des Députés le 19 mars

1914 le projet de loi dont il s'était engagé à saisir d'urgence le Parlement (1).

Les enquêtes prescrites par les ministres du Travail et des Travaux Publics ne concernaient que les ardoisières et les mines métalliques. Néanmoins tous ceux qui ont étudié ce point de départ ont émis l'avis qu'il n'y avait pas lieu de borner aux mines métalliques la réglementation de la durée du travail journalier ; mais qu'il convenait de l'étendre à toutes les mines autres celles de combustibles. Certains Ingénieurs en chef des mines estimèrent que les recherches de mines devaient être réglementées comme les mines elles-mêmes. D'autres pensèrent que non seulement il n'y avait pas lieu d'étendre la loi aux recherches de mines, mais qu'il conviendrait d'exonérer de la loi les exploitations occupant moins de vingt-cinq ouvriers au fond. Un ingénieur alla même jusqu'à demander l'exclusion de la loi des exploitations occupant moins de cent ouvriers. Cette exclusion était demandée dans le but de prévenir les difficultés d'application de la loi. Sans doute celles-ci ne manqueraient pas ; mais, en particulier pour les ardoisières, il y aurait eu de sérieux inconvénients à avantager les petites exploitations en les exonérant de charges qui incomberaient par contre aux grandes exploitations. Une telle mesure aurait provoqué, par suite du jeu de la

1. Ch. des Dép., Doc. Parl., 10<sup>e</sup> législature, n° 3721. Annexe au procès-verbal de la Séance du 19 mars 1914.

libre concurrence, l'ouverture d'un grand nombre d'entreprises dans des conditions médiocres, tant au point de vue de la sécurité que de la bonne exploitation.

Quoi qu'il en soit, à la suite de ces observations des Ingénieurs en chef des mines reprises par l'Inspecteur général Delafond, les recherches de mines et les mines de toute nature furent comprises dans le projet de loi déposé par le Ministre du Travail. L'article premier de ce projet est en effet libellé de la manière suivante : « Le premier paragraphe de l'article 9 du « Code du travail est modifié de la façon suivante :

« Art. 9. — La journée des ouvriers employés dans  
« les travaux souterrains des mines et des ardoisières,  
« ainsi que des recherches de mines occupant plus de  
« dix ouvriers au fond, ne peut excéder la durée de  
« huit heures pour les mines de combustibles et de  
« neuf heures pour les autres mines, les ardoisières  
« et les recherches de mines de toute nature. »

Dans la proposition de loi de M. Durafour, nous retrouvons les mêmes catégories d'exploitations auxquelles doit s'appliquer la réglementation.

Lors de la première délibération à la Chambre des Députés, il ne fut apporté aucune modification à cette désignation. Mais lorsque le texte adopté par la Chambre des Députés vint en discussion au Sénat, le rapporteur fit observer que les ardoisières n'étaient pas les seules carrières dans lesquelles sont effectués

des travaux souterrains ; et qu'il paraissait équitable d'étendre la même règle à toutes les carrières dans lesquelles sont poursuivis de tels travaux.

Le Sénat adopta le texte que lui proposait sa Commission.

Dès lors, tous les textes viseront les mêmes catégories d'exploitations devant être soumises à la loi : mines de combustibles, autres mines, minières, carrières, recherches de mines ; ceci, jusqu'au texte définitif de la loi du 24 juin 1919, qui en donne l'énumération ci-dessus.

## § II. — *Les catégories d'individus auxquelles s'applique la réglementation*

Ce même texte vise tous les ouvriers et employés occupés dans ces exploitations, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur, les ouvriers du jour, occupés aux travaux de la surface, aussi bien que les ouvriers du fond occupés aux travaux souterrains.

Les deux premières propositions de loi de M. Basly ne visaient que les ouvriers employés aux travaux souterrains. Ces propositions s'appuyaient, nous l'avons vu, sur les délibérations de la Conférence de Berlin, dont le programme préliminaire portait en son premier article ces deux questions :

« Le travail *sous terre* doit-il être défendu aux

« enfants au-dessous d'un certain âge et aux personnes  
« du sexe féminin ?

« La durée du travail dans les mines, offrant des  
« dangers particuliers pour la santé, doit elle être  
« soumise à des restrictions ? »

Il est évident que les travaux souterrains étaient exclusivement visés par ces deux questions.

La proposition de loi de M. Basly du 29 mars 1900 visait au contraire tous les ouvriers employés à la mine, au jour comme au fond. La Commission du travail de la Chambre des Députés, par l'intermédiaire de son rapporteur, M. Odilon Barrot, écarta cette extension de la limitation de la journée de travail aux ouvriers du jour, au nom même des principes en vertu desquels était reconnu à l'Etat le droit d'exercer son action dans une question de réglementation intérieure du travail. C'est en raison des conditions particulières sous le rapport de l'hygiène et de la salubrité dans lesquelles travaille le mineur que l'Etat a le devoir d'assurer la protection qui en limitera les funestes conséquences. Dès lors, comment vouloir à ce titre appliquer une réglementation de ce genre à des ouvriers qui ne travaillent pas dans ces mêmes conditions ?

« L'ouvrier de la surface, employé de bureau, peseur,  
« comptable, conducteur ou chargeur de waggons,  
« palefrenier, ne se trouve pas dans les mêmes con-  
« ditions hygiéniques que l'ouvrier du fond travaillant

« à l'abatage de la houille ou se livrant à des travaux  
« auxiliaires dans les profondeurs du sol. La loi que  
« nous proposons ne doit et ne peut le viser. Nous  
« estimons qu'elle doit être limitée aux ouvriers affectés  
« aux travaux souterrains, cette formule ne pouvant  
« donner lieu à aucune équivoque » (1).

Ainsi s'exprimait le rapporteur de la Commission du Travail de la Chambre des Députés ; et la proposition de loi rapportée par lui ne s'appliquait qu'aux ouvriers employés dans les travaux souterrains.

Lorsqu'elle vint en discussion, M. Basly reprit par un amendement la question de la réglementation pour les ouvriers du jour. M. Guillaïn fit remarquer que les ouvriers employés au jour ne diffèrent absolument en rien, au point de vue de leurs occupations, des ouvriers des mêmes professions employés dans d'autres entreprises de la même région ; et qu'il n'y avait pas de raison de leur appliquer une autre règle légale, quant à la durée du travail, qu'aux ouvriers analogues employés dans les usines voisines ou sur les chantiers voisins. Reprenant l'idée de M. Odilon Barrot, il estimait que l'Etat a atteint la limite de son droit quand il a fait en sorte que le travail demandé à l'ouvrier ne puisse nuire à sa santé ; qu'en dépassant cette limite, il entrerait dans la gérance de l'industrie d'une manière abusive et en tout cas qu'il commettrait un véritable abus de pouvoir s'il appliquait

1. Rapport de M. Odilon Barrot, p. 9.

à une industrie en particulier les règles qu'ils n'appliqueraient pas aux autres industries dans une situation analogue.

La Chambre des Députés suivit sa Commission et l'amendement de M. Basly fut repoussé.

Au Sénat, en 1904, il ne fut pas question d'appliquer la loi aux ouvriers du jour. Le texte proposé par la Commission du Sénat fut adopté successivement par celui-ci et par la Chambre des députés et devint la loi du 29 juin 1905.

Dans la proposition de loi que M. Basly déposait le 12 juin 1906 sur le bureau de la Chambre des Députés, il reprenait en partie l'idée qui avait guidé celle du 29 mars 1900 ; et, dans l'article 1<sup>er</sup>, il visait non plus tous les ouvriers occupés à la surface, mais, parmi ceux-ci, ceux-là seulement travaillant à la manipulation des charbons.

La Commission des mines de la Chambre des Députés, comme la Commission du Travail lors de la discussion de la proposition de loi de M. Basly en 1901, estima qu'il n'y avait pas de raison de faire aux ouvriers du jour des mines une situation différente de celle des ouvriers de l'ensemble de l'industrie française. Il est certain que, comme le disait M. Guillaïn, « il ne suffit pas d'avoir touché le charbon pour avoir un privilège spécial (1) ».

1. Séance de la Chambre des députés du 29 janvier 1902.

La Chambre des Députés vota dans ce sens et le texte soumis aux délibérations de la Chambre des Députés et du Sénat ne subit plus de modifications sous ce rapport jusqu'au vote de la loi du 31 décembre 1913 qui confirma ce texte.

La proposition de loi de M. Durafour déposée le 15 avril 1919 sur le bureau de la Chambre des Députés, disposait explicitement que la limitation de la durée de la journée de travail valait tant pour les ouvriers de l'extérieur que pour ceux occupés à l'intérieur.

« La journée des ouvriers et des employés dans les  
« travaux des mines de combustibles, celle des ouvriers  
« occupés dans les travaux des autres mines et des  
« ardoisières, ainsi que les recherches de mines ne  
« peut excéder la durée de huit heures, tant pour les  
« ouvriers de l'intérieur que pour ceux occupés à  
l'extérieur des exploitations (1) »,

Aucune discussion ne surgit à ce sujet à la Chambre des Députés. Mais celle-ci modifia quelque peu le texte proposé, y substituant un autre dont l'interprétation ne laissait pas de faire place au doute sur son sens véritable.

« La journée des ouvriers employés dans les tra-  
« vaux souterrains des mines ne peut excéder une  
« durée de huit heures, tant pour les ouvriers du

1. Ch. des Dép., Doc. Parl., 11<sup>e</sup> législature, n° 6013. Annexe au procès-verbal de la 2<sup>e</sup> séance du 15 avril 1919.

« fond que pour ceux occupés à l'extérieur de l'exploitation... (1) ».

On ne voit pas très bien comment faire cadrer cette dernière incidente avec le contexte du début de l'article qui vise les travaux souterrains.

La Commission du Sénat prit acte de ce désaccord pour proposer à la Haute Assemblée de supprimer cette incidente. La portée de la loi serait ainsi nettement délimitée : elle viserait les ouvriers du fond (2).

Le texte nouveau était le suivant :

« La journée des ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines ne peut excéder une durée de huit heures... (3). »

A titre de contre projet, M. Flaissières reprit le texte de la proposition de M. Durafour à la Chambre des Députés, visant, comme nous l'avons vu, les ouvriers occupés à l'extérieur des exploitations comme les ouvriers de l'intérieur. La Commission et le Gouvernement repoussèrent ce contre-projet. Il ne fut pas

1. Texte adopté le 11 juin 1919. *Journal officiel*, Ch. des Dép., Déb. parl., année 1919, p. 2614.

2. Le rapporteur faisait observer d'ailleurs que les ouvriers du fond constituent la majorité des ouvriers travaillant à l'exploitation des mines de charbon. En mars 1919 sur 152.849 ouvriers employés dans ces mines, on en comptait 55.131 qui travaillent au jour, soit environ 33 o/o (Séance du Sénat du 17 juin 1919).

3. Sénat, Doc. parl., année 1919, n° 263. Annexe au procès-verbal de la Séance du 17 juin 1919.

adopté par le Sénat. Celui-ci vota le texte de la Commission ne visant que les travaux souterrains.

Mais la Chambre des Députés revint au texte de la proposition de loi de M. Durafour qui fut voté presque sans discussion le 20 juin 1919 ; à son tour le Sénat l'adopta dans sa séance du 24 juin. Mais le rapporteur fit remarquer que la réglementation applicable aux ouvriers de la surface est en réalité la loi générale de huit heures du 23 avril 1919. « Le détail de la réglementation qui est, en effet, précisé par les articles « suivants de la loi montre bien que ces textes visent « et ne peuvent viser que le travail des ouvriers du « fond... Par conséquent, il est bien entendu, en dépit « de la généralité de l'article 9 que la réglementation « qui suit ne s'applique qu'aux ouvriers du fond. »

Du moins, en ce qui concerne ces derniers, le texte de la loi du 24 juin 1919 est d'une généralité absolue. Nous allons voir par quelles étapes a dû passer la législation pour arriver à ce résultat.

Nous avons vu que les premières propositions de loi de M. Basly visaient la journée de l'ouvrier dans les travaux souterrains ; et c'est le même caractère de généralité que présente l'article 1<sup>er</sup> de la proposition de loi adoptée par la Commission du travail de la Chambre des Députés en 1901 et par la Chambre des Députés elle-même dans sa séance du 5 février 1902.

Mais les études de cette Commission, en faisant apparaître la très grande complexité du travail dans

les mines, amenèrent l'introduction dans la loi d'une série d'articles relatifs à des dérogations que n'avait pas prévues la proposition de loi de M. Basly. Or si certaines de ces dérogations visaient les ouvriers de toutes catégories, d'autres ne pouvaient être accordées qu'aux ouvriers autres que ceux abattant le charbon.

Il faut bien voir, en effet, qu'à côté des ouvriers chargés de l'abatage ou piqueurs, qui sont les ouvriers mineurs proprement dits, il y a dans une mine, parmi les ouvriers du fond, de nombreuses catégories d'ouvriers qui sont en quelque sorte les « serviteurs du piqueur » : les boiseurs, chargés du soutènement des galeries ; les remblayeurs, chargés de la pose du remblai ; les chargeurs, qui mettent dans les wagonnets le charbon abattu ; les rouleurs ou herscheurs et les conducteurs de chevaux, chargés du roulage du charbon ; les accrocheurs, chargés du service des plans inclinés et des recettes de puits ; les mineurs au rocher, spécialisés dans le percement des travers-bancs ; les boute-feu, chargés de tirer les coups de mines ; les poseurs de voies, palefreniers, lampistes, sans oublier les galibots, chargés de toutes les courses dans la mine.

Or, M. Baudin, ministre des Travaux publics déclarait le 19 mars 1902 devant la Commission du Sénat que c'était pour le piqueur qu'on faisait une réglementation. Dès lors, par des dérogations accordées

dans une très large mesure, il était possible de soustraire à l'application des mesures limitant la durée de la journée de travail tous les ouvriers autres que les piqueurs.

Lors de la discussion de la proposition de loi devant la Chambre des Députés, M. Guillaïn avait fait observer qu'il est dans la nature même du travail minier que tous les ouvriers ne puissent pas avoir la même durée de travail. Et en effet, les piqueurs avaient alors huit heures ou huit heures et demie de travail, la durée de travail étant un peu plus longue pour les autres ouvriers. La Commission du Sénat estima que le rôle du législateur devait se borner à généraliser certaines mœurs déjà existantes ; et dès lors, pour préciser le texte de l'article 1<sup>er</sup> de la proposition de loi et restreindre les cas de dérogation, elle décida à l'unanimité de limiter la réduction de la journée de travail aux seuls ouvriers employés à l'abatage. Le rapporteur entendait bien d'ailleurs que si les ouvriers autres que les piqueurs n'étaient pas explicitement protégés par la loi, ils le seraient en fait, le travail de tous les ouvriers étant subordonné à celui des piqueurs. Il exprimait cette même idée en disant que la modification apportée à la Chambre des Députés ne changerait rien au fond même de la loi, ni à la pratique qui en serait nécessairement faite mais qu'elle l'exprimait de façon plus vive et plus précise (1).

1. Rapport de M. Boudenoot, année 1904.

Le texte voté par le Sénat ratifia la modification proposée par sa Commission. Ce ne fut pas d'ailleurs sans que le Gouvernement intervienne pour protester, d'une part contre la création de deux catégories d'ouvriers, dont l'une, privilégiée, pouvait être de nature à faire naître un certain antagonisme dans les milieux ouvriers ; d'autre part, contre l'anomalie qu'il y avait à réduire la durée du travail en faveur des seuls adultes dans la force de l'âge et à ne rien faire pour les jeunes gens et les mineurs âgés, les ouvriers non employés à l'abatage étant principalement recrutés dans ces deux catégories de travailleurs.

La Commission des mines de la Chambre des Députés proposa à celle-ci d'adopter le texte voté par le Sénat. Le rapporteur, M. Janet, commença par préciser le sens qu'il fallait donner aux mots « employés à l'abatage ». On pouvait, en effet, appliquer cette désignation aux seuls ouvriers employés à l'abatage du charbon ou y comprendre ceux travaillant à l'abatage du rocher. Le rapporteur de la Commission du Sénat avait d'abord entendu ne viser que les ouvriers travaillant à l'abatage du charbon : « Cela revient bien « à dire, expose-t-il dans son rapport, que la journée « de huit heures ne s'appliquera qu'aux ouvriers « abattant le charbon, c'est-à-dire aux piqueurs et « qu'on laissera indéterminé tout ce qui concerne les « autres catégories d'ouvriers. » Mais, à la séance

du Sénat du 8 novembre 1904, il donne un sens très différent à ces mots :

« Personnellement j'ai fait relever dans une mine  
« du Pas-de-Calais le nombre des ouvriers du fond  
« en les divisant en deux grandes catégories : d'une  
« part, les ouvriers employés à l'abatage du charbon  
« ou piqueurs proprement dits et ceux employés à  
« l'abatage du rocher, qui sont aussi visés par notre  
« texte, lequel ne distingue pas entre les deux caté-  
« gories, et, d'autre part, les ouvriers non employés  
« à l'abatage » (1).

Par ailleurs, dans une lettre adressée au président de la Commission des mines de la Chambre des Députés, M. Boudenoot précisait que c'était cette dernière interprétation qu'il considérait comme la bonne,

M. Janet, dans son rapport, ajoutait qu'étant donné l'importance de la question, la Commission des mines de la Chambre des Députés avait tenu, avant de statuer, à prendre l'avis du ministre des Travaux Publics et que celui-ci s'était prononcé nettement en faveur de l'application de la loi aux mineurs au rocher, aussi bien qu'aux mineurs à la veine, ces ouvriers ayant un travail analogue au point de vue de l'effort à produire. Le ministre avait fait observer d'ailleurs que si le Sénat avait voulu établir une différence formelle entre ces deux catégories d'ouvriers, il aurait

1. Séance du Sénat du 8 novembre 1904.

dit expressément que la réglementation s'appliquerait aux ouvriers employés à l'abatage du charbon.

La Commission des mines de la Chambre des Députés adopta à l'unanimité cette interprétation. Lorsque la proposition de loi vint en discussion à la Chambre des Députés, cette interprétation fut à nouveau précisée et le ministre des Travaux Publics lui-même confirma qu'il était bien entendu que les piqueurs au rocher, comme les piqueurs à la veine, bénéficieraient des avantages de l'article 1<sup>er</sup> de la loi.

Notons immédiatement, en ce qui concerne cette question du sens à donner aux mots « ouvriers employés à l'abatage », que la circulaire ministérielle du 20 octobre 1905 qui donne les instructions générales pour l'application de la loi du 29 juin 1905, est très nette sur le point que ces mots concernent, non seulement les piqueurs, mais encore les mineurs au rocher, et même les aide-mineurs. Cette circulaire s'exprime, en effet, en ces termes : « Les ouvriers  
« employés à l'abatage doivent s'entendre tant des  
« mineurs et piqueurs au charbon que des mineurs  
« au rocher ; et on doit comprendre dans cette double  
« catégorie tant les ouvriers titulaires que leurs aides  
« qui concourent effectivement au même travail  
« d'abatage, sauf à recevoir un salaire moindre à rai-  
« son des conditions de leur participation. Tout  
« ouvrier occupé à provoquer la chute soit de la  
« houille, soit du rocher, dans une taille ou dans un

« chantier à ce destinés, par un travail au pic ou  
« par les explosifs, bénéficie de la loi, alors même  
« que, à raison de l'organisation spéciale du travail  
« de la mine, il aurait à s'occuper accessoirement d'un  
« autre travail dans cette taille ou ce chantier tel que  
« boisage, remblayage, roulage, etc. Ce qui caracté-  
« rise l'abatage visé par la loi, c'est que les ouvriers  
« qui y sont occupés font de l'avancement et sont les  
« seuls à en faire dans une mine.

« Ne rentrent pas au contraire dans les ouvriers  
« employés à l'abatage ceux qui, même à la taille ou  
« au chantier d'abatage, ne sont jamais occupés à  
« l'abatage proprement dit, mais exclusivement à des  
« travaux accessoires tels que chargement, boisage,  
« remblayage, roulage, etc. La raison de cette dis-  
« tinction tient non seulement à la différence du tra-  
« vail, mais aussi à ce que ces ouvriers peuvent dans  
« le même poste, être occupés à un de ces travaux  
« accessoires à plusieurs tailles ou chantiers.

« Les boiseurs, raccommodeurs ou raucheurs ne  
« sont pas davantage des ouvriers employés à l'aba-  
« tage, encore qu'accessoirement ils aient à abattre  
« des roches au pic ou par les explosifs, pour procé-  
« der à un relevage par exemple ; ils ne font pas de  
« l'avancement et ils peuvent, au cours d'un même  
« poste, travailler dans plusieurs points.

« Ces explications et ces exemples permettront de  
« discerner avec sûreté, dans toutes les circons-

« tances, la catégorie exacte des ouvriers et des tra-  
« vaux auxquels s'applique la loi ».

M. Janet, dans son rapport au nom de la Commission des mines de la Chambre des Députés (1) avait indiqué de même que les ouvriers protégés comprendraient les mineurs et aide-mineurs à la veine et au rocher, qui sont chargés de l'abatage du charbon et du traçage des voies, et les raucheurs dont la fonction consiste à agrandir les voies dont la section a été trop réduite par le tassement des terrains, soit en tout 55 à 60 o/o du nombre total des ouvriers occupés dans les mines.

Nous avons vu que cette distinction entre ouvriers protégés et non protégés avait fait naître certaines inquiétudes pour l'organisation syndicale qui, de ce fait, risquait de s'affaiblir. Par ailleurs, on avait fait remarquer cette anomalie qu'un enfant qui entre dans la mine comme galibot ou comme rouleur est protégé jusqu'à dix-huit ans par la loi du 2 novembre 1892 (2) et le règlement d'administration publique du 3 mai 1893, puis cesse d'être protégé de dix-huit à vingt et un ans s'il reste rouleur, est protégé à nouveau comme ouvrier mineur de vingt et un ans à quarante-cinq ou cinquante ans, et cesse encore d'être protégé à un moment où il en aurait le plus besoin

1. Ch. des dép. Doc. parl., 8<sup>e</sup> législature, n° 2432. Annexe au procès-verbal de la 2<sup>e</sup> séance du 2 avril 1905.

2. Loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

lorsque, forcé d'abandonner les travaux d'abatage, il redevient raccommodeur.

M. Janet répondait à ces observations qu'avec le texte de la Chambre des Députés, les dérogations auraient été si nombreuses pour les ouvriers non employés à l'abatage que, dans la pratique, les inégalités auraient été à peu près les mêmes qu'avec le texte du Sénat.

D'ailleurs, comme l'avait fait le rapporteur à la Haute Assemblée, celui de la Commission des Mines de la Chambre des Députés fit observer que le travail effectif des herscheurs, freinteurs, déballeurs, conducteurs, etc., c'est-à-dire des ouvriers du roulage, dépendait du travail des piqueurs et que la durée de leur travail serait diminuée par la force des choses, dans la même proportion que pour les piqueurs.

En proposant à la Chambre des Députés un texte ne visant que les ouvriers employés à l'abatage, sa Commission n'entendait nullement le considérer comme une solution définitive de la réglementation du travail dans les mines. Elle pensait, concluait le rapporteur, qu'« à chaque jour suffit sa tâche et que « les améliorations sociales ne peuvent se faire que « par étapes successives » (21).

Cette disposition fut adoptée par la Chambre des Députés. Elle constitue l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 29 juin 1905.

Nous avons vu que, dès le 3 juillet 1905, M. Basly déposait une nouvelle proposition, qu'il dut reprendre le 12 juin 1906, modifiant cette loi. Il voulait faire bénéficier de la journée de huit heures les ouvriers du fond des mines non employés à l'abatage.

En 1906, la Commission des mines de la Chambre des Députés jugea inutile d'entreprendre de nouvelles enquêtes et, reprenant celles qui avaient été faites en 1901, lors de l'étude de la première proposition de loi Basly, conclut, comme alors, à l'application à tous les ouvriers du fond de la réglementation admise en 1905 pour les seuls ouvriers employés à l'abatage. Elle estimait que cette mesure n'aurait d'autre conséquence que d'obliger les compagnies houillères à embaucher un certain nombre d'ouvriers supplémentaires pour les catégories qui, jusque-là, n'étaient pas protégées. La Chambre des Députés vota, dans sa séance du 5 juillet 1907, le texte de l'article 1<sup>er</sup> que lui proposait sa Commission. Ce texte ne revint devant le Sénat que le 18 février 1910 date à laquelle M. Boudenoot déposa son rapport fait au nom de la Commission. Au sein de celle-ci, les discussions sur le premier article portèrent surtout sur la répercussion qu'aurait sur la durée du travail des piqueurs la réduction de la durée du travail des autres ouvriers.

« Le travail de l'abatteur ou piqueur. — avaient  
« fait observer les représentants des exploitants — n'est  
« possible, au commencement du poste que si, en

« arrivant, il trouve son chantier débarrassé du char-  
« bon abattu à la fin du poste de la veille ; la reprise  
« du roulage dans les galeries n'est possible que si  
« l'entretien en a été complètement assuré ; et cet  
« entretien ne peut-être effectué si, à la fin du poste,  
« les trains de berlines et les chariots isolés ont été  
« abandonnés un peu partout dès qu'arrive l'heure  
« de la remonte des abatteurs, au lieu d'être conduits  
« à l'orifice du puits et remontés au jour ; dans des  
« galeries qui sont restées encombrées de berlines  
« pleines et vides l'entretien se fait mal, la sécurité  
« est compromise » (1).

Reprenant cette objection, le ministre du Travail déclarait que toute la question était de savoir si l'on pouvait réduire la durée du travail des ouvriers autres que les piqueurs sans diminuer celle de ces derniers, « car il importe que la journée de travail des piqueurs ne soit pas diminuée ».

Pour atteindre ce but, le ministre du Travail proposait de recourir à l'établissement d'une consigne qui permettrait, par exemple, aux herscheurs de ne remonter qu'une demi-heure ou une heure après les piqueurs, à la condition que leur descente soit reculée d'un laps de temps égal. Mais la Commission du Sénat ne suivit pas le ministre dans cette voie. Elle estimait qu'on se heurterait là à une impossibilité réelle : étant donné que, pour effectuer le travail qui, du fait

1. Rapport de M. Boudenoot. Année 1910.

de l'abatage produit par le piqueur, incombe aux autres ouvriers du fond, ceux-ci doivent nécessairement, tout en travaillant effectivement moins de temps que le piqueur, avoir une durée de présence au fond plus longue que lui.

Plusieurs raisons s'opposent à ce que rouleurs, herscheurs et aides ne descendent qu'après les piqueurs.

*Habitudes familiales* : le galibot fait route avec son père qui souvent est piqueur ; s'il descend plus tard, c'est autant de temps qu'il perd sans utilité sur le carreau de la mine.

*Nécessités d'exploitation* : pour éviter les retards d'évacuation, le roulage doit souvent commencer en même temps que l'abatage afin de débarrasser les galeries et les tailles des chariots remplis la nuit si l'on a fait de l'avancement ou des réparations pendant celle-ci. Par ailleurs, aussitôt arrivés, les piqueurs réclament le secours de leurs aides pour une foule de petits travaux dont l'exécution incombe à ceux-ci et faute desquels l'abatage serait retardé.

*Obligations de sécurité* : il n'est pas possible de permettre en même temps la circulation du personnel et la marche des transports ; par la suspension de ceux-ci l'exploitation subirait un retard qui diminuerait le rendement.

En présence de ces considérations, écartant la solution consistant à considérer comme inutile de légiférer pour les ouvriers non employés à l'abatage, la

durée de leur travail devant être réduite du fait de la réduction de celui des piqueurs, la Commission admit pour eux une durée plus longue.

Imitant en cela l'exemple des lois anglaise et belge, tout en appliquant à ces ouvriers le principe de la loi, elle les répartit en diverses catégories pour lesquelles la journée serait, soit *fixée* à une durée supérieure à celle des piqueurs, soit déterminée par une consigne.

Ces dispositions sont exprimées dans le texte de l'article 1<sup>er</sup> de la façon suivante : « La journée des  
« ouvriers employés dans les travaux souterrains des  
« mines de combustibles ne pourra excéder une  
« durée de huit heures... Toutefois, la durée de la  
« journée pourra être portée à neuf heures au maxi-  
« mum pour les rouleurs, herscheurs, chargeurs,  
« c'est-à-dire tout le personnel employé spécialement  
« au chargement et au roulage. La durée de la pré-  
« sence au fond de la mine des conducteurs de che-  
« vaux et leurs aides, surveillants, géomètres, boute-  
« feu, machinistes et leurs aides, chauffeurs, chargeurs  
« d'accrochage, palefreniers, ouvriers spécialistes non  
« occupés au travail ordinaire de la mine, sera fixée  
« par une consigne visée et acceptée par l'ingénieur  
« en chef de l'arrondissement minéralogique et portée  
« par voie d'affiches à la connaissance des inté-  
« ressés... (1) »

Ce texte fut adopté par le Sénat, le 22 novembre

1. *Ibid.*

1910. Il y a lieu de noter que ce texte met sur le même pied que les piqueurs — en dehors des rocheurs, c'est-à-dire des ouvriers employés à l'abatage de la roche, pour lesquels, cette fois, aucun doute n'est plus possible — les ouvriers de l'entretien et du boisage.

Environ 70 0/0 des ouvriers étaient ainsi soumis au régime des huit heures. Quant à la catégorie comprenant le personnel employé au chargement et au roulage, il est nécessaire de remarquer que le texte, en admettant pour ces ouvriers une durée maximum de neuf heures de présence au fond, admet en réalité une durée de travail effectif moins longue que celle du piqueur, parce que leur travail est discontinu et interrompu par des repos fréquents, tandis que celui du piqueur est continu ; 22 à 23 0/0 environ des ouvriers des mines étaient ainsi soumis au régime des neuf heures.

Restaient environ 7 à 8 0/0 d'ouvriers soumis à la consigne.

La Chambre des Députés, dans sa séance du 28 mars 1912, délibéra sur ce texte. Sa Commission s'éleva contre le refus du Sénat d'étendre le bénéfice des huit heures de présence au fond aux autres ouvriers que les piqueurs et les boiseurs. A titre de transaction elle admit le régime de la consigne pour les surveillants, géomètres et boutefeux ; mais elle ne crut pas pouvoir faire d'autres concessions en ce qui

concerne les catégories d'ouvriers appelés à bénéficier de la loi. Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, M. Léon Bourgeois, partagea l'opinion de la Commission quant au principe de l'assimilation des ouvriers rouleurs et herscheurs aux piqueurs et abat-teurs : « Je dis que ces deux catégories d'hommes  
« sont assimilables, et que si la loi doit étendre sa  
« protection sur les ouvriers du fond sans distinction  
« entre eux, elle devrait, si elle faisait une distinction  
« — c'est un paradoxe — songer à protéger plus par-  
« ticulièrement cette catégorie qui est composée soit  
« de vieillards, soit de tout jeunes gens. » (1)

La Chambre des Députés adopta le texte modifié que lui proposait sa Commission.

L'assimilation aux piqueurs des rouleurs, herscheurs et chargeurs ne parut pas possible à la Commission du Sénat si l'on voulait dans l'intérêt de l'industrie et du commerce, comme aussi dans l'intérêt des ouvriers mineurs eux-mêmes, ne pas réduire la journée de travail du piqueur au-dessous de huit heures. Aussi proposa-t-elle, à titre de transaction, l'adoption du texte suivant :

« Toutefois la durée de la journée pourra être portée  
« à neuf heures au maximum pour les rouleurs,  
« herscheurs et chargeurs, c'est-à-dire tout le person-  
« nel employé spécialement au chargement et au rou-

1. *Journal officiel*, Ch. des dép. Déb. parl. Année 1912, p. 1028.

« lage. Au bout de trois ans, ce maximum sera réduit  
« à huit heures et demie. »

Mais le ministre du Travail insista auprès de la Commission pour qu'elle acceptât l'assimilation. Après nouvel examen de la question elle s'y résolut ; mais sous la réserve que par « assimilation » on devait entendre une même durée de la journée de travail, mais non comprise entre les mêmes heures de début et de fin.

Cette réserve fut l'objet, de la part du ministre du Travail, de l'observation suivante : « Je saisis l'occasion  
« de déclarer à nouveau qu'il sera possible aux rouleurs  
« hers heurs et chargeurs de rester au fond de la mine  
« une demi-heure à une heure après le personnel de  
« l'abatage, étant donné qu'alors ils y descendraient  
« aussi une demi-heure ou une heure après. Et cela,  
« parce que le principe posé par le texte du para-  
« graphe 2 est net : le calcul de la durée de travail  
« peut se faire séparément, au sein de chaque poste,  
« pour chaque catégorie d'ouvriers. Je suis donc d'ac-  
« cord sur ce point avec la Commission du Sénat. »

Celle-ci prit acte de ce fait que la Chambre des Députés avait voté en mars 1912 (1) un texte différent de celui qu'avait adopté sa Commission des mines quant au personnel dont la durée de présence au fond devait être fixée par une consigne pour reprendre l'énumération de ce dernier, laquelle avait été empruntée au texte voté par le Sénat en 1910. Elle

1. Texte adopté le 30 mars 1912.

proposa dès lors, d'accord avec le gouvernement, la rédaction suivante : « Par dérogation aux prescriptions de l'article précédent, est fixée dans une consigne, suivant les besoins du service, la durée de présence au fond de la mine des machinistes et de leurs aides, des chargeurs d'accrochage, des conducteurs de chevaux et de leurs aides, des palefreniers, des ouvriers boutefeux, des ouvriers chargés de l'entretien des puits et appareils servant à la circulation de l'air, des eaux et du personnel, ainsi que celle des ouvriers spécialistes non occupés au travail ordinaire de la mine » (1).

C'est ce texte qui fut voté par le Sénat, puis par la Chambre des Députés et qui constitue l'article 9 a du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale adopté par la loi du 31 décembre 1913.

Le principe de l'application générale de la journée de huit heures à tous les ouvriers du fond fut admis sans discussion aussi bien au Sénat qu'à la Chambre des Députés lors du vote de la loi du 24 juin 1919, dont le texte de l'article 1<sup>er</sup> est expressément en ce sens.

Il y a lieu cependant d'observer, avec M. Maurice Colin, rapporteur au Sénat, que la réglementation portant réduction de la journée de travail ne s'applique pas au personnel de contrôle et de surveillance. Nous n'en avons pas encore parlé parce que tout ce que

1. Rapport de M. Boudenoot. Année 1913.

nous avons dit jusqu'ici doit s'entendre des ouvriers et que ce personnel de contrôle et de surveillance ne rentre pas dans la catégorie des ouvriers, mais dans celle du personnel dirigeant (1). Il s'agit des maîtres mineurs (chefs porions, gouverneurs) chargés de la surveillance générale des travaux d'un siège d'exploitation et des surveillants ou contremaîtres (porions, sous-gouverneurs, maîtres-ouvriers, chefs de poste) chargés de la surveillance d'équipes ou de chantiers déterminés. Sans doute la loi du 24 juin 1919 vise les employés des mines ; mais, sous ce terme, on désigne seulement les travailleurs des bureaux et ce personnel de surveillance et de contrôle reste en dehors des dispositions de la loi.

M. Colin concluait à ce sujet (2) : « Sur ce point, à la Commission, M. le Ministre n'a fait que confirmer ce dont nous étions nous-mêmes déjà convaincus : à savoir que ces différentes personnes n'étaient pas visées par le texte de la loi. »

Est-il besoin de noter que ce que nous disons des maîtres-mineurs ou contremaîtres s'applique *a fortiori* aux sous-ingénieurs et aux ingénieurs ?

Cette exclusion de la réglementation du personnel de surveillance était déjà apparue comme indispensable au législateur de 1913. Les textes votés par le

1. La loi du 8 juillet 1890 sur les délégués mineurs et la circulaire ministérielle du 9 septembre 1893 relative aux opérations électorales sont très explicites dans ce sens.

2. Séance du Sénat du 24 juin 1919.

Sénat en 1910 et par la Chambre des Députés en 1912 soumettaient au régime de la consigne les surveillants, géomètres et boutefeux. Mais, au cours de l'enquête menée par la Commission du Sénat chargée d'examiner cette dernière proposition de la Chambre des Députés (1), apparut nettement la distinction qui devait être établie entre les ouvriers et le personnel de surveillance.

Il est évident que les surveillants de toute catégorie, depuis l'Ingénieur en chef jusqu'au chef de poste, doivent pouvoir exercer la surveillance qui leur incombe en toute liberté, d'après la seule considération de la sécurité du personnel et des travaux. Ils doivent souvent précéder les ouvriers dans la mine et ne la quitter que quand elle a été évacuée par tout le personnel ou quand ils ont pu « passer le service » à leurs remplaçants.

En ce qui concerne les géomètres, ils sont moins encore que les surveillants des ouvriers. Chargés du lever des plans, ils descendent dans la mine suivant les nécessités du travail, indépendamment de l'horaire ouvrier ; le plus souvent, ils ne peuvent opérer que quand les ouvriers ont cessé le travail ou, tout au moins, aux heures où le travail et la circulation sont les moins intenses.

Enfin, les boutefeux, chargés de l'exécution des règlements sur les explosifs, ne doivent pas être inci-

1. Rapport de M. Boudenot, année 1913.

tés, par l'obligation de sortir à heure fixe, à brusquer les opérations et, par suite, à négliger les conditions de sécurité. Par ailleurs, utilisés la plupart du temps comme surveillants auxiliaires, ils sont assimilés aux surveillants du roulage. C'est parmi ceux-ci et les boute-feux que l'on recrute les porions et ce sont eux qui les remplacent en cas d'absence.

A propos de ces diverses catégories, le rapporteur au Sénat en 1913, M. Boudenot, s'exprime en ces termes :

« Les surveillants, géomètres et boute-feux ont été  
« à tort compris dans l'énumération du personnel à  
« la consigne qu'il y a lieu d'inscrire dans la loi,  
« parce que cette dernière ne vise que les ouvriers ; et,  
« puisque les surveillants, les géomètres et les boute-  
« feux ne sont pas des ouvriers, par suite ils ne doivent  
« pas être soumis à la réglementation. » La Commis-  
sion, dans le texte proposé par elle, supprima de  
l'énumération du personnel pour lequel des déroga-  
tions étaient prévues les surveillants et les géomètres ;  
elle substitua au terme « boute-feux » l'expression  
« ouvriers boute-feux » pour bien marquer la distinc-  
tion entre les ouvriers chargés du tirage des coups de  
mines et les surveillants boute-feux dont nous avons  
parlé plus haut.

C'est le texte de l'article 1<sup>er</sup> de la proposition adop-  
tée par la Commission du Sénat qui était devenu le

texte définitif de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 31 décembre 1913 (1).

1. *Journal officiel*. Partie officielle. Loi relative à la durée du travail dans les mines, p. 6522.

---

## CHAPITRE II

### L'article 10 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale Les huit heures pour les ouvriers du fond

---

Le nouvel article 10 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, par lequel la loi du 24 juin 1919 remplace les deux derniers paragraphes de l'ancien article 9 de ce même Code règle la manière dont sera calculée la durée de la journée de travail des ouvriers du fond : « En ce qui concerne les ouvriers du fond, « cette durée est calculée pour chaque poste et pour « chaque catégorie d'ouvriers, depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des premiers « ouvriers descendant, jusqu'à l'heure réglementaire « de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontant.

« Pour les mines où l'entrée a lieu par galeries, « elle est calculée depuis l'arrivée à l'entrée de la « galerie d'accès jusqu'au retour au même point. »

Ce texte est limitatif et ne vise que les ouvriers du

fond. Quant aux employés et ouvriers de la surface, la durée de leur journée de travail ne peut excéder huit heures, conformément à l'article 9 nouveau du Code du Travail et de la Prévoyance sociale ; mais la manière dont sera calculée cette durée est réglée par la loi du 23 avril 1919. En particulier, un règlement d'administration publique devra intervenir pour déterminer les conditions d'application de la journée de huit heures à ces catégories du personnel des mines.

Voyons les conditions d'application en ce qui concerne les ouvriers du fond.

§ 1<sup>er</sup>. — *Les mines où l'entrée se fait par puits*

La manière de compter la durée de la journée de travail de ces ouvriers a toujours été la grosse difficulté du problème. Les solutions proposées pour résoudre celui-ci sont nombreuses ; et, suivant les moments, ont varié celles adoptées dans les textes de loi qui ont traité ce point particulier de la question.

En 1893, la proposition de loi de M. Basly comptait le temps « de la descente dans les puits à la remontée ».

C'est là le système *du jour au jour*. Est considéré comme temps de travail « tout le temps qui s'écoule « entre l'entrée des ouvriers dans les puits, leur disparition de la surface, le moment où ils quittent le

« *jour*, et leur sortie des puits, leur réapparition à la  
« surface, le moment où ils reviennent *au jour* (1). »

Les exploitants se sont élevés contre cette manière de compter la durée de la journée de travail. Ils ont fait observer en particulier qu'elle est contraire à la formule adoptée par tous les autres corps de métier que celui des mineurs, dans lesquels le temps de travail ne compte que de l'arrivée au chantier ou à l'atelier. « Si les ouvriers mineurs, faisait remarquer le  
« Comité central des houillères de France (2), vivant  
« dans des corons à proximité de l'orifice du puits, ont  
« à parcourir sous terre le chemin que doivent faire  
« sur terre les ouvriers métallurgistes ou autres pour  
« aller de leur domicile, souvent éloigné, jusqu'à la  
« porte de leur atelier, pourquoi déduire ce temps  
« pour ces derniers et le compter pour les mineurs ?  
« Il est pourtant certain que la circulation dans les  
« galeries de mines, à l'abri de la pluie et du froid,  
« est souvent moins pénible que la circulation au jour,  
« sous la pluie ou les rayons brûlants du soleil. »

Peut-être ; mais c'est à partir du moment où le mineur a mis le pied dans la cage qu'il commence à subir les conditions mauvaises d'hygiène et de salu-

1. Abbé Lemire, *Réglementation de la durée du travail dans les mines* (1904).

2. Mémoires et observations présentés par les propriétaires de houillères à la Commission du travail de la Chambre des députés le 6 juin 1901 au sujet de la proposition de loi tendant à réduire à huit heures la durée de présence des ouvriers dans les mines.

brité, qu'il commence à risquer sa vie. On ne saurait passer sous silence tous les accidents survenus au moment de la descente ou de la remonte par suite de rupture du cable de suspension de la cage. Aussi les mineurs, estimant qu'à compter de l'heure où ils s'engagent dans le puits jusqu'au moment où ils regagnent le jour, ils accomplissent leur travail, ont-ils toujours réclamé qu'on leur tienne compte dans la journée de travail de l'ensemble d'efforts qu'ils accomplissent et des dangers qu'ils peuvent traverser. Remarquons d'ailleurs à ce sujet que la loi sur les accidents du travail est applicable à tout ouvrier dès qu'il a pénétré dans l'usine et avant même qu'il se soit mis au travail.

« L'orifice d'un puits, observait le rapporteur à la  
« Chambre des Députés en 1901, ne doit-il pas être  
« assimilé à la porte d'un établissement industriel et  
« n'en présente-t-il pas tous les caractères (1)? »

Il y a pourtant une très grande différence. Dans les usines, le travail commence quand la cloche sonne : les ouvriers entrent et l'on ferme la porte ; quand la cloche sonne à nouveau, le travail cesse : l'on rouvre la porte et les ouvriers sortent. Il n'en est pas de même dans la mine : car on ne peut pas y descendre d'un seul coup tous les ouvriers ; on ne peut pas davantage les remonter tous ensemble. D'autre part, en raison des distances différentes qui séparent les chantiers de l'orifice du puits, le premier

1. Rapport de M. Odilon-Barrot.

ouvrier descendu peut n'être pas le premier qui se présente au fond du puits pour effectuer sa remonte et sortir. Il en résulterait des inégalités et des injustices, certains ouvriers restant dans la mine plus longtemps que d'autres, à moins que l'on établisse une réglementation pour chaque homme, ce qui ne laisse pas de présenter de sérieuses difficultés.

En présence de celles-ci, la Commission de la Chambre des Députés chargée d'examiner la proposition de loi de M. Basly ne crut pas devoir s'arrêter au système du jour au jour qu'elle contenait.

Un autre système, aussi radical que le précédent, consiste à compter la journée de l'ouvrier *du pic au pic*, c'est-à-dire depuis le moment où il prend son pic à la main jusqu'à celui où il le quitte, ou, par extension, les ouvriers n'employant pas tous le pic, depuis le moment où il entre au chantier après être descendu dans le puits, avoir cheminé dans les galeries et s'être mis au travail, jusqu'au moment où il le quitte.

Ce système présente l'avantage de donner la mesure du travail effectif. Néanmoins la Commission de la Chambre des Députés l'écarta également, parce qu'il nécessite, comme le précédent, une réglementation individuelle et surtout parce que son adoption aurait été à l'inverse du but poursuivi par la loi : compter huit heures du pic au pic et ajouter à celles-ci le temps nécessaire pour arriver au chantier et en repartir aurait conduit à une journée de travail plus

longue que celle que faisaient alors les mineurs. Aussi la Commission de la Chambre des Députés proposa-t-elle un système se rapprochant de ce que les mineurs appellent le *trait*. La durée du travail se compte depuis le commencement de l'extraction jusqu'à la fin, depuis le commencement du *trait* du charbon jusqu'à la fin.

Il semble, au premier abord, que ce système du *trait* se confonde avec celui du pic au pic ; mais, en fait, il y a une différence : le système du *trait* n'est pas une réalité, mais une convention. Voilà quel est au fond ce système : « Les ouvriers se présentent en « masse, 200, 300, 400, 1.000 à l'accrochage. Ils arri-  
« vent sur le carreau. Ils s'installent dans la benne.  
« Ils pénètrent dans ces cages qui les entraînent par  
« groupes de 10, 15 ou 20 ouvriers, suivant les dimen-  
« sions des bennes et suivant l'importance des exploi-  
« tations. Les bennes arrivent au jour. Lorsque tous  
« les ouvriers mineurs sont descendus, lorsque la  
« dernière équipe s'est installée dans la benne et que  
« celle-ci s'est engouffrée, alors commence le *trait*. Le  
« *trait* se termine lorsque la première équipe se pré-  
« sente au fond pour remonter à la surface (1). » Le *trait*, suivant l'expression technique, est strictement le temps pendant lequel l'ensemble des ouvriers se trouve au fond, compté depuis l'arrivée au fond du

1. Première séance de la Chambre des députés du 30 mars 1912.

puits des derniers ouvriers descendant jusqu'au départ du fond du puits des premiers ouvriers remontant.

Mais, avec un tel système, le contrôle ne serait pas aisé ; il serait nécessaire que les inspecteurs descendissent au fond pour vérifier les heures du commencement et de la fin du travail. Aussi a-t-on ajouté à la durée du trait le temps nécessaire pour descendre de l'orifice au fond du puits et le temps nécessaire pour remonter du fond à l'orifice. On compte alors la journée du moment où la dernière benne chargée d'ouvriers s'engouffre dans le puits au moment où la première benne remonte avec une même charge. On est ainsi arrivé à la formule adoptée par la Commission du Travail de la Chambre des Députés en 1901 : le trait est compté « depuis l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendant jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontant (1) ».

Il semble bien que nous ayons affaire à un système du jour au jour. Mais, en réalité, la formule de ce dernier système est celle-ci : « depuis l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendant jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontant ». Le système du trait exclut du temps de travail tout le temps nécessaire pour les descentes successives.

Comme le présentait M. Odilon Barrot, ce système

1. Rapport de M. Odilon Barrot.

du trait est bien intermédiaire entre le système du pic au pic et le système du jour au jour.

Ce système préconisé par la Commission de la Chambre des Députés en 1901, adopté par la Chambre des Députés dans le texte voté par elle le 5 février 1902, fut conservé par le Sénat le 8 novembre 1904 et définitivement consacré par le texte de la loi du 29 juin 1905. Il demeure dans la loi du 31 décembre 1913.

Mais dans le texte de celle-ci apparaît le principe de calculer la durée de la journée de travail pour chaque poste et pour chaque catégorie, que nous retrouvons dans le texte de l'article 10 de la loi du 24 juin 1919.

M. Janet, rapporteur de la Commission de la Chambre des Députés, dans son rapport du 18 mars 1907, faisait remarquer que les ouvriers du fond ne descendent pas tous en même temps. Nous avons vu dans l'analyse de l'article 9 que les rouleurs ne peuvent commencer leur travail que lorsque les piqueurs ont abattu une certaine quantité de charbon ; et que leur travail ne peut se terminer en même temps que celui des piqueurs puisqu'ils doivent enlever tout le charbon abattu. En étendant le bénéfice de la journée de huit heures à tous les ouvriers du fond, la Commission de la Chambre des Députés établissait que, pour tous, l'intervalle entre les heures de descente serait le même qu'entre les heures de remonte, sans que l'on puisse

exiger que les heures de descente soient les mêmes. Dans le texte proposé par la Commission de la Chambre des Députés, nous trouvons l'obligation pour l'exploitant d'établir un horaire pour le commencement et la fin de la descente, le commencement et la fin de la remonte. Dès lors la durée de la journée de travail était calculée depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendant jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontant, procédé que nous retrouvons dans la loi du 24 juin 1919 pour la détermination du commencement et de la fin de la journée de travail.

Sous le régime de la loi du 31 décembre 1913, les horaires dont il est parlé ci-dessus devaient être indiqués dans des consignes qui devaient elles-mêmes être basées sur l'appréciation du temps raisonnablement nécessaire aux opérations, en tenant compte de la nature de la mine, de ses installations, de leur meilleur aménagement possible pour une circulation rapide, ainsi que des conditions de l'exploitation et de l'entretien.

La loi précisait d'ailleurs que l'écart entre la durée de la remonte et celle de la descente ne pourrait dépasser un quart d'heure, sauf le cas de nécessité reconnue par l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique, où cet écart pourrait être prolongé jusqu'au maximum d'une demi-heure.

En établissant ces consignes à quatre barrières, le législateur avait voulu éviter certains abus consistant, soit à laisser descendre des ouvriers un temps assez long avant l'ouverture normale des chantiers, soit à faciliter à d'autres le moyen de rester au fond de la mine un long temps après la fermeture des mêmes chantiers.

Par contre, aux termes mêmes de la loi, il n'était pas interdit de laisser descendre des ouvriers après l'heure réglementaire fixée par la consigne pour leur catégorie ; mais, dans ce cas, ils étaient soumis, en ce qui concerne la remonte, aux mêmes obligations que les ouvriers de leur poste et de leur catégorie. Cette disposition fut introduite par la Chambre des Députés dans le texte voté par elle le 5 juillet 1907. « Nous  
« avons vainement cherché dans les documents par-  
« lementaires, disait M. Boudenoot dans son rapport  
« au Sénat le 22 juillet 1913, les motifs de cette disposition. » Il estimait qu'elle était de nature à favoriser les descentes tardives individuelles, faites en dehors de l'heure normale fixée par les consignes et que de pareils errements pouvaient devenir un danger pour la sécurité. Cette disposition a disparu dans le texte de la loi du 24 juin 1919.

Dans celui-ci nous trouvons une innovation très importante relativement à la manière de compter la durée de la journée de travail. Elle est, en effet calculée « pour chaque poste et pour chaque catégorie

« d'ouvriers, depuis l'heure réglementaire de l'entrée  
« dans le puits des premiers ouvriers descendant,  
« jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour  
« des derniers ouvriers remontant ».

Ce ne fut pas sans hésitations et difficultés que fut adoptée cette partie du texte de la proposition de loi déposée à la Chambre des Députés par M. Durafour. Nous avons vu que celle-ci l'adopta d'abord sans discussion dans sa 1<sup>re</sup> séance du 10 juin 1919. Mais le Ministre de la reconstitution industrielle et des mines, M. Loucheur, intervint pour réclamer le vote de la formule acceptée quinze jours auparavant par les représentants de la Fédération des Mineurs : huit heures de travail depuis le premier descendant jusqu'au premier remontant, c'est-à-dire depuis le moment où le mineur est descendu jusqu'au moment où il est remonté, le temps du casse-croûte étant compris dans les huit heures. Le ministre fit observer que ce temps correspondait en réalité à sept heures et demie de travail effectif, le casse-croûte durant en général une demi-heure ; la formule de la proposition de loi de M. Durafour conduisant à une durée de travail effectif de moins de sept heures, la durée de la journée de travail étant de sept heures vingt ou sept heures vingt-cinq si l'on compte la journée depuis le premier descendant jusqu'au dernier remontant.

Nous verrons plus loin en quoi consiste le système des trois huit préconisé pour accroître le rendement

journalier des mines. Disons seulement maintenant qu'il réalise la continuité du travail par la succession au fond de trois équipes quotidiennes. Avec la formule de la proposition de loi de M. Durafour, ce système semble se présenter dans des conditions particulièrement graves. On ne peut pas employer la même manœuvre pour faire à la fois descendre et remonter les ouvriers, comme avec la formule du premier descendant au premier remontant. Ici la descente des ouvriers ne se fera que lorsque sera terminée la remonte des ouvriers de l'équipe précédente. Il en résultera à chaque fois une perte de temps que l'on peut évaluer à quarante minutes, pendant lesquelles le charbon ne peut être extrait, soit deux heures au bout de la journée.

Le ministre insista spécialement sur cet argument et présenta la formule proposée comme étant de nature à compromettre gravement les intérêts de l'industrie minière. C'est pour défendre ceux-ci qu'il réclama une nouvelle délibération, en vue de trouver un texte assurant aux mineurs les huit heures de travail et non davantage, mais aussi donnant la journée de huit heures et non pas une journée de sept heures et demie.

Lors de la seconde délibération, le texte proposé par la Commission, d'accord cette fois avec le Gouvernement, disposait que les huit heures étaient comptées du jour au jour et comprenaient le temps de la

descente et de la remonte, la durée de la journée étant calculée depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendant jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontant. En outre, une consigne devait établir les heures du commencement et de la fin de la journée de travail, ainsi que les heures du commencement et de la fin de l'arrivée au jour, la durée de la descente étant égale à celle de la remonte. Cette consigne devait déterminer en outre les mesures propres à assurer aux ouvriers la possibilité de remonter dans l'ordre suivi pour la descente ; de telle sorte qu'en aucun cas, sauf le cas de force majeure, il ne s'écoule plus de huit heures entre le moment où l'ouvrier est mis en possession de sa lampe et celui où il la rend.

Ces dispositions furent adoptées par la Chambre des Députés, après que celle-ci eut repoussé un amendement de MM. Valette, Bouveri, Cabrol et Barthe tendant à reprendre le texte précédemment voté par elle. Elles le furent également par le Sénat, après qu'il eut repoussé le contre-projet de M. Flaissières, reprenant le texte de la proposition de loi de M. Dura-four.

A la suite du vote de la Chambre des Députés, M. Basly, l'auteur de la première proposition de loi sur la réduction de la durée de la journée de travail dans les mines, pouvait écrire que cette loi nouvelle

donnait pour la première fois aux mineurs un apaisement complet quant à la durée du travail.

Et, en effet, pour l'application des lois de 1905 et de 1913 de véritables conflits se firent jour en ce qui concerne la fixation du commencement et de la fin du travail journalier. La formule nouvelle écartait toute discussion. Elle disait de la façon la plus claire qu'entre le moment où l'ouvrier reçoit sa lampe à la lampisterie jusqu'au moment où il la rapporte à cette même lampisterie il ne peut pas s'écouler plus de huit heures.

Et, si l'on compare spécialement cette formule avec celle de la proposition de loi de M. Durafour, on remarquera que, dans celle-ci, les huit heures sont comptées, non pas du moment où l'ouvrier va à la lampisterie jusqu'au moment où il y retourne, car il n'en est pas question, mais du moment où le premier ouvrier descend jusqu'au moment où le dernier ouvrier remonte. Il en résulte que certains ouvriers pourront faire sept heures un quart, certains ouvriers sept heures et demie, alors que certains autres arriveront à faire sept heures trois quarts. Aucune méthode par conséquent et l'on aboutit à des durées de travail essentiellement différentes. C'est là un très grand inconvénient contre lequel se sont élevés un grand nombre d'intéressés. En un mot, dans le calcul de la journée de travail, la formule adoptée était plus favorable aux ouvriers que celle de la proposition de loi de M. Durafour.

Malgré cela, le Congrès national des mineurs tenu à Marseille ayant, comme nous l'avons vu, décidé de poursuivre le vote intégral de cette proposition, cette formule ne fut pas acceptée en dépit de l'accord qui était précédemment intervenu entre les représentants du Gouvernement, ceux des exploitants et ceux des ouvriers. Les mineurs se mirent en grève. « Il ne  
« dépendait que des exploitants, écrivait M. Bartuel,  
« Secrétaire général de la Fédération nationale des  
« Travailleurs du sous-sol, s'ils voulaient bénéficier  
« de la formule de conciliation qui pouvait nous met-  
« tre d'accord, de ne pas être intransigeants par la  
« suite et de céder à leur tour sur ce que nous leur  
« demandions qu'ils ont refusé et qui nous a séparés. »

En présence de cette attitude des ouvriers, le Gouvernement ne crut pas devoir prolonger une grève désastreuse pour le pays au moment où celui-ci avait besoin de toute sa puissance ; dès lors, il se déclara prêt à accepter le principe du décompte des huit heures entre le premier descendant et le dernier remon-  
tant.

La Commission de la Chambre des Députés se rallia, comme le Gouvernement, à cette formule de la proposition de loi de M. Durafour.

Adoptée par la Chambre des Députés le 20 juin, par le Sénat, le 24 juin, elle devint le premier paragraphe de l'article 10 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale.

§ II. — *Les mines où l'entrée se fait par galeries*

Le second paragraphe de ce même article vise les mines où l'entrée a lieu par galeries. Il existe, en effet, un assez grand nombre de mines dans lesquelles il y a des galeries ouvrant au jour par lesquelles les ouvriers se rendent à leur chantier. La plupart du temps, ceux-ci peuvent utiliser à leur choix une galerie ou un puits ; mais, dans bien des cas, ils ont intérêt, au lieu d'aller chercher l'ouverture du puits et de faire un parcours souvent très long et très pénible à travers la montagne, à entrer par la galerie à l'abri des intempéries.

Dans son rapport à la Chambre des Députés au nom de la Commission du Travail, le 12 décembre 1901, M. Odilon Barrot estimait que ces galeries devaient être assimilées aux puits au point de vue du calcul de la journée de travail et le texte proposé par lui n'en faisait pas mention : « La journée... ne pourra excéder « une durée de neuf heures calculée depuis l'entrée « dans le puits des derniers ouvriers descendant jus- « qu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remon- « tant. » Ce texte fut adopté par la Chambre des députés le 5 février 1902. Mais M. de Ramel, député du Gard, visant spécialement le cas que nous envisagions en dernier lieu, déposa un amendement tendant à ajouter

à ce texte le paragraphe suivant : « Pour les ouvriers  
« qui préféreront entrer par galerie aboutissant au  
« jour, la journée sera calculée, dans les mêmes con-  
« ditions, depuis le moment où ils auront atteint le  
« point de descente par le puits à leur niveau (1). »

Le rapporteur, reprenant l'idée exprimée dans son rapport, proposa d'ajouter simplement quatre mots au texte de la Commission et dire que la durée de la journée de travail serait calculée « depuis l'entrée  
« dans le puits ou dans la galerie ». Mais, avec cette rédaction, le point de départ n'était pas le même pour les ouvriers descendant par le puits et pour ceux entrant par la galerie. Il a paru nécessaire d'établir d'une façon précise que la journée commencerait pour ceux-ci « au moment où ils seront arrivés au point et au  
« niveau qu'ils auraient atteints s'ils étaient descendus  
« par le puits ».

M. Guillaïn généralisa l'amendement de M. de Ramel et proposa une rédaction qui s'appliquerait, non seulement aux mines dont les travaux du fond sont mis en communication avec le jour à la fois par un puits et par une galerie, mais aussi à celles où il n'y a avec le jour que ce dernier mode de communication. Cette rédaction consistait à compléter d'un mot celle de la Commission, en disant que la durée de la journée de travail serait calculée « depuis l'en-  
« trée dans le puits ou au fond de la galerie d'accès ».

1. Chambre des députés, séance du 5 février 1902.

La Chambre des Députés adopta ce texte. Mais la Commission du Sénat constata qu'en réalité il ne pouvait s'appliquer aux mines où l'entrée a lieu par galeries ; et pour celles-ci elle arrêta le texte suivant : « Pour les mines où l'entrée a lieu par galeries, cette « durée sera calculée depuis l'arrivée au fond de la « galerie d'accès jusqu'au retour au même point. » C'est le texte qui fut définitivement adopté et que nous trouvons à l'article 1<sup>er</sup> de la Loi du 29 juin 1905. La Chambre des Députés l'adopta de nouveau en 1907 et le Sénat en 1910.

En 1912, la Chambre des Députés y ajouta la phrase suivante : « En aucun cas, le point défini « fond de « la galerie d'accès » ne devra être distant de l'ouverture de la galerie de plus de mille mètres (1). » Elle entendait que le parcours dans la galerie d'accès serait compté dans la durée de la journée de travail au delà du premier kilomètre.

Il ne parut pas plus raisonnable à la Commission du Sénat de vouloir compter une fraction de ce parcours dans la durée du travail que d'y faire entrer le transport en chemin de fer des ouvriers venant de loin, quand il se prolonge un certain temps ou l'allée et venue à la fosse quand elle a lieu sur certaines distances. Elle reconnut, par ailleurs, que l'innovation introduite dans la loi de 1905 pouvait, dans certains cas, se retourner, non seulement contre les

1. Texte adopté le 30 mars 1912.

exploitants, mais contre les ouvriers eux-mêmes, les compagnies pouvant chercher le moyen de lui faire échec. Elle était d'avis de la supprimer ; mais, à la demande du ministre du Travail, elle accepta la disposition votée par la Chambre des Députés, sous réserve qu'elle ne jouerait que si les ouvriers faisaient le trajet à pied et n'étaient pas transportés par un moyen mécanique quelconque.

Elle adopta dès lors le texte suivant : « Toutefois, « lorsque le fond de la galerie d'accès sera distant « de l'ouverture de plus de douze cents mètres et si « des moyens mécaniques ne sont pas mis, pour la « parcourir, à la disposition des ouvriers, la durée « sera calculée depuis l'arrivée au douze centième « mètre dans ladite galerie jusqu'au retour au même « point (1). »

A son tour, la Chambre des Députés adopta ce texte que nous trouvons à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 31 décembre 1913.

Dans le texte de la loi du 24 juin 1919 qui adopte, comme nous l'avons vu, le système du jour au jour, on retrouve l'assimilation au point de vue du calcul de la journée de travail entre les mines où l'entrée se fait par galeries et celles où elle se fait par puits : la journée sera comptée depuis l'heure réglementaire de l'arrivée à l'entrée de la galerie d'accès des premiers ouvriers entrant jusqu'à l'heure réglementaire du retour au même point des derniers ouvriers sortant.

1. Rapport de M. Boudenoot, année 1913.

### CHAPITRE III

**L'article 11 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, Conventions et usages antérieurs.**

---

Le nouvel article 11 du Code du travail et de la Prévoyance sociale stipule que « les dispositions des « articles précédents ne portent aucune atteinte aux « conventions et aux usages équivalant à des conventions qui, dans certaines exploitations, ont fixé pour « la journée normale une durée inférieure à celle fixée « par les articles précédentes (1) ».

Lors de la discussion de la proposition de loi de M. Basly en 1901, au sein de la Commission du travail de la Chambre des Députés, M. Groussier avait présenté un amendement « de précaution » destiné à interdire le relèvement de la durée du travail quotidien dans les exploitations qui avaient établi d'accord avec leurs ouvriers une durée de travail moindre que

1. *Journal officiel*, Partie officiel. Loi relative à la durée du travail dans les mines, p. 6522.

celle que se proposait de fixer la loi. Cet amendement prit corps dans l'article 1<sup>er</sup> du texte adopté par la Commission sous la forme suivante : « Dans les exploi-  
« tations où la journée normale actuellement déter-  
« minée conformément aux dispositions du para-  
« graphe premier, est comprise entre neuf et huit  
« heures, sa durée ne pourra être élevée (1). »

Ce texte fut adopté par la Chambre des Députés en dépit des observations de M. Guillaïn (2). Celui-ci invoqua les autres textes légiférant sur la durée du travail (3), lesquels fixent des maxima en laissant aux intéressés la possibilité de continuer le régime qu'ils avaient établi spontanément avant la promulgation de ces lois, lorsque ce régime donnait aux ouvriers une durée de travail moindre que la durée stipulée par elles. Au nom du principe général de l'égalité de tous devant la loi, M. Guillaïn protesta contre cette disposition qui empêchait certaines entreprises ayant volontairement inauguré un régime de travail plus doux que le régime légal de revenir plus tard à celui-ci. Dans l'intérêt du progrès social qui ne peut trouver de meilleur fondement que l'entente des ouvriers et des patrons, il ne fallait pas que ceux qui auraient consenti librement une durée de travail au-dessous du maximum légal puissent s'exposer à se la voir imposer.

1. Rapport de M. Odilon Barrot.

2. Séance de la Chambre des députés du 5 février 1902.

3. Loi du 9 septembre 1848. Loi du 2 novembre 1892. Loi du 30 mars 1900.

ensuite par la loi alors que leurs concurrents conserveraient l'avantage du régime légal général comportant une durée de travail plus longue. La Commission du Sénat comprit cela ; elle vit aussi dans la rédaction arrêtée par la Chambre des Députés un sentiment d'inutile méfiance vis-à-vis des compagnies qui avaient devancé la loi. En s'inspirant du texte de l'article 4 de la loi du 9 septembre 1848 (1), elle proposa au Sénat d'enregistrer simplement les accords antérieurs à la loi et favorables au personnel ouvrier. Le Sénat adopta la rédaction qui lui était proposée. Elle ne subit plus dès lors de modification. Nous la retrouvons dans le texte de la loi du 29 juin 1905, dans celui de la loi du 31 décembre 1913 et dans celui de la loi du 24 juin 1919.

1. « Tout chef de manufacture ou usine qui contreviendra au  
« présent décret... sera puni d'une amende de 5 à 100 francs.

« ... Le présent article ne s'applique pas aux usages locaux  
« et conventions indiqués dans la présente loi. »

---

## CHAPITRE IV

**L'ancien article 10 du Code du travail et de la  
Prévoyance sociale. — Les repos et les huit  
heures.**

---

Quelle que soit la durée que l'on donne à la journée de travail, quelque réduite qu'elle soit, il est nécessaire que celui-ci subisse des temps d'arrêt ; il ne peut être continué sans interruption pendant sept ou huit heures. Il faut que l'ouvrier se repose et prenne son repas. Dans les mines, les alternances de travail et de repos se présentent sous une forme un peu spéciale en raison des modalités particulières suivant lesquelles s'exécute le travail du mineur. Celui-ci n'est pas, comme l'ouvrier d'usine, attelé à une machine, guidant celle-ci, souvent guidé par elle. Le mineur, le plus souvent est guidé par la taille : tantôt il faut aller vite pour se mettre à l'abri d'un éboulement, aucun repos n'est possible ; tantôt il n'est pas besoin de se presser parce qu'aucun éboulement ne menace ; le mineur pourra se reposer quand il voudra.

En général, il commence par travailler deux à trois

heures ; puis il suspend son travail pour « casser la croûte », pour « faire briquet » comme l'on dit dans le Nord. Il s'arrête ainsi une demi-heure ; puis il reprend son travail jusqu'à ce qu'il remonte à la surface pour rentrer chez lui. C'est ainsi que les choses se passent dans la région du Nord et du Pas-de-Calais. Dans le bassin de la Loire, le temps du repos est généralement de trois quarts d'heure. Dans le Midi, les choses se passent très différemment. Là, les mineurs ont l'habitude de travailler plus longtemps, mais plus lentement ; aussi ils prennent au milieu de la journée un assez long repos, généralement deux heures. Ils se réunissent dans les carrefours de la mine, y prennent leur repas et se reposent ensuite. Il en est même qui remontent au jour pour prendre leur repas en famille et redescendent ensuite dans la mine. D'autres fois, les ouvriers prennent plusieurs repos : à Commentry, par exemple, les ouvriers ont leur temps de travail coupé par deux repos : l'un, d'un quart d'heure pour la soupe chaude, l'autre d'une heure pour un repos sérieux.

Comment combiner ces temps d'arrêt avec la durée fixée pour la journée de travail ?

Dans sa proposition de loi, M. Basly n'avait pas abordé cette question. Il parut nécessaire à la Commission du Travail de la Chambre des Députés en 1901, de tenir compte des différences existant entre les habitudes des diverses régions et l'on proposa de

décider que le temps du repos serait ajouté à la durée de la journée de travail.

Une difficulté se présentait cependant : était il question d'ajouter ainsi au temps de travail les petits repos pris isolément par tel ouvrier ou par tel groupe ? Il aurait fallu fixer la journée de travail pour chaque ouvrier, puisque chacun s'arrête quand il le veut. D'où la nécessité de définir les repos. La Commission s'arrêta à la formule suivante, constituant l'article 2 de sa proposition : « En cas de repos réglementaire  
« pris dans la mine et entraînant l'arrêt de la machine  
« d'extraction, ou pris au jour, la durée stipulée à  
« l'article précédent sera augmentée de la durée de ce  
« repos (1). » Par conséquent, les temps de repos s'ajouteraient aux heures réglementaires et reculeraient d'autant l'échéance de la journée ; mais seulement s'ils sont pris au jour ou si, pris au fond, ils sont assez longs et s'étendent à un assez grand nombre d'ouvriers pour entraîner l'arrêt de la machine d'extraction.

Cette dernière disposition fut combattue par deux députés du bassin de la Loire, MM. Guillaïn et Germain Périer (2). Celui-ci demanda que pour que le repos réglementaire ne compte pas dans la durée de la journée de travail, l'exploitant n'ait pas besoin d'arrêter la machine d'extraction, diminuant par ce

1. Rapport de M. Odilon-Barrot.

2. Ch. des dép. Séance du 5 février 1902.

fait l'effet utile de son outillage. Il est nécessaire, faisait-il observer, que la machine continue à fonctionner pendant que les ouvriers à l'extraction se reposent : il faut descendre les bois, dégager les recettes encombrées de wagons de charbon, épuiser les eaux, etc... D'ailleurs, le repos réglementaire pris dans la mine, ajoutait-il, peut être constaté autrement que par l'arrêt de la machine d'extraction : soit par le repos général de tous les mineurs, soit par un règlement indiquant que le repos aura une durée déterminée.

Néanmoins, le rapporteur, M. Odilon-Barrot, insista pour que le texte de la Commission fut adopté : ayant cherché à déterminer la distinction entre le repos court et le repos long, la formule : « l'arrêt de la machine d'extraction ou la sortie de l'ouvrier au jour » lui avait paru la seule de nature à préciser d'une façon claire un repos d'assez longue durée. Et le ministre des Travaux Publics consulté se déclara d'accord avec la Commission pour accepter sa rédaction, l'arrêt de la machine lui paraissant, d'après les rapports des ingénieurs, être le critérium pour savoir à quoi correspond, dans l'organisme de la mine, le repos pris au fond. La Chambre des Députés repoussa l'amendement de M. Germain Périet tendant à supprimer du texte de l'article 2 les mots « et entraînant l'arrêt de la machine d'extraction ».

Cette question fut reprise au Sénat en 1904. Là la

Commission estima qu'en présence de ce fait que l'organisation des repos provenait d'habitudes locales auxquelles tenaient beaucoup les ouvriers, il n'était pas possible de les réglementer administrativement.

Les ouvriers étant à la tâche, la sanction de leur travail est le salaire basé sur la production de chacun. Dès lors, l'ouvrier doit pouvoir se reposer au moment où il en a besoin; et l'on ne saurait exiger que la machine d'extraction s'arrête pour qu'il y ait repos réglementaire au fond de la mine. Le rapporteur, M. Boudenoot, reprit d'ailleurs les arguments de MM. Germain Périer et Guillaïn : la machine d'extraction peut servir à d'autres usages que le transport du charbon et des ouvriers; en outre, pendant les temps de repos, on peut en ralentir la marche pour vérifier l'état des câbles.

Il proposa enfin, comme l'avait fait M. Germain Périer, qu'un règlement précise qu'il y aurait un repos d'une durée déterminée et s'arrêta pour l'article 2 à la rédaction suivante: « En cas de repos prévus par  
« le règlement de la mine et pris soit au fond, soit  
« au jour, la durée stipulée à l'article précédent sera  
« augmentée de la durée de ces repos (1). » C'est ce texte qui fut définitivement adopté par le Sénat et la Chambre des Députés et qui constitue l'article 2 de la loi du 29 juin 1905. La nouvelle proposition de loi déposée par M. Basly au lendemain du vote de cette

1. Rapport de M. Boudenoot, Année 1904.

dernière ne parlait pas plus de cette question des repos que n'en parlait celle de 1901. La journée de travail ne devait pas excéder huit heures de l'entrée à la sortie de la mine. La Commission des mines de la Chambre des Députés chargée d'examiner cette proposition avait conclu au maintien de l'article 2 de la loi du 29 juin 1905. Mais, au Congrès tenu à Angers du 12 au 17 février 1912, les mineurs avaient insisté pour obtenir la journée de huit heures réelle, le temps des repos ou repas entrant en compte dans le calcul des huit heures. La Fédération nationale des travailleurs du sous-sol demandait que, dans ce calcul, entre tout le temps pendant lequel le mineur est sous le coup des risques de sa profession. Or, la plupart du temps, le mineur prend son repas sur le lieu même de son travail, dans la poussière de charbon, exposé à tous les dangers. Par ce repas il court même un risque supplémentaire. Il arrive souvent que c'est pendant le repas que se produisent les éboulements. Par ailleurs, en absorbant des aliments salis par les poussières et les impuretés, il risque de se contaminer, exposé à la maladie professionnelle connue sous le nom d'ankylostomiase dont sont atteints, par exemple, 40 à 60 o/o des mineurs de la région du Centre.

M. Albert Thomas porta devant la Chambre des députés cette revendication formulée par les mineurs dans leur Congrès d'Angers et déposa l'amendement

suivant : « Le temps du repas sera compris dans le « calcul des huit heures (1). » Cet amendement fut combattu par le rapporteur de la Commission des mines de la Chambre des Députés, M. Durafour, pour des raisons d'opportunité parlementaire, dans le but de faire aboutir le plus tôt possible la loi, étant donné les difficultés rencontrées dans l'appréciation de la répercussion que pourrait avoir la disposition proposée par M. Albert Thomas. Celui-ci demanda alors, comme transaction sur son amendement, s'il n'y aurait pas lieu de fixer un maximum pour le temps du repas ; ceci pour éviter que le mineur, ayant pris son « casse-croûte » à la hâte, puisse travailler le reste du temps fixé pour le repas ; et que, sous prétexte de repos ou de repas, les exploitants puissent prolonger la journée effective de travail au delà de la limite instaurée dans la loi.

M. Jaurès proposa de modifier comme suit l'article 2 de la loi du 29 juin 1905 (2) : « En cas de repos « prévu par le règlement de la mine et pris soit au « fond, soit au jour, la durée stipulée à l'article précédent sera augmentée de la durée de ce repos sans « qu'elle puisse en aucun cas excéder une durée « de... » Mais, cette durée étant variable suivant les habitudes des différentes régions, il parut préférable au président de la Commission, M. Dron, de ne pas

1. Ch. des dép., 1<sup>re</sup> séance du 30 mars 1912.

2. *Ibid.*

introduire dans le texte une précision ferme à cet égard, mais d'ajouter à celui-ci une disposition aux termes de laquelle la consigne qu'il prévoit devra faire connaître la durée du repos collectif.

M. Albert Thomas se rallia à cette proposition et la Chambre des Députés adopta la rédaction suivante pour le troisième paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> : « Une consigne... fera connaître... l'heure et la durée des « repos collectifs pris en commun... »

La Commission sénatoriale estima avec raison que si l'on pouvait fixer pour le repos une durée, variable d'ailleurs suivant les usages des diverses régions minières, il n'était pas possible d'en fixer l'heure, même pour une fosse déterminée. On ne saurait, en effet, imposer une fixation précise de l'heure du repos aux différentes équipes travaillant sur des chantiers séparés les uns des autres par des distances souvent très grandes. Sur chacun de ces chantiers, les ouvriers ne peuvent à une heure fixe se trouver justement avoir terminé un travail qu'il faut achever obligatoirement avant de se mettre au repos. Ce repos coïncide avec le repas ; il a une durée réglée par les habitudes locales ; mais, au voisinage de l'heure que fixent celles-ci, les mineurs le prennent quand ils le veulent, suivant leur gré ou mieux suivant l'état de leur travail. Aussi, la Commission stipula que la durée du repos serait seule fixée dans la consigne.

Le Sénat, puis la Chambre des Députés adoptèrent

définitivement cette disposition, que nous trouvons à l'article 9 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale. « Une consigne... fait connaître... la durée des repos collectifs... »

La loi du 31 décembre 1913 avait d'ailleurs maintenu l'article 2 de la loi du 29 juin 1905, devenu l'article 10 de ce Code : « En cas de repos prévus par le règlement de la mine et pris soit au fond, soit au jour, la durée stipulée à l'article précédent sera augmentée de la durée de ces repos. »

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 24 juin 1919, cet article 10 est abrogé. Il n'est remplacé par aucune disposition visant les repos.

Leur durée est donc comprise dans les huit heures comptées du jour au jour, depuis l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendant jusqu'à l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontant.

Pour la première fois, la loi donne satisfaction à la revendication formulée de façon expresse par les mineurs au Congrès d'Angers et renouvelée au Congrès de Marseille le 29 mai 1919. Celui-ci avait décidé de « mener la bataille jusqu'à pleine satisfaction concernant l'application intégrale et immédiate de la journée de huit heures dans les mines, descente, remonte et repos compris ».

Le Gouvernement entra le premier dans la voie de cette concession, estimant que les conditions particulièrement pénibles dans lesquelles travaillent les

mineurs justifient que la durée de leur travail soit moindre que celle des autres ouvriers de l'industrie. Pour ceux-ci, le temps des repas n'est pas compris dans les huit heures, puisque la loi du 23 avril 1919, loi générale des huit heures, précise qu'il s'agit de huit heures de travail effectif. Il a paru juste de le compter pour les ouvriers des mines.

La proposition de loi de M. Durafour, comme les propositions de loi de M. Basly, ne parle pas de ces repos ; mais le texte voté par la Chambre des Députés après sa deuxième délibération, les vise explicitement dans le nouvel article 9 du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale : « La journée des ouvriers  
« employés dans les travaux souterrains des mines ne  
« peut excéder une durée de huit heures... comptées  
« du jour au jour et comprenant les repas, dont la  
« durée totale sera d'une demi-heure au plus... » (1)

Ce texte fut adopté également par le Sénat. Mais nous avons vu que le Parlement revint ensuite aux grandes lignes de la proposition de loi de M. Durafour et dans celle-ci les dispositions de l'ancien article 10 du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale abrogé ne sont pas remplacées. Par application du nouvel article 10, il est entendu que le temps du repas est compris dans les huit heures.

1. Ch. des Dép. Première séance du 11 juin 1919.

## CHAPITRE V

### L'article 12 du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale. Les huit heures pour les ouvriers des travaux continus

---

Parmi les travaux de la mine exécutés au fond, il en est qui s'accommoderaient difficilement de la réglementation de l'article 9 du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale ; ce sont ceux qui ne peuvent être interrompus : une équipe occupée à l'un de ces travaux ne peut le quitter que lorsqu'elle est remplacée par une autre.

Parmi les ouvriers assurant ainsi des travaux continus, il faut citer les machinistes au fond, mécaniciens de ventilateurs, conducteurs de pompes d'épuisement, certaines équipes occupées à la traction, les encageurs et les ouvriers préposés au service des recettes, les équipes destinées à lutter contre l'incendie, etc...

Le temps de la descente et de la remonte devant s'ajouter au temps de travail effectif des ouvriers du fond, il ne serait pas possible de prévoir pour ces

travaux, comme pour les travaux continus des autres industries, trois équipes faisant chacune huit heures de travail et se succédant à la machine ou au chantier. L'emploi de quatre équipes ne conduirait pas, dans la plupart des cas, à une utilisation judicieuse de chacune de ces équipes pendant huit heures, temps de descente et de remonte compris. La seule solution pratique du problème consiste à répartir le service des vingt-quatre heures entre trois équipes faisant chacune un temps de présence supérieur à huit heures en comptant dans cette durée le temps de la descente et de la remonte.

Il est nécessaire dès lors de déterminer quelle est, pour chaque catégorie d'ouvriers, la meilleure répartition entre ces trois équipes de la journée de vingt-quatre heures.

Cette détermination nécessite des recherches que le Parlement n'aurait pu entreprendre sans se livrer à de longues enquêtes. Si, d'ailleurs, cette détermination avait été faite par lui, la loi se serait trouvée inutilement alourdie.

Aussi s'inspirant du précédent de la loi du 11 juin 1917 sur le repos, l'après-midi du samedi, des ouvrières dans l'industrie du vêtement, et de celui de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures, la loi du 24 juin 1919 dispose dans le texte qui devient l'article 12 du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale que « pour les travaux continus, un règle-

« ment d'administration publique fixera les conditions  
« du travail ».

C'est là une procédure nouvelle qui n'a d'autres précédents, dans notre législation ouvrière, que ceux que nous venons d'indiquer. Il est regrettable que la loi du 24 juin 1919 ne lui ait pas donné toute la largeur d'application que lui ont donnée les deux autres lois que nous venons de rappeler.

Aux termes du nouvel article 12 du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale, un règlement unique interviendra pour l'ensemble de l'industrie minière ; ces lois, au contraire prévoient qu'un règlement pourra être pris pour chaque région.

Cette disposition présente une souplesse qui permet d'adapter beaucoup plus exactement la réglementation des heures de travail aux nécessités techniques, comme à la situation économique des exploitations, ainsi qu'aux conditions spéciales des diverses régions. Sans doute, un règlement unique présente l'avantage de placer toutes les exploitations dans les mêmes conditions au point de vue de la concurrence sur le marché national ou international ; mais, en réalité, une certaine uniformité semble devoir s'établir nécessairement entre les réglementations émanant de règlements différents, l'inconvénient relatif pouvant résulter au point de vue de la concurrence de la multiplicité des règlements nous semble largement compensé par les avantages résul-

tant de celle-ci au point de vue de l'adaptation de la réglementation aux meilleures conditions d'exploitation.

En laissant à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les conditions du travail de chacune des catégories d'ouvriers employés aux travaux continus, la loi du 24 juin 1919 entend bien préciser que le régime des huit heures leur sera applicable. Mais étant donné, comme nous l'avons montré plus haut, l'impossibilité d'exiger pour ces catégories d'ouvriers que la durée de présence à la mine n'excède pas huit heures par journée de vingt-quatre heures, elle admet que cette durée, calculée comme pour les autres ouvriers du fond, pourra être supérieure à huit heures par journée de vingt-quatre heures, mais ne devra pas excéder quarante-huit heures par semaine, c'est-à-dire en moyenne huit heures pour chacun des six jours ouvrables de la semaine.

Là encore, la loi du 24 juin 1919 n'a pas emprunté aux lois dont elle s'est inspirée toute leur largeur de vues. A côté des quarante-huit heures par semaine, celles-ci admettent, en effet, toute limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine. Il est regrettable que cette disposition n'ait pas été adoptée également pour la réglementation de la durée de travail dans les mines pour les ouvriers des travaux continus. Elle rend possible, en effet, des

combinaisons beaucoup plus variées permettant une meilleure utilisation du personnel de remplacement des équipes aux jours où celles-ci se reposent, et, par conséquent, une diminution de ce personnel de remplacement. La répartition des heures de travail pourrait se faire, suivant les cas, dans la semaine, dans la quinzaine, dans les trois semaines, dans le mois ou même dans l'année.

On trouverait ainsi toute l'élasticité désirable.

Notons enfin que, pour éviter que le régime des ouvriers des travaux continus ne soit étendu à un trop grand nombre d'ouvriers, la loi du 24 juin 1919 stipule qu'en aucun cas le nombre des ouvriers dont la durée de travail sera fixée par les consignes qui découleront du règlement d'administration publique ne pourra dépasser 5 o/o du nombre des ouvriers employés dans l'exploitation.

L'article 12 du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale ne précise pas les conditions dans lesquelles sera pris le règlement d'administration publique. L'exemple des lois du 11 juin 1917 et du 23 avril 1919 a montré l'avantage qu'il y avait pour l'établissement des règlements d'administration publique ayant pour but la réglementation de la durée du travail à faire appel avant tout aux organisations patronales et ouvrières. La facilité avec laquelle se sont appliqués les règlements d'administration publique issus des conventions collectives passées entre les syndicats

patronaux et les syndicats ouvriers a été tout à fait remarquable.

Le règlement d'administration publique prévu par la loi du 24 juin 1919 est actuellement à l'étude. En vue de préparer son établissement, des conférences ont lieu dans les bassins houillers, sous la présidence des préfets, entre les groupements patronaux et ouvriers intéressés, dans le but de prendre l'avis des uns et des autres et de réaliser, si possible, un accord sur les différents points qui doivent être traités dans le règlement.

---

## CHAPITRE VI

### L'article 13 du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale. — Les Dérogations

---

Le nouvel article 13 du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale prévoit que des dérogations pourront être apportées aux dispositions des précédents articles.

Cette question des dérogations s'est toujours présentée comme une des principales difficultés rencontrées au cours des discussions sur les textes proposés pour réglementer la durée de la journée de travail dans les mines. De tout temps, les ouvriers ont réclamé la journée de huit heures sans aucune dérogation.

La proposition de loi déposée par M. Basly en 1893, envisageait tout au plus le cas de réparations urgentes pour la sécurité des ouvriers : alors, la journée d'ouvrier pouvait excéder la durée légale. Mais, en 1901, il parut tout d'abord à la Commission du Travail de la Chambre des Députés qu'il était juste de faire

fléchir la règle générale de la réduction de la journée de travail à l'égard des mines qui ne pourraient pas, pour des motifs techniques ou économiques, maintenir leur exploitation avec un travail de huit heures seulement. Ces mines, vulgairement appelées « mines malades », sont celles où les couches de charbon sont trop minces et trop irrégulières et les murs trop puis-sants ; celles où il y a des terrains stériles à abattre ; celles où le boisage et le remblai sont difficiles en raison de la nature trop ébouleuse ou de la nature trop inflammable du charbon. Le rapporteur de la Commission rangeait aussi parmi les « mines mala-des » celles dont les installations étaient défectueuses et ne pouvaient être améliorées qu'au prix de travaux très importants. Par leur nature même, ces travaux devaient être très longs à exécuter ; par ailleurs, ces travaux très coûteux devaient être échelonnés sur un certain nombre d'exercices, faute de quoi plusieurs de ces houillères auraient été condamnées à succomber sous le poids de charges financières trop lourdes.

La Commission des mines de la Chambre des Députés avait vu une sérieuse difficulté à réaliser la réduction de la journée de travail dans la différence existant entre les conditions de fonctionnement des mines riches du Pas-de-Calais, du Nord et même du bassin de la Loire et celles des mines du bassin de la Loire, et en particulier celles de l'arrondissement minéralogique d'Alais. C'est pour en tenir compte que, par

l'article 3 du texte adopté par elle, elle avait prévu en faveur de celles-ci des dérogations aux prescriptions de l'article 1<sup>er</sup>.

Ces dérogations devaient être autorisées par le ministre des Travaux Publics, après avis du Conseil général des mines : celui-ci avait paru la juridiction la plus capable de posséder les éléments d'appréciation permettant d'accorder en connaissance de cause les dérogations prévues.

Au cours de la discussion à la Chambre des Députés, M. Guillaïn manifesta la crainte qu'un Ministre des Travaux publics puisse autoriser des dérogations excessives ou refuser des dérogations nécessaires, favoriser certaines exploitations en leur accordant des dérogations qu'il refuserait à d'autres. Il estimait qu'un tel pouvoir ne pouvait être remis à l'arbitraire du ministre et qu'il était nécessaire qu'il y ait un juge qui puisse apprécier si le ministre a abusé ou non de ce pouvoir. Aussi proposa-t-il par voie d'amendement que toutes les décisions prises par le ministre par application de l'article 3 puissent faire l'objet d'un recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

La Commission et le Gouvernement furent d'accord pour repousser cet amendement. Il ne fut pas adopté par la Chambre.

Il n'en restait pas moins que les décisions du ministre qui seraient entachées d'arbitraire et lèse-

raient les intérêts des ouvriers ou des exploitants, pourraient être déferées au Conseil d'Etat pour excès de pouvoir.

Au sein de la Commission de la Chambre des Députés; on avait proposé de limiter les prérogatives du ministre ou même de fixer un délai pour l'augmentation de la durée de la journée de travail, qui pourrait être autorisée par lui. Mais, d'une part, l'avis nécessaire du Conseil général des mines a paru une garantie suffisante contre les dérogations abusives; d'autre part, la responsabilité du ministre devant le Parlement a paru une garantie suffisante contre les abus de pouvoir qu'il pourrait commettre en prenant des décisions qui ne tiendraient pas compte en même temps de l'intérêt des mineurs et de celui de l'exploitation.

Cette idée de restreindre les dérogations que pourrait autoriser le ministre des Travaux Publics fut reprise au sein de la Commission du Sénat; et l'on avait même proposé que les cas exceptionnels auxquels elles s'appliqueraient fussent prévus par un règlement d'administration publique. Mais il fut répondu que les règlements d'administration publique sont destinés à déterminer les conditions générales d'application d'une loi et non pas chaque cas particulier prévu par cette loi. Par ailleurs, la Commission du Sénat craignit les lenteurs de procédure résultant de la nécessité de recourir au Conseil d'Etat

pour l'établissement du règlement d'administration publique.

Pour les ouvriers employés dans les travaux souterrains ne travaillant pas à l'abatage du charbon, mais à diverses préparations, qui se font avant ou après le travail des piqueurs, la Chambre des Députés avait admis qu'après avis du Conseil général des Mines, le ministre des Travaux publics pourrait déroger à la règle des huit heures. Le texte adopté par la Chambre des Députés le 5 février 1902 comportait, à son article 3, les trois paragraphes suivants :

« Des dérogations aux prescriptions de l'article 1<sup>er</sup>  
« pourront être autorisées par le ministre des  
« Travaux publics, après avis du Conseil général des  
« mines, dans les mines où l'application de ces pres-  
« criptions serait de nature à compromettre, pour  
« des motifs techniques ou économiques, le maintien  
« de l'exploitation.

« Ces dérogations pourront viser soit tous les  
« ouvriers de la mine soit seulement certaines caté-  
« gories d'ouvriers.

« Le ministre des Travaux publics pourra, dans  
« les mêmes formes et pour toutes les mines, accor-  
« der des dérogations en ce qui concerne les ouvriers  
« autres que ceux abattant le charbon. »

Nous avons vu que, dans le double but de préciser le texte de l'article 1<sup>er</sup> et de restreindre les cas de dérogations, la Commission du Sénat avait décidé de

limiter la réduction de la journée de travail aux seuls ouvriers employés à l'abatage. Cette disposition rendait inutile le maintien dans le texte de l'article 3 des deuxième et troisième paragraphes.

De l'ensemble des textes de l'article 1<sup>er</sup> et de l'article 3, il résulte, en effet, que la journée de huit heures ne s'appliquerait qu'aux ouvriers abattant le charbon, tout ce qui concerne les autres catégories d'ouvriers étant laissé indéterminé. En disposant explicitement que seuls les ouvriers employés à l'abatage bénéficieraient de la réforme la Commission du Sénat rendait inutiles les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 3. Le 8 novembre 1904, le Sénat supprima ces deux paragraphes du texte voté par la Chambre des Députés. Par contre, à la demande de sa Commission, il y ajouta une disposition précisant que les dérogations accordées par le ministre des Travaux publics pourraient être retirées et que le retrait aurait lieu dans la même forme que la concession des dérogations, c'est-à-dire après avis du Conseil général des mines.

Le 21 avril 1905, dans son rapport au nom de la Commission des mines de la Chambre des Députés, M. Janet proposait à la Chambre des Députés purement et simplement le texte du Sénat.

L'article 3 de la Loi du 29 juin 1905 avait dès lors la rédaction définitive suivante : « Des dérogations  
« aux prescriptions de l'article 1<sup>er</sup> pourront être

« autorisées par le ministre des Travaux publics,  
« après avis du Conseil général des mines, dans les  
« mines où l'application de ces prescriptions serait  
« de nature à compromettre, pour des motifs techni-  
« ques ou économiques, le maintien de l'exploitation.  
« Le retrait de ces dérogations aura lieu dans la même  
« forme. »

Dans l'article 1<sup>er</sup> de sa proposition de loi de 1906, M. Basly, reprenant les termes de l'article 1<sup>er</sup> de sa proposition de loi de 1893, stipulant que la journée des ouvriers mineurs ne pourrait excéder huit heures « sauf le cas de réparations urgentes pour la sécurité des ouvriers ». C'était la seule dérogation prévue. Mais, dans son rapport au nom de la Commission des mines de la Chambre des Députés chargée d'examiner cette proposition, M. Janet reconnaissait que l'application de l'article 3 de la Loi du 29 juin 1905 n'avait donné lieu à aucune plainte fondée et qu'il n'y avait pas de raison de modifier une disposition dont la suppression risquerait de priver de travail certaines populations ouvrières vivant presque uniquement de l'exploitation des mines. Aussi la proposition de loi soumise à l'adoption de la Chambre des Députés ne prévoyait aucune modification pour l'article 3 de la Loi du 29 juin 1905.

Le rapporteur de la Commission du Sénat constata également qu'aucune contestation ne s'était produite relativement aux dérogations permanentes prévues

par l'article 3 pour les « mines malades » et qu'il n'était proposé aucune modification à celui-ci.

La Loi du 31 décembre 1913 n'apporta, en effet, aucune modification à cet article 3 de la Loi du 29 juin 1905 devenu l'article 11 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale.

La proposition de loi de M. Durafour reprenant la revendication traditionnelle des mineurs relative à la suppression de toutes les dérogations stipulait l'abrogation de cet article 11 sans qu'aucune disposition ne vint le remplacer. Aucune discussion ne se produisit à ce sujet; et la loi du 24 juin 1919 adopta cette abrogation de l'article 11.

Les dérogations visées par cet article étaient essentiellement permanentes; il n'en est pas de même de celles que prévoyait l'article 4 de la loi du 29 juin 1905. Il s'agit dans celui-ci de dérogations temporaires. Nous avons vu que M. Basly avait envisagé que la réglementation de la durée du travail pourrait se trouver en échec dans le cas de réparations urgentes pour la sécurité des ouvriers. Il apparut aussi à la Commission du Travail de la Chambre des Députés en 1901 qu'il pouvait se produire telle circonstance imprévue comme un accident ou un cas quelconque de force majeure qui, sous peine de nuire à cette sécurité, nécessite la suspension de cette réglementation. A raison de l'urgence des mesures à prendre dans les cas indiqués, les dérogations aux prescriptions de la

loi devaient être autorisées par l'Ingénieur en chef des mines chargé de la direction de l'arrondissement minéralogique, après avoir entendu les délégués à la sécurité des mineurs et l'exploitant. Au cas d'extrême urgence, celui-ci pouvait, sous sa responsabilité, prolonger la journée au delà de sa durée normale, à la condition d'en référer immédiatement à l'Ingénieur en chef et de solliciter son autorisation.

La Commission n'avait prévu de dérogations temporaires qu'à la suite d'accidents ou pour des motifs de sécurité. Par voie d'amendement, au nom des mineurs d'Epinaç, M. Germain Périer avait demandé que ces dérogations puissent être accordées également pour des nécessités économiques. Son intention était d'obtenir ainsi pour ces mineurs la possibilité de continuer à pratiquer la « redouble ». Aux mines d'Epinaç, lorsque les ouvriers avaient fini leur journée, à 3 heures ou 3 heures et demie, ils pouvaient demander, s'ils avaient plus de dix-huit ans, à continuer à travailler jusqu'à sept ou huit heures : ils gagnaient alors deux journées complètes. M. Germain Périer voyait une nécessité économique dans cette pratique de la redouble pendant l'hiver les samedis ou veilles de fêtes entraînant le chômage : sans quoi, les fournitures de charbon étant beaucoup plus grandes qu'en été, il eût été nécessaire d'embaucher des ouvriers supplémentaires qu'on aurait été obligé de débaucher l'été. Le rapporteur de la Commission et

le ministre des Travaux Publics combattirent cet amendement, en faisant observer que le cas de dérogations qu'il visait rentrait dans ceux prévus à l'article 3. Le ministre, en particulier, déclara que les questions économiques devaient être de son ressort et de celui du Conseil général des mines et qu'il lui semblait impossible d'abandonner sur ce point ses prérogatives aux ingénieurs en chef.

La Chambre des Députés adopta cette manière de voir et repoussa l'amendement. La Commission du Sénat, au contraire, jugea utile de répondre au désir de « décentralisation économique » manifesté par M. Germain Périer (1) ; et pour supprimer les lenteurs qui n'auraient pas manqué de résulter d'un recours au ministre et au Conseil général des mines, elle fut d'avis que les dérogations demandées au nom des mineurs d'Epinac pouvaient être autorisées par l'Ingénieur en chef des mines de l'arrondissement minéralogique. Mais ces cas de dérogations basées sur des convenances locales n'étant pas d'ordre général ne présentaient pas à ses yeux le caractère de nécessités économiques au sens propre du mot. Aussi proposa-t-elle d'ajouter aux cas de dérogations temporaires prévus au texte voté par la Chambre des Députés celui des « nécessités occasionnelles ».

La Commission du Sénat se préoccupa également de respecter un autre usage local, celui des « longues

1. Ch. des dép. Séance du 5 février 1902.

coupes » pratiquées par les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais au cours de la quinzaine qui précède la Sainte-Barbe. A l'occasion de la fête de la patronne des anciennes corporations de mineurs, ceux-ci chôment plusieurs jours et se livrent pendant ces jours de chômage à certaines dépenses extraordinaires. Pour faire face à celles-ci, ils travaillaient pendant la quinzaine qui précède deux à trois heures supplémentaires par jour, ce qui leur procurait un supplément de salaire permettant d'« arroser » un peu plus largement la fête. Ces heures supplémentaires étaient d'ailleurs facultatives et n'étaient faites par les ouvriers que s'il y avait accord entre eux et les exploitants.

C'est dans le but de maintenir cet usage que la Commission du Sénat envisagea comme dernier cas de dérogations temporaires celui où « il y a accord « entre les ouvriers et l'exploitant, pour le maintien « de certains usages locaux (1) ».

Les cas pour lesquels l'Ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique pouvait accorder des dérogations temporaires étant ainsi nettement indiqués, la Commission du Sénat voulut s'opposer à ce qu'un exploitant puisse tourner la loi en cherchant à faire rentrer dans la catégorie de ces dérogations temporaires, accordées d'urgence par l'Ingénieur en chef des dérogations devant avoir une certaine durée et

1. Rapport de M. Boudenoot. Année 1904.

devant par suite rentrer dans celles que l'article 3 réservait à l'autorisation du ministre. Aussi fut-elle d'avis de prévoir que les dérogations temporaires ne pourraient pas être accordées pour une durée supérieure à deux mois ; elles seraient d'ailleurs renouvelables.

La Commission du Sénat apporta une nouvelle modification au texte adopté par la Chambre des Députés en ce qui concerne les formalités à remplir pour obtenir ces dérogations. Il ne lui parut pas utile d'indiquer que l'Ingénieur en chef des mines devait entendre l'exploitant puisque presque toujours ce devait être sur sa demande que seraient accordées les dérogations. Quant à la nécessité d'entendre le délégué à la sécurité des mineurs, il y avait lieu de distinguer entre les différents cas pour lesquels les dérogations étaient prévues. Dans les cas de dérogations pour des nécessités occasionnelles ou le maintien d'usages locaux qui ne concernaient que la durée du travail, il n'avait pas à intervenir.

M. Boudenoot a rappelé qu'aux termes mêmes des instructions ministérielles, le délégué à la sécurité des mineurs est un « visiteur rapporteur » ; son rôle se borne à consigner dans un rapport ce qu'il voit dans ses visites à la mine : il n'a pas à donner son avis en toutes circonstances. Au contraire celui-ci peut être utile et nécessaire dans les cas de dérogations demandées à la suite d'accidents ou pour des motifs de sécu-

rité. Tel fut l'avis de la Commission du Sénat, qui maintint la nécessité d'entendre le délégué à la sécurité des ouvriers mineurs dans les deux cas de dérogations prévus par la Chambre des Députés sans l'introduire pour les deux cas ajoutés par elle.

Enfin, elle apporta une dernière modification au texte adopté par la Chambre des Députés pour le cas du danger imminent. Dans cette hypothèse, l'article 4 de ce texte disposait que l'exploitant pourrait, sous sa responsabilité, prolonger *la journée* en attendant la réponse à la demande d'autorisation faite à l'Ingénieur en chef. La Commission estima que sa rédaction n'indiquait pas suffisamment si l'exploitant pourrait prolonger la seule journée où aurait eu lieu l'accident, ou s'il pourrait également prolonger la durée du travail pendant quelques jours jusqu'à ce que l'autorisation demandée soit accordée. Aussi, pour faire disparaître tout équivoque, elle proposa de substituer les mots « la journée de travail » aux seuls mots « la journée ».

Toutes ces dispositions furent adoptées presque sans discussion par le Sénat. Il en fut de même à la Chambre des Députés. Elles constituèrent finalement l'article 4 de la loi du 29 juin 1905 : « Des dérogations « temporaires, dont la durée ne devra pas excéder « deux mois, mais qui seront renouvelables, pour-  
« ront être accordées par l'Ingénieur en chef de l'ar-  
« rondissement minéralogique, soit à la suite d'acci-

« dents, soit pour des motifs de sécurité, soit pour  
« des nécessités occasionnelles, soit, enfin, lorsqu'il  
« y a accord entre les ouvriers et l'exploitant pour le  
« maintien de certains usages locaux. Les délégués à  
« la sécurité des ouvriers mineurs seront entendus,  
« quand ces dérogations seront demandées à la suite  
« d'accidents ou pour des motifs de sécurité.

« L'exploitant pourra, sous sa responsabilité, en  
« cas de danger imminent, prolonger la journée de  
« travail en attendant l'autorisation qu'il sera tenu de  
« demander immédiatement à l'ingénieur en chef. »

De ces différents motifs pour lesquels des dérogations pouvaient être autorisées, un seul était susceptible de donner naissance à des difficultés, celui des nécessités occasionnelles. Il était à craindre, en effet, que des dérogations ne fussent trop facilement accordées par les ingénieurs en chef. Cette crainte se manifesta à la Chambre des Députés lors de la discussion de l'article 4.

Le ministre des Travaux Publics déclara formellement que les nécessités occasionnelles ne pouvaient se comprendre que dans deux cas : 1<sup>o</sup> pour des questions de défense nationale ; 2<sup>o</sup> en plein hiver, si l'exploitant n'a pu prévoir les demandes de combustibles qui lui sont faites et s'il n'a pas pu se mettre en mesure d'y donner satisfaction en constituant à temps des stocks suffisants. De son côté, M. Janet, rapporteur de la Commission des mines, avait reconnu qu'il

y avait un point délicat dans l'octroi de ces dérogations pour nécessités occasionnelles et que l'Ingénieur en chef des mines ne devrait les accorder qu'avec la plus grande circonspection.

Il n'en fut pas toujours ainsi. Dans un grand nombre d'exploitations, dès que la demande de charbon dépassait la production normale, les exploitants demandaient et obtenaient des dérogations. Celles-ci étant renouvelables pouvaient devenir la règle, alors qu'elles ne devaient constituer qu'une exception. De graves abus se produisirent, consistant à faire des « longues coupes », ce que dans le bassin du Centre les mineurs appellent le « poste et demi », c'est-à-dire deux heures de plus chaque jour. On a cité bon nombre de ces exploitations où les « longues coupes » se faisaient pendant neuf à dix mois de l'année, ce qui équivalait à deux cent quarante jours environ de dérogations, soit quatre cent quatre-vingts heures supplémentaires.

Dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi de 1906, M. Basly protesta énergiquement contre ces abus et la Commission des mines de la Chambre des Députés, chargée d'examiner cette proposition, dut reconnaître que les plaintes formulées contre ces abus étaient parfaitement fondées.

Elle décida donc de réduire ces dérogations à une durée maximum, ainsi d'ailleurs que celles accordées pour le maintien d'usages locaux. Elle fixa pour ces

deux natures de dérogations un maximum de quinze jours par an et deux heures par jour. Elle voulait permettre que les ouvriers du Nord et du Pas-de-Calais puissent continuer à faire des « longues coupes » pendant la quinzaine de la Sainte-Barbe. Mais, par ailleurs, elle considérait qu'il n'eût pas été juste de mettre en état d'infériorité les exploitations du Midi et du Centre, beaucoup moins prospères que celles du Nord et du Pas-de-Calais où l'usage de la Sainte-Barbe n'existait pas. Aussi admettait-elle que toutes les exploitations pouvaient obtenir quinze jours de dérogations par an pour des nécessités occasionnelles aussi bien que pour le maintien d'usages locaux. Elle maintenait d'ailleurs, sans limitation et avec la même procédure, les dérogations prévues à la suite d'accidents ou pour des motifs de sécurité.

En outre, elle jugea utile d'ajouter à cette catégorie de dérogations temporaires celles que l'Ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique croirait devoir accorder « dans l'intérêt de la défense nationale ».

La Commission du Sénat estima que le maximum de quinze jours par an et deux heures par jour, soit *trente heures* par an fixé par la Chambre des Députés pour les dérogations temporaires accordées pour des nécessités occasionnelles et pour le maintien d'usages locaux était tout à fait insuffisant. Le rapporteur fit observer que dans ces quinze jours était comprise la

1

quinzaine de la Sainte-Barbe et que « même en « réduisant cette quinzaine à huit jours, il n'y aurait « plus qu'une marge de huit jours pour tout le reste « de l'année (1) ». C'était trop peu : une telle limite ôtait toute élasticité à la production d'une industrie qui ne peut pas accumuler de stocks et qui est sujette à des demandes aussi variables que pressantes. Aussi la Commission du Sénat proposa-t-elle un maximum de *quatre-vingt-dix heures* par an, à raison de deux heures par jour, pour l'ensemble des dérogations que pouvait accorder l'Ingénieur en chef.

Elle maintint les dérogations qu'exigeraient les accidents, la sécurité et la défense nationale. Enfin, s'inspirant d'une disposition empruntée à la loi anglaise, elle ajouta *soixante heures* de dérogations que pourrait accorder l'Ingénieur en chef, après approbation du ministre des Travaux Publics en cas de crise économique due à la pénurie de charbon.

Cette intervention du ministre, après celle de l'Ingénieur en chef, donnait la garantie que ces dérogations ne seraient accordées qu'exceptionnellement et après un double examen.

Toutes ces dispositions furent adoptées par le Sénat le 23 novembre 1910. Mais la Commission de la Chambre des Députés ne crut pas devoir le suivre dans cette voie. Elle supprima les *soixante heures* de

1. Rapport de M. Boudenoot, année 1910.

déroations accordées pour les cas de crise économique, estimant que ce n'était pas la loi qui devait prévoir ce qu'on ferait en temps de crise économique et que seul le gouvernement était qualifié pour se prononcer à cet égard.

Quant aux quatre-vingt-dix heures de dérogations accordées pour les nécessités occasionnelles et le maintien d'usages locaux, elle trouva ce chiffre exagéré et reprit le chiffre de quinze jours par an et deux heures par jour préalablement adopté par la Chambre des Députés.

Cette question fut vivement discutée par cette assemblée en mars 1912. M. Ajam insista pour que le texte du Sénat fut adopté : il reprit les arguments présentés par le rapporteur du Sénat en 1910. M. Léon Bourgeois, ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, déclara très nettement qu'après avoir examiné très attentivement avec les services compétents des Travaux Publics et du Travail cette question des heures supplémentaires, le chiffre de trente heures accepté par la Commission de la Chambre des Députés lui paraissait tout à fait insuffisant et qu'il considérait le chiffre de quatre-vingt-dix heures adopté par le Sénat comme absolument nécessaire. Il insista vivement auprès de la Chambre des Députés pour que celle-ci votât une extension du nombre d'heures de dérogations adopté par sa Commission, dans le but de trouver un terrain de transaction avec

le Sénat, afin de faire aboutir enfin la loi en discussion devant le Parlement depuis plus de cinq ans.

Malgré cette intervention du Ministre, la Chambre des Députés vota, le 30 mars 1912, le texte que lui proposait sa Commission : « Des dérogations qui ne  
« devront pas excéder quinze jours par an et deux  
« heures par jour pourront également être accordées  
« par l'Ingénieur en chef, soit pour des nécessités  
« occasionnelles, soit pour le maintien de certains  
« usages locaux. »

Cette disposition parut d'autant plus surprenante que, presque en même temps, la Chambre des Députés, dans la loi fixant à dix heures la durée du travail dans les établissements industriels, avait porté à quatre-vingt-dix jours par an et deux heures par jours, soit à cent-quatre-vingts heures par an, les dérogations dont pouvaient user les industriels.

Tout militait, semblait-il, en faveur de l'adoption pour les mines de dérogations égales, sinon supérieures, à celles accordées aux autres industries.

La Commission du Sénat fut frappée de cette anomalie. Elle ne voulut cependant pas revenir sur la proposition de loi adoptée par le Sénat en 1910 ; et, sans porter le chiffre des dérogations à cent-quatre-vingts heures, comme dans les établissements industriels, elle maintint le chiffre de cent cinquante heures. Le ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale insista pour que la Commission admit un chiffre

intermédiaire entre ce dernier et celui de trente heures adopté par la Chambre des députés et proposa le chiffre de quatre vingt-dix heures. Mais la Commission persista dans ce chiffre de cent cinquante heures : « La Chambre ayant admis, disait le rapporteur, pour les industries de droit commun, cent-  
« quatre-vingts heures annuelles de dérogations à la  
« disposition des exploitants, votre Commission ne  
« verrait pas pourquoi, s'agissant de la journée de  
« huit heures et d'une industrie de toute première  
« nécessité, un chiffre de cent cinquante heures  
« pourrait donner lieu à critique (1). »

Le gouvernement et la Commission du Sénat furent d'avis qu'il serait utile de fixer à l'avance un point de départ des heures de dérogations. Il fut admis que le décompte de celles-ci se ferait du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année.

Par ailleurs, pour éviter de faire payer par la suppression d'une heure de dérogation un dépassement collectif léger et accidentel, il fut admis que toute période de plus de trente minutes compterait pour une heure entière. En outre, le gouvernement avait demandé que les dépassements de moins de trente minutes soient comptés pour une demi-heure ; mais la Commission jugea préférable de ne pas admettre de dérogations de moins de trente minutes et d'ajouter au texte la disposition suivante : « Il ne peut être

1. Rapport de M. Boudenoot, année 1913.

« admis de dérogations pour moins d'une demi-heure. »

Enfin, en ce qui concerne les dérogations prévues en cas de crise due à la pénurie de combustible, la Commission du Sénat supprima du texte voté par la Chambre des Députés les mots « sous sa responsabilité » à propos de l'autorisation donnée par le gouvernement. Ces mots lui parurent inutiles puisque, suivant l'expression du rapporteur, « lorsque le gouvernement parle, écrit, agit ou prend une mesure quelconque, en quelque matière que ce soit, c'est toujours sous sa responsabilité qu'il le fait. Il est toujours responsable de ses actes devant les Chambres ; il est inutile de le dire dans un texte de loi (1) ».

En dépit d'un amendement déposé par M. Debrerre (2) et défendu par le ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, tendant à revenir au chiffre de quatre-vingt-dix heures par an pour les dérogations en cas de nécessités occasionnelles ou pour le maintien de certains usages locaux, le Sénat adopta les dispositions que lui proposait sa Commission.

A son tour, la Commission de la Chambre des Députés refusa d'accepter le chiffre de quatre-vingt-dix heures de droit. Elle repoussa également un amendement très ingénieux de M. de Villebois-Mareuil

1. *Ibid.*

2. Sénat Séance du 14 novembre 1913.

proposant ce même chiffre de quatre-vingt-dix heures, dont soixante de droit et trente à la disposition du ministre.

Cédant aux sollicitations du ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, elle accepta enfin à titre transactionnel le chiffre de soixante heures de droit; et son rapporteur déclara qu'à aucun prix et sous aucun prétexte la Commission ne consentirait à aller plus loin. La Chambre des Députés adopta ce chiffre le 24 novembre 1913.

Après quelques hésitations, le Sénat, dans le but d'aboutir, adopta lui aussi le chiffre de soixante heures par an. Il précisa en outre le caractère facultatif de ces dérogations.

Le texte visant les dérogations était enfin voté, constituant les articles 12, 12 a, 12 b du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale.

Ces articles sont abrogés par la loi du 24 juin 1919. Celle-ci leur substitua un nouvel article 13, dans lequel les dérogations sont strictement limitées aux cas de guerre ou de tension extérieure.

La proposition de loi de M. Durafour ne prévoyait de dérogations que pour le premier de ces cas. L'article 12 de cette proposition disposait que la journée de huit heures pourrait être augmentée, en cas de guerre, dans l'intérêt de la défense nationale. Mais l'expression « en cas de guerre » du texte de la proposition de M. Durafour ne parut pas au Gouverne-

ment suffisamment compréhensive. Il se peut, en effet, que, dans la période immédiate qui précède une déclaration de guerre, il soit nécessaire, pour alimenter les grandes forges du pays, de réclamer aux travailleurs du sous-sol un effort supplémentaire. C'est pour répondre à cette préoccupation que fut ajouté dans le texte de la Commission de la Chambre des Députés le cas de tension extérieure. Mais M. Durafour tint à préciser le sens de cette expression. Elle signifie simplement, à ses yeux, que, dans la très courte période qui peut précéder un conflit extérieur, le Gouvernement peut faire jouer les dérogations. « S'il m'était  
« permis, conclut-il, de traduire le sens et la portée  
« de cette disposition, j'indiquerais que, dans la pen-  
« sée de la Commission, une telle mesure ne peut être  
« envisagée que comme une mesure préliminaire de  
« mobilisation, au même titre que les autres précau-  
« tions (1). »

Sur l'invitation que lui en fit M. Durafour, le Ministre de la reconstitution industrielle, chargé des Mines, approuva cette interprétation.

La Chambre des Députés et le Sénat adoptèrent sans discussion cette disposition.

Le nouvel article 13 du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale dispose en outre que ces dérogations accordées en cas de guerre ou de tension extérieure seront décidées par le ministre chargé des mines, sous sa responsabilité.

1. Ch. des dép., 1<sup>re</sup> séance du 20 juin 1919.

## CHAPITRE VII

### Les Sanctions

---

§ 1<sup>er</sup>. — *L'article 159 du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale. Contraventions simples*

Le législateur a édicté des pénalités générales contre les contrevenants aux prescriptions relatives à la réglementation du Travail. Ces pénalités font l'objet du titre IV du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale.

L'article 159 dispose que les chefs d'établissements, directeurs ou gérants qui ont commis une infraction à ces prescriptions sont poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

M. Basly, dans sa proposition de loi de 1893 demandait des sanctions beaucoup plus sévères. L'article 3 de cette proposition s'exprimait ainsi: « Tout chef « d'exploitation, agent ou contremaître qui aura contrevenu à l'article premier (1) sera passible d'une

1. Limitation à huit heures de la durée de la journée d'ouvrier.

« amende de cinquante francs à cinq cents francs par  
« jour de contravention constatée. » Et l'article 4 pré-  
voyait même dans certains cas des peines de prison :  
« Tout chef d'exploitation, agent ou contremaître qui,  
« par fraude, violence, menaces de perte d'emploi ou  
« de privation de travail, refus d'embauchage, aura  
« contraint un ou plusieurs ouvriers à travailler plus  
« de huit heures sur vingt-quatre heures, sera puni  
« d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et  
« d'une amende de cinq cents francs à cinq mille  
« francs. »

Cet article avait pour but de punir les auteurs de certaines mesures telles que le « dévisagement » (1) employées dans certaines mines pour amener les ouvriers à faire des heures supplémentaires.

La Commission du Travail de la Chambre des Députés trouva ces pénalités exagérées. Par ailleurs, s'inspirant des lois du 2 novembre 1892 (2) et du 12 juin 1893 (3), dans le but surtout d'unifier dans la mesure du possible les lois ouvrières, elle proposa de déférer,

1. Quant un ouvrier ayant refusé de faire des heures supplémentaires, arrivait au pied du puits de remonte à l'expiration de son travail normal, il y trouvait le chef porion qui le regardait fixement ou lui mettait sa lampe à hauteur du visage. L'ouvrier comprenait qu'il était remarqué et, le lendemain, craignant les conséquences d'un nouveau refus, il acceptait de faire des heures supplémentaires.

2. Loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

3. Loi sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

comme le font ces dernières, au Tribunal de simple police les infractions aux dispositions de la loi, tout en modifiant le maximum des peines prévues. « Les « contrevenants seront poursuivis devant le Tribunal « de simple police et punis d'une amende de cinq à « quinze francs. » Cette disposition fut adoptée sans discussion par la Chambre des Députés, puis par le Sénat et devint la formule de l'article 6 de la loi du 24 juin 1905, puis de l'article 159 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale.

Aux termes de la loi du 24 juin 1905, il ne pouvait y avoir sanction que si les moyens de sortir de la mine dans les délais prévus par la loi n'avaient pas été mis à la disposition des ouvriers. Il arrivait alors que lorsque les compagnies houillères voulaient faire des « longues coupes » elles s'abstenaient de demander une dérogation et, tout en laissant la cage à la disposition des ouvriers pour la remonte aux heures réglementaires, elles s'efforçaient d'obtenir par persuasion pacifique qu'ils prolongent plus ou moins longtemps leur séjour dans la mine. Il n'était pas possible de dresser un procès-verbal à ces exploitants qui contrevenaient à l'esprit de la loi, mais ne contrevenaient pas à la lettre.

Cette disposition avait été introduite en 1905 par le Sénat. La Chambre des Députés avait adopté, le 5 février 1902, un texte permettant de réprimer, d'une manière générale, toutes les contraventions à la loi.

La proposition de loi de M. Basly du 12 juin 1906 reprenait les termes de cette loi du 30 novembre 1893. La Commission des mines de la Chambre des Députés, chargée de l'examiner, proposa de revenir à un texte analogue à celui adopté par la Chambre en 1902 (1). Le Sénat et la Chambre des Députés se rangèrent à cette manière de voir. La disposition de la loi du 29 juin 1905 que nous venons de rappeler était devenue l'article 13 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale : « Les exploitants, directeurs, « gérants ou préposés doivent mettre à la disposition « des ouvriers les moyens de sortir de la mine dans « les délais prévus par la présente section » (2) et l'article 159 disposait en son paragraphe 2 que « les « exploitants des mines, directeurs, gérants ou pré- « posés ne sont passibles de l'amende... que s'ils ont « contrevenu à l'article 13 ».

Dès lors la Loi du 31 décembre 1913 abrogea ces deux textes.

§ II. — *L'article 160 du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale. Contraventions multiples*

L'article 160 du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale dispose que « l'amende est appliquée autant

1. Texte voté le 5 février 1902.

2. Livre II, titre I<sup>er</sup>, chapitre II, section II. Dispositions concernant les travaux souterrains.

« de fois qu'il y a de personnes employées dans des  
« conditions contraires aux prescriptions visées à  
« l'article 158 (1).

« Toutefois le total des amendes ne pourra pas  
« dépasser cinq cents francs s'il s'agit d'infractions  
« aux articles 9 à 12 b... »

Ces articles sont ceux qui contiennent les dispositions relatives à la durée du travail dans les mines. En ce qui concerne les infractions à ces dispositions, le rédacteur du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale a reproduit la disposition de l'article 6 de la loi du 29 juin 1905 fixant un total maximum d'amendes. C'est que, dans une exploitation minière, le personnel employé est en nombre très considérable et l'exploitant aurait pu être exposé à payer des amendes énormes.

Du moins, dans la limite du maximum indiqué, le contrevenant sera puni pour chacune des personnes employées dans des conditions contraires aux prescriptions relatives à la durée du travail. Et la Circulaire ministérielle du 20 octobre 1905 prescrit que le procès-verbal de contravention doit mentionner le nombre de ces personnes.

1. Toutes les prescriptions relatives à la réglementation du travail.

§ 3. — *Les articles 161 et 162 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. — La récidive*

Le Code du Travail et de la Prévoyance sociale, dans ses articles 161 et 162 prévoit les cas de récidive. Il précise qu'« il y a récidive lorsque, dans les « douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contre-venant a déjà subi une condamnation pour une « contravention identique ». Cette disposition reproduit celle du deuxième paragraphe de l'article 7 de la loi du 29 juin 1905, reproduisant lui-même le deuxième paragraphe de l'article 27 de la loi du 2 novembre 1892 (1). M. Mesnard, conseiller à la cour d'Amiens, indiquait ce qu'il fallait entendre par « contraventions identiques ». Après avoir établi que ce sont « en principe des contraventions de même nature, se rapportant à un ordre d'idées identiques » (2) il semblait admettre que toutes les contraventions prévues par la loi du 29 juin 1905 pouvaient être considérées comme identiques puisqu'elles se rapportent toutes dans leur ensemble à l'idée de durée du travail des mineurs; mais il concluait que ces contraventions n'étaient vraiment identiques que lorsqu'elles sont

1. Voir note p. 180.

2. M. E. Mesnard, *le Travail dans les mines (les Lois nouvelles, 15 mars 1906)*.

constituées par des infractions absolument analogues, étant donné la distinction faite par l'article 7.

Dans les cas de récidive ainsi précisés, les contrevenants sont poursuivis devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de seize à cent francs.

Reprenant le même principe que pose l'article 160 pour le cas de première contravention, l'article 162 stipule qu'« en cas de pluralité de contraventions entraînant les peines de la récidive, l'amende est appliquée autant de fois qu'il a été relevé de nouvelles contraventions ». Et dans le même but de ne pas exposer l'exploitant à payer des amendes considérables, ce même article dispose qu'en cas d'infractions aux articles 9 à 13 (1) le total des amendes ne pourra pas dépasser deux mille francs.

§ 4. — *L'ancien article 13 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. — Responsabilité pénale*

Par son texte même, l'article 159 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale précise que l'exploitant seul pourra encourir les sanctions prévues. Nous avons vu que les propositions de loi de M. Basly ne prévoyaient de sanctions que contre les chefs d'exploitation, agents ou contremaîtres qui auraient contrevenu aux prescriptions de la loi. Le texte proposé

1. Prescriptions relatives à la durée du travail dans les travaux souterrains.

en 1901 par la Commission du Travail de la Chambre des Députés et adopté par celle-ci, ne disait pas explicitement qui devait encourir la sanction. « Les « contrevenants, disait l'article 6, seront poursuivis... » Mais il semble bien que la Commission ait eu en vue uniquement l'exploitant ; car le texte ajoutait : « L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y « aura de personnes employées dans les conditions « contraires à la loi... (1) » Il apparut également à la Commission du Sénat que c'était le patron seul et ses représentants qu'il y avait lieu de poursuivre au point de vue des infractions à la loi ; mais il lui parut juste que, si l'exploitant s'est mis en règle avec la loi, il ne soit pas quand même rendu responsable dans le cas où quelques ouvriers auraient prolongé d'eux-mêmes et à son insu le travail. Le patron ne peut être rendu responsable que de son fait direct, fait positif ou fait négatif.

C'est pour tenir compte de toutes ces considérations qu'avait été proposée la rédaction du texte devenu d'abord le premier paragraphe de l'article 6 de la loi du 29 juin 1905, puis, comme nous l'avons vu, l'article 13 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale.

i. Rapport de M. Odilon Barrot.

§ 5. — *L'article 164 b du Code du Travail  
et de la Prévoyance sociale. — La force majeure*

En 1907, la Commission des Mines de la Chambre des Députés, chargée d'examiner la proposition de loi déposée par M. Basly le 12 juin 1906 crut bon de spécifier que les pénalités prévues ne seraient pas applicables si le dépassement de la durée du travail était dû à un cas de force majeure. Il peut se produire, en effet, dans une taille, vers la fin de la journée de travail, un incident quelconque qui oblige l'ouvrier à prolonger sa journée d'un quart d'heure ou d'une demi-heure. Si, par exemple, une partie du ciel de la galerie n'est pas solide, il peut être nécessaire de poser de nouveaux boisages sans attendre le lendemain.

La Chambre des Députés adopta cette manière de voir et vota le texte que lui proposait sa Commission, en y ajoutant que l'infraction personnelle de l'ouvrier serait considérée comme un cas de force majeure.

C'était pour empêcher qu'il ne se commit des actes de pression ou d'intimidation tels que le « dévisagement » ou autres, que la Chambre des Députés voulait relever toutes les infractions, celles des ouvriers aussi bien que celles du patron, mais en les mettant toutes à la charge de ce dernier, sauf à lui de prouver, pour ne pas être condamné à l'amende, que l'infraction était le fait de l'ouvrier. Elle fut amenée pour

cela à cette « singularité juridique (1) » d'assimiler à la force majeure l'infraction personnelle de l'ouvrier. Cette assimilation donna prise à la critique des juristes de la Commission sénatoriale. Mais celle-ci ne jugeant pas possible de prendre l'initiative d'un texte infligeant une pénalité à l'ouvrier, rechercha une rédaction qui fit disparaître l'anomalie juridique relevée et qui, pourtant, ne rendit pas le patron responsable de la faute personnelle de l'ouvrier. S'inspirant de la législation anglaise du Bill des huit heures (1904), elle introduisit dans l'article 6 voté par la Chambre des Députés un paragraphe précisant les conditions dans lesquelles cesserait pour l'exploitant la présomption de responsabilité, en définissant expressément les cas dans lesquels aucune contravention ne serait réputée avoir lieu : « Toutefois, la peine ne sera pas appliquée lorsque l'ouvrier sera resté au fond après l'heure fixée par la consigne en vue de prêter assistance à cause d'un accident, ou pour parer à un danger existant ou imminent, ou en raison d'un cas de force majeure, ou pour terminer un travail inachevé par suite de circonstances imprévues afin d'éviter des troubles sérieux dans le travail ordinaire de la mine, ou aussi lorsque le dépassement de la journée sera imputable à une infraction personnelle de l'ouvrier... (2) »

1. Rapport de M. Boudenoot, année 1910.

2. *Ibid.*

La Chambre des Députés supprima les mots « ou pour terminer un travail inachevé par suite de circonstances imprévues afin d'éviter des troubles sérieux dans le travail ordinaire de la mine ».

Le Directeur du Travail interrogé sur cette suppression expliqua à la Commission que ces mots faisaient double emploi avec ceux-ci : « ou pour parer à un danger existant ou imminent », à cause du mot « imminent » venant après le mot « existant ». Dans la pensée du Gouvernement et de la Chambre des Députés, c'était pour parer à un danger « imminent » c'est-à-dire à des troubles sérieux dans le travail ordinaire de la mine que l'on est obligé de terminer un travail inachevé par suite de circonstances imprévues. Lorsque l'on se trouve dans ces circonstances, on est dans le cas du « danger imminent » à prévoir ; et par suite le paragraphe est applicable.

La Commission sénatoriale se rangea à cette manière de voir. Le Sénat adopta ce texte en ajoutant les trois mots « et non habituelle » après les mots « à une infraction personnelle ».

La Commission des mines de la Chambre des Députés proposa de substituer aux mots « infraction personnelle et non habituelle » les mots « infraction personnelle et exceptionnelle ». Elle entendait par là que la pénalité jouerait dans tous les cas où l'on se trouverait en présence d'infractions qui, par la généralité et la persistance des retards à quitter la mine à

la fin de la journée de travail, ne présenteraient pas le caractère d'infractions purement accidentelles.

M. Briquet demanda, par voie d'amendement, que l'on ne tînt pas compte du cas où le dépassement de la journée était imputable à une infraction de l'ouvrier, considérant cette disposition comme inutile et dangereuse : inutile, parce que l'infraction de l'ouvrier au règlement qui a pour but de le protéger constitue un cas de force majeure admis par le droit commun comme cas d'excuse légale : dangereux, comme susceptible d'ouvrir la porte à de grands abus. « Que se passera-t-il en effet, se demandait-il. « A chaque infraction constatée on dira : c'est la « faute de l'ouvrier, alors qu'en réalité dans certaines « mines du Pas-de-Calais que je pourrais citer, celles « de Béthune par exemple, ce seront les porions qui « auront donné l'ordre de dépasser la journée de tra- « vail, sans que l'on en puisse rapporter la preuve (1). »

En réalité, le cas de force majeure est celui qu'aucune force, aucune volonté humaine n'a pu empêcher. Il ne semble pas que les tribunaux puissent jamais décider qu'il y a cas de force majeure s'il y a eu faute personnelle de quelqu'un qui aurait pu être évitée. M. Briquet retira son amendement. Le texte de la Commission des mines de la Chambre des Députés fut voté. Le Sénat l'adopta à son tour. Il devint l'article 3 de la loi du 31 décembre 1913 :

1. Ch. des députés, 1<sup>re</sup> séance du 24 novembre 1913.

« Est codifiée dans la forme ci-après et formera  
« l'article 164 *b* du Livre II du Code du Travail et de  
« la Prévoyance sociale la disposition suivante :  
« Article 164 *b*. — Les peines prévues par les articles  
« précédents ne sont pas applicables lorsqu'un ouvrier  
« est resté au fond après l'heure fixée par la consigne,  
« en vue de prêter assistance à cause d'un accident,  
« ou pour parer à un danger existant ou imminent,  
« ou en raison d'un cas de force majeure ou aussi  
« lorsque le dépassement de la journée est imputable  
« à une infraction personnelle et exceptionnelle de  
« l'ouvrier à l'article 9 (1) du présent livre, ainsi  
« qu'aux instructions et règlements contenus dans  
« les consignes prévues aux articles 9 *a* et 9 *b*. »

La loi du 24 juin 1919 n'apporte pas d'autres modifications à cet article 164 *b* que celles résultant des modifications apportées aux articles qu'il vise.

§ 6. — *L'article 182 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. — Les circonstances atténuantes*

Cette même loi n'apporte pas davantage de modifications aux articles 182 et 184 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. L'article 182 dispose que l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes est applicable aux condamnations pronon-

1. Limitation à huit heures de la durée de la journée de travail dans les mines de combustibles.

cées en vertu des pénalités édictées dans le Code du Travail et de la Prévoyance sociale. Par suite, en vertu des dispositions de cet article 463 du Code pénal, au cas d'infractions aux prescriptions relatives à la durée du travail dans les mines, si les circonstances atténuantes ont été admises, l'amende pourra toujours être abaissée à 1 franc, en matière correctionnelle en cas de récidive comme en matière de simple police pour les cas de première contravention. Mais nous avons vu qu'il doit y avoir autant d'amendes que d'infractions reconnues.

§ 7. — *L'article 184 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. — Responsabilité civile*

L'article 184 stipule que « les chefs d'entreprise « sont civilement responsables des condamnations « prononcées contre leurs directeurs, gérants ou pré-  
« posés ». En vertu de l'article 159, les exploitants des mines qui ont contrevenu aux prescriptions relatives à la durée du travail sont poursuivis personnellement devant les tribunaux compétents.

Dès lors, suivant que l'exploitant a prescrit ou toléré que la durée du travail soit prolongée au delà de huit heures, ou suivant que ce dépassement a été commis, à son insu, par ses sous-ordres, il sera poursuivi comme pénalement ou civilement responsable.

Cette distinction apparaissait déjà dans la loi du

29 juin 1905 et la circulaire ministérielle du 20 octobre 1905 qui en règle l'application prescrit qu'en cas d'infraction à la loi « le procès-verbal sera dressé  
« contre la personne qui, sur place, comme directeur, gérant ou préposé, assume la direction effective de l'exploitation et doit être, à ce titre, considérée comme personnellement responsable de toute  
« disposition d'ensemble qui n'a pas permis la stricte obligation de la loi.

« S'il s'agissait d'une inobservation occasionnelle résultant d'un fait particulier dû à un préposé déterminé, ce serait contre lui que le procès-verbal devrait être rédigé.

« Le procès-verbal indiquera toujours l'individu ou la Société propriétaire qui doit être civilement responsable des condamnations prononcées contre les directeurs, gérants ou préposés ; et s'il s'agit d'une Société, on devra donner le nom et l'adresse de son représentant légal. »

---

## CHAPITRE VIII

### La Constatation des Infractions

---

§ 1<sup>er</sup>. — *L'article 95 du Code du Travail et de la  
Prévoyance sociale. — Rôle des ingénieurs  
et contrôleurs des mines*

Le Code du Travail et de la Prévoyance Sociale détermine quelles sont les autorités qui ont qualité pour constater les infractions aux prescriptions sur la durée de la journée de travail dans les mines.

M. Basly, dès la première proposition de loi déposée par lui, avait prévu quelles seraient ces autorités chargées de faire respecter la loi et de signaler les infractions. « Les inspecteurs des mines, les autorités préfectorales et les délégués à la sécurité des mineurs sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi. » Ainsi s'exprimait l'article 2. Déjà la loi du 2 novembre 1892 (1) dans son article 17 avait confié aux ingénieurs et contrôleurs des mines le soin

1. Voir note page 180.

d'assurer l'exécution de la loi en ce qui concernait les exploitations des mines, minières et carrières. La Commission du Travail de la Chambre des Députés reprit cette disposition. Les ingénieurs et contrôleurs, faisait remarquer le rapporteur, M. Odilon Barrot, « exercent une surveillance intermittente, mais « sévère, qui présente l'avantage incontestable de se « manifester inopinément ». La Chambre des Députés adopta le texte que lui proposait sa Commission : « Les infractions à la présente loi seront constatées « par des procès-verbaux des ingénieurs et des contrô- « leurs du service des mines qui feront foi jusqu'à « preuve contraire.

« Ces procès-verbaux seront dressés en triple exem- « plaire : le premier sera envoyé au Préfet du départe- « ment, le second sera déposé au parquet, le troi- « sième sera remis au contrevenant » (1).

Le Sénat adopta, à son tour, cette formule qui devint l'article 5 de la loi du 29 juin 1905, puis l'article 107 du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale. Cet article vise la constatation de toutes les infractions aux dispositions de ce Code relatives à la réglementation du travail. Il prévoit les attributions des Inspecteurs du travail, qui, aux termes de l'article 93 de ce même Code sont chargés d'assurer l'exécution de ces dispositions. Mais, reprenant la formule de l'article 17 de la loi du 2 novembre 1892,

1. Rapport de M. Odilon Barrot

l'article 95 dispose que « en ce qui concerne l'exploit-  
« tation des mines, minières et carrières, les attri-  
« butions des Inspecteurs du travail sont confiées aux  
« ingénieurs et contrôleurs des mines qui, pour ce  
« service, sont placés sous l'autorité du ministre du  
« Travail. » Cette disposition enlève donc aux Inspec-  
teurs du travail le soin d'assurer l'exécution des  
prescriptions du Code du Travail et de la Prévoyance  
sociale en ce qui concerne le travail souterrain.

C'est aux ingénieurs et contrôleurs des mines,  
nous l'avons vu que la loi du 29 juin 1905 avait confié,  
sous l'autorité du ministre des Travaux Publics, le  
soin d'assurer l'application de cette loi.

Dans la circulaire qu'il envoyait le 20 octobre 1905  
aux ingénieurs en chef des mines pour leur donner  
les instructions générales nécessaires à cette applica-  
tion, le ministre crut utile, dès le début, de préciser  
les attributions des ingénieurs des mines en regard  
des infractions à la loi et de leur faire observer que le  
mode d'application de cette loi différerait de celui rela-  
tif aux lois de police sur les mines.

« Lorsque l'administration intervient en cette der-  
« nière matière (è) pour une mesure à introduire, un  
« inconvénient à supprimer, elle fait une signification  
« appropriée à l'exploitant, lui indiquant en détail et  
« avec précision ce qu'il doit exécuter ; l'inobserva-  
« tion de cette injonction suffit pour entraîner des

1. Application des lois de police sur les mines.

« sanctions administratives ou judiciaires assurant  
« l'exécution de la disposition ordonnée. Il ne peut  
« pas en être de même avec la loi du 29 juin 1905.  
« Sauf en ce qui concerne les autorisations pour déro-  
« gations, cette loi n'a pas prévu de réglementation  
« de détail à la disposition de l'administration.  
« Lorsque celle-ci estime que les stipulations de la  
« loi ne sont pas observées, elle ne peut que consta-  
« ter l'infraction par des procès-verbaux sur lesquels il  
« appartient à l'autorité judiciaire de statuer en appli-  
« quant les pénalités des articles 6 à 8. C'est donc à  
« cette autorité qu'il appartient de donner l'interpré-  
« tation définitive de la loi. Mais l'administration doit  
« commencer par la proposer à raison de son droit  
« de verbalisation... »

Cette même circulaire précisait que les ingénieurs et contrôleurs de mines devaient, dans leurs procès-verbaux, rappeler explicitement l'accomplissement de la double formalité exigée par la loi : rédaction en trois exemplaires, remise de l'un de ceux-ci au contrevenant.

Elle précisait en outre les conditions dans lesquelles devait être faite cette remise. Cette « remise au con-  
« trevenant devra être faite par notification régulière ;  
« elle peut être constatée dans le corps même du pro-  
« cès-verbal, par le fonctionnaire ou agent verbali-  
« sateur, ce qui serait préférable ; à défaut, on  
« procédera par une remise distincte du procès-verbal,

« soit par l'ingénieur ou le contrôleur des mines, soit  
« par le maire. Il devra toujours être retiré récépissé  
« de la notification, ou de la remise du procès-verbal.  
« S'il y a notification par l'agent verbalisateur, le  
« récépissé peut être donné sur chacun des deux exem-  
« plaires à transmettre au préfet et au Parquet. S'il y  
« a remise distincte ultérieure, un récépissé fait en  
« double sera joint à chacun de ces exemplaires.

« En cas de refus du contrevenant d'accepter la  
« remise, procès-verbal régulier de la notification sera  
« substitué à chacun de ces récépissés ».

Le ministre des Travaux Publics enjoignait enfin aux ingénieurs des mines de joindre un rapport explicatif à l'expédition du procès-verbal qu'ils enverraient au préfet. Celui-ci à son tour devait transmettre au Ministre le procès-verbal et le rapport.

Telles sont les conditions dans lesquelles les ingénieurs et contrôleurs des mines doivent assurer l'exécution des prescriptions relatives à la durée de la journée de travail dans les mines.

§ 2. — *Les articles 120, 130 et 155 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. Rôles des délégués mineurs.*

En dehors de ceux-ci, les délégués mineurs sont également chargés de constater les infractions à ces prescriptions.

Le paragraphe 2 de l'article 120 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale dispose en effet que ces délégués sont chargés de signaler les infractions aux dispositions concernant la durée du travail, relevées par eux au cours de leurs visites.

Dans son rapport au nom de la Commission du Travail de la Chambre des Députés en 1901, M. Odilon Barrot disait déjà que « les délégués à la sécurité des mineurs et les mineurs eux-mêmes seraient, en cas de besoin, mieux placés que tous autres pour signaler au service des mines les infractions aux prescriptions relatives à la durée du travail ».

Les conditions dans lesquelles les délégués mineurs doivent signaler les infractions relevées par eux au cours de leurs visites sont indiquées à l'article 130 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale.

« Les observations relevées par le délégué dans chacune de ses visites doivent être, le jour même ou au plus tard le lendemain, consignées par lui sur un registre spécial fourni par l'exploitant et constamment tenu sur le carreau de l'exploitation à la disposition des ouvriers. Le délégué inscrit sur le registre les heures auxquelles il a commencé et terminé sa visite, ainsi que l'itinéraire suivi par lui.

« L'exploitant peut consigner ses observations et dire sur le même registre en regard de ceux du délégué.

« Des copies des uns et des autres sont immédia-

« tement et respectivement envoyées par les auteurs  
« au préfet qui les communique aux ingénieurs des  
« mines. »

Pour rendre effectif ce contrôle exercé par les délégués mineurs, les visites qu'ils font dans les travaux souterrains des mines, minières ou carrières leur sont payées par le Trésor comme journées de travail. Mais, pour éviter des abus, une limite est fixée au nombre de ces visites.

L'article 155 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale dispose qu' « au mois de décembre de chaque  
« année, le préfet, sur l'avis des ingénieurs des mines  
« et sous l'autorité du ministre du Travail, fixe pour  
« l'année suivante et pour chaque circonscription, le  
« nombre maximum des journées que le délégué doit  
« employer à ses visites et le prix de la journée. Il  
« fixe également le minimum de l'indemnité mensuelle pour les circonscriptions comprenant au  
« plus deux cent cinquante ouvriers.

« Dans les autres cas, l'indemnité à accorder aux  
« délégués pour les visites réglementaires est calculée  
« sur un nombre de journées double de celui des  
« journées effectivement employés aux visites, sans  
« que ce nombre double puisse être inférieur à  
« vingt »...

Le Gouvernement, lors de la discussion de la proposition de la loi de M. Durafour, trouva ce texte suranné. Le maximum des journées que le délégué

mineur pouvait consacrer à son service ne dépassait pas, en effet, pratiquement douze ou treize ; dans beaucoup de fosses, il n'y pouvait guère consacrer plus de six jours. C'était absolument insuffisant pour permettre un contrôle efficace des prescriptions légales limitant la journée de travail. Le contrôle de ces prescriptions, dans ces conditions, eut été illusoire.

Aussi, la Commission des mines, d'accord avec les ministres du Travail et des Mines, voulut-elle que les journées consacrées à la surveillance de l'application de ces prescriptions ne soient pas ainsi limitées en les faisant compter comme journées de visites réglementaires. Elle fit adopter par la Chambre des Députés une disposition qui devint le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 2 de la loi du 24 juin 1919 :

« Article 2. — Il est ajouté à la suite du second alinéa de l'article 155 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale un alinéa ainsi conçu :

« Dans le maximum prévu par l'alinéa 1<sup>er</sup>, ne sont pas comprises les journées employées par les délégués mineurs à la surveillance de l'application des articles 9 à 13 ».

Les visites faites dans ce but par les délégués mineurs devaient être considérées comme des visites supplémentaires.

Le dernier paragraphe de l'article 155 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale ne prévoyait

comme visites supplémentaires que celles faites par les délégués mineurs à la suite d'accidents ou pour accompagner les ingénieurs ou contrôleurs des mines. Ces visites leur étaient payées au même prix que les visites réglementaires, sans que pourtant l'indemnité mensuelle puisse jamais être supérieure au prix de trente journées de travail.

La Chambre des Députés et le Sénat adoptèrent une disposition analogue pour les visites faites par les délégués mineurs pour la surveillance de l'application des prescriptions relatives à la durée du travail. Cette disposition devint le paragraphe 2 de l'article 2 de la loi du 24 juin 1919 :

« L'alinéa final du même article est modifié comme suit :

« Les visites supplémentaires faites par un délégué  
« soit pour accompagner les ingénieurs ou contrô-  
« leurs des mines, soit à la suite d'accidents, soit pour  
« la surveillance de l'application des articles 9 à  
« 13 (1), lui sont payées en outre et au même prix,  
« sans que pourtant l'indemnité mensuelle puisse  
« jamais être supérieure au prix de trente journées de  
« travail. »

Les délégués mineurs étaient ainsi assurés de toucher le prix de trente journées de travail par mois. Ils avaient le droit de faire autant de visites qu'ils le

1. Voir note page 185.

jugeraient utile pour contrôler l'application de la loi de huit heures.

Ainsi se complète de la façon la plus heureuse l'inscription dans la loi du principe de la journée de huit heures dans toute son étendue, et en en plaçant l'application sous le contrôle des délégués choisis par les ouvriers eux mêmes pour veiller à leur sécurité, et en assurant en même temps l'indépendance de ces délégués par une amélioration correspondante de leur situation.

---

## CHAPITRE IX

### **L'article 3 de la Loi du 24 juin 1919 La loi de huit heures dans les mines et les salaires**

---

Une dernière disposition complète l'attribution à tous les ouvriers des mines de la journée de huit heures, c'est celle qui a trait aux salaires et qui constitue l'article 3 de la loi du 24 juin 1919. De tout temps, la question du salaire des ouvriers mineurs fut étroitement liée à celle de la réduction de la journée de travail.

La plupart du temps, le mineur touche un salaire proportionné à la production : on le paye d'après le nombre de bennes de charbon chargées par lui dans la journée. Il est évident que lorsque celle-ci se trouve réduite la quantité de houille extraite diminue et normalement le salaire diminue en proportion.

Cette considération ne pouvait échapper aux partisans de toute mesure législative tendant à diminuer la journée de travail du mineur. Et l'auteur de la première proposition de loi déposée dans ce but, M. Basly,

estimait que, malgré la réduction que subirait la durée du travail, le salaire touché par l'ouvrier mineur devait être maintenu. Dans sa proposition de loi tendant à l'établissement d'un salaire minimum, il écrivait dans son exposé des motifs :

« Si donc le gouvernement paraît disposé à appuyer  
« devant le Parlement une proposition de loi tendant  
« à la limitation de la journée de travail dans les  
« mines, la plus saine logique lui commande de  
« garantir aux ouvriers le bénéfice de cette réforme  
« par l'établissement d'un salaire minimum légal.

« Il serait, en effet, contraire à toutes les lois d'é-  
« quité d'accorder, d'un côté, à une corporation les  
« avantages d'une pareille loi, en les lui retirant de  
« l'autre, si l'on tolère, de la part des exploitants, une  
« réduction des salaires parallèle à la réduction des  
« heures de travail de leurs ouvriers.

« En réalité, la journée de huit heures et le salaire  
« minimum sont deux questions absolument con-  
« nexes et qui ne peuvent marcher séparément. »

Dès que la proposition de loi sur la réduction de la journée de travail fut mise en discussion, il apparut à tous que la question de cette réduction de la journée de travail dans les mines était intimement liée à celle du minimum de salaire des mineurs. M. Guillaïn (1), qui ne pouvait admettre le maintien de l'ancien salaire des ouvriers mineurs, allait jusqu'à dire

1. Ch. des Dép. Séance du 29 juin 1902.

à la Chambre des Députés qu'il combattait la proposition de loi au nom de ces ouvriers eux-mêmes, dont elle compromettait le salaire.

Et M. Albert de Mun (1) ne cachait pas que cette question constituait la difficulté fondamentale du problème.

Nous l'avons dit, c'est l'évidence même, le salaire est en cause en même temps que la production. Et comme il ne saurait être dans l'intention de personne que les ouvriers voient leurs salaires diminuer, on est nécessairement conduit, quand on veut décréter une limitation des heures de travail, à lui donner comme conséquence l'établissement d'un minimum de salaire.

Mais il ne parut pas possible de demander à la loi de fixer ce minimum de salaire. M. Albert de Mun estimait que celui-ci ne pouvait être fixé que par le corps professionnel et par l'accord entre les parties et qu'il serait possible d'établir des règlements industriels qui rendent obligatoires les décisions prises par le corps professionnel. Et les ouvriers eux-mêmes, en reconnaissant que les deux questions de la réduction de la durée du travail et du minimum de salaire étaient évidemment liées, se bornaient à revendiquer la loi de huit heures et réservaient la question du minimum de salaire.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement repoussa très nettement le minimum de salaire et jamais cette ques-

1. *Ibid.*

tion ne fut plus discutée lors des discussions sur les différentes propositions de loi tendant à réduire la durée de la journée de travail; toujours il a paru qu'elle ne pouvait faire l'objet que de conventions amiables entre patrons et ouvriers.

Mais la loi du 23 avril 1919 sur l'application à l'industrie et au commerce de la journée de huit heures remit cette question en discussion. Dans son article 2 elle dispose que la « réduction des heures de travail « ne pourra en aucun cas être une cause détermi-  
« nante de la réduction des salaires. » Et, dans le même ordre d'idées, l'article 3 de la proposition de loi de M. Durafour disposait qu' « en aucun cas, les  
« salaires de toute catégorie payés en suite de l'appli-  
« cation de la présente loi, ne pourront être inférieurs  
« aux salaires payés au jour de sa promulgation ».

Le texte de la proposition de loi présentée par la Commission des Mines à la Chambre des Députés reproduisait les termes de l'article 2 de la loi du 23 avril 1919. Il fut d'abord adopté par les deux chambres; mais finalement, ce fut le texte de la proposition de loi de M. Durafour qui prévalut, avec l'adjonction suivante: « Il en sera de même des primes. »

Il y a lieu de remarquer qu'en introduisant dans la loi cet article relatif aux salaires, ses auteurs ont simplement voulu qu'au moment du changement de régime, le salaire reste équivalent, que le salaire de la journée réduite reste égal au salaire de la journée

ancienne. Ils ont voulu éviter que tel exploitant puisse profiter de la réduction des heures de travail pour diminuer les salaires. Mais en faisant cette loi sur la durée du travail, ils n'ont pas voulu faire une loi sur la fixation des salaires ; ils n'ont pas prétendu introduire dans cette loi un article susceptible de « figer les salaires ». Celui-ci laisse de côté les variations qui pourront résulter ultérieurement de modifications dans la situation de l'industrie minière.

C'est évidemment dans ce sens qu'il faut interpréter l'article 3 de la loi du 24 juin 1919.

---

## CONCLUSION

---

L'analyse que nous avons faite des dispositions légales qui réglementent maintenant la durée du travail dans les mines montre comment satisfaction a été enfin donnée aux revendications traditionnelles formulées au cours d'un demi-siècle par les ouvriers mineurs.

Au moment où la proposition de loi présentée par lui allait être votée, M. Durafour se félicitait en ces termes du résultat obtenu : « La loi que nous allons voter ne sera la loi de personne, mais la loi de ce grand pays, toujours si riche en énergies et en labeurs ; elle sera une loi de large expansion économique, une loi généreuse et humaine, dont tous les travailleurs du monde revendiqueront bientôt le bénéfice et dont l'honneur dans l'application aux autres pays pourra être revendiquée comme une conquête de la démocratie française (1). »

Sans doute, ce sera un nouvel honneur pour la France d'avoir, une fois de plus, montré la voie dans

1. Ch. des Dép. Séance du 24 juin 1919.

l'amélioration du sort des travailleurs. Mais il est une considération qu'il ne faut pas perdre de vue au lendemain du vote de cette loi qui, pour assurer aux ouvriers mineurs un maximum de huit heures pour la durée de la journée de travail, réduit à six heures et demie environ la durée du travail effectif, c'est la répercussion que ne peut manquer d'avoir sur la production une telle réduction du temps de travail. Celle-ci s'élève à plus de 13 o/o. Pour une production annuelle de 20 millions de tonnes de charbon, il en résulterait une diminution de plus de 2 millions et demi de tonnes, qui augmenterait d'autant le déficit de notre production sur notre consommation.

Les besoins de notre chauffage et de notre industrie atteignant 70 millions de tonnes, c'est à plus de 50 millions de tonnes qu'il faudrait évaluer le déficit de charbon que devraient couvrir les apports soit du bassin de la Sarre, soit de l'étranger, puisque, avant plusieurs années encore, on ne peut tabler sur la reprise du travail normal dans les mines du Pas-de-Calais et du Nord, saccagées par l'ennemi au cours de la guerre. Ces achats de combustibles viendraient encore augmenter le chiffre de nos importations, faisant ainsi pencher la balance commerciale du côté le plus défavorable à notre circulation fiduciaire.

Cette considération n'a pas échappé à la Fédération Nationale des Travailleurs du sous-sol. Celle-ci, comprenant l'intérêt qu'il y aurait à ce que notre pro-

duction ne soit pas trop brutalement réduite par l'application de la nouvelle loi, souscrivit à la déclaration qu'à la veille même du vote de la Loi du 23 avril 1919, l'Union des industries métallurgiques et minières passait avec la Fédération des ouvriers en métaux de France. Ceux-ci déclaraient dans cet accord « qu'il entraînait bien dans l'esprit des organisations « ouvrières que les travailleurs devaient sympathiquement s'adapter au développement du mécanisme « et aux méthodes rationnelles de travail pour que la « production retrouve rapidement un équilibre indispensable au bien-être général ».

Faisant le premier pas dans cette voie, la Fédération Nationale des Travailleurs du sous-sol préconisa pour parer à la diminution de production l'organisation des postes multiples et spécialement des trois postes.

Le travail à postes multiples consiste à faire succéder au même front de taille plusieurs équipes d'ouvriers à des heures différentes de la journée. Dans le travail à double poste, ou bien deux équipes se succèdent, assurant chacune l'abatage et le boisage ; ou bien une équipe de réparateurs nettoie le chantier qui se trouve ainsi en état à l'arrivée des piqueurs, et ceux-ci commencent immédiatement leur travail d'abatage sans avoir à accomplir au préalable ce travail préparatoire. Le travail à triple poste peut s'appliquer aussi de deux manières : le poste du matin

extrait le charbon, celui de l'après-midi fait les réparations, enfin le poste du soir apporte les matériaux nécessaires au boisage et les dépose à proximité des chantiers, en vue du travail du lendemain ; ou bien, et c'est le procédé du « double poste au charbon », les deux premiers postes travaillent à l'abatage, le troisième travaille à l'entretien. C'est ce dernier procédé que les Travailleurs du sous-sol, sous le nom de méthode des « Trois huit » présentent comme la formule propre à assurer le meilleur rendement des mines.

Le travail à double poste est actuellement très répandu. Or il est certain que si, dans une exploitation, on dispose du matériel, des matériaux et de l'outillage assez abondamment pour alimenter deux équipes dans les vingt-quatre heures et si l'on ne peut ainsi occuper un plus grand nombre d'ouvriers, il suffit d'organiser une troisième équipe dans les vingt-quatre heures pour occuper 50 o/o de personnel en plus : le matériel et l'outillage seront utilisés à plein rendement permanent et la production s'accroîtra de moitié. Si, au contraire, pour un personnel donné réparti entre deux équipes par vingt-quatre heures, le matériel est insuffisant ou les chantiers trop exigus, il est possible de répartir ce personnel entre trois équipes : les chantiers deviendront assez spacieux et l'encombrement sera évité. Chaque ouvrier travaillera à l'aise et pourra donner son plein effort ;

le matériel insuffisant pour le personnel de chacune des deux équipes suffira largement pour le personnel de chacune des trois équipes, aussi bien des deux équipes d'extraction que de l'équipe des réparations et remblais. Avec le même personnel là encore la production se trouvera sensiblement accrue ; cette solution aura paré avantageusement à la pénurie du matériel et à l'exiguïté des chantiers. Si la mine n'est pas en état, on peut placer deux équipes aux réparations ; quand elle sera en état, on pratiquera à l'inverse.

« Tout se résume à un juste équilibre dans la  
« répartition des ouvriers eu égard au matériel disponible, à l'état de la mine, à l'appréciation exacte  
« de l'effort de la main-d'œuvre et à la judicieuse utilisation du temps (1). »

Des essais ont été tentés de la mise en application de cette méthode des « Trois Huit » aux houillères d'Epinac, de Montceau les Mines et de Saint-Etienne. Là, une expérience qui dura quarante-huit heures et sur les 400 cents ouvriers d'un même puits donna une production de 332 tonnes par jour, soit un excédent de 100 tonnes sur la production obtenue avec le système des deux équipes<sup>2</sup>.

Cette formule des « Trois Huit » est assurément très attrayante : il est évident, en effet, que si rien ne vient s'opposer à l'application d'un tel système, mal-

1. M. Barthnel. Rapport sur les « Trois Huit ».

A. Chenain

gré la réduction de la durée de la journée de travail, la production se maintiendra, en admettant même qu'elle ne s'accroisse pas notablement. Mais dans la réalité des choses, on rencontre certaines difficultés qu'il n'est pas aisé de vaincre.

La nature même des gisements constitue un sérieux obstacle à l'application de ce système dans un grand nombre d'exploitations. Certains chantiers de nature grisouteuse ou produisant de l'acide carbonique nécessitent l'évacuation complète du chantier chaque fois que l'on doit se servir d'explosifs. Il ne saurait être question d'instaurer dans ces chantiers un régime de travail continu.

La disposition des gisements peut également présenter des difficultés pour l'application d'un tel régime. Si, dans les couches minces du Pas-de-Calais et du Nord, le piqueur pouvant faire du remblai en même temps que de l'abatage, le double poste au charbon peut fonctionner, il n'en est pas de même dans certaines mines du Centre où le gros problème de l'exploitation consiste avant tout à remblayer pour empêcher le charbon de tomber ; et où, les matériaux de remblai manquant au fond du puits, tout le remblayage doit être amené du jour. Là il est souvent nécessaire d'avoir plus d'un poste pour le remblai et on ne peut pas organiser d'une manière continue l'abatage par deux postes sur trois.

Par ailleurs, les exploitants se heurtent actuelle-

ment à de très grandes difficultés pour recruter le personnel indispensable au fonctionnement de ce système. Déjà, faute du personnel nécessaire, ils ne peuvent pas rétablir les conditions d'extraction d'avant-guerre. Un grand nombre de travailleurs du sous-sol manquent à l'appel, d'autres ont renoncé à la mine pour d'autres métiers. Dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais, cette pénurie de personnel est d'autant plus sensible qu'en raison de la dévastation de ces régions, bon nombre des mineurs qui s'y étaient fixés ont émigré vers les charbonnages du Centre. On estime qu'avant la guerre il manquait déjà 15.000 à 20.000 ouvriers dans nos houillères. Quel sera le déficit lorsque toutes les exploitations auront été remises sur le pied de 1914 et qu'il s'agira d'organiser le système des « Trois huit ? »

Il y a lieu d'observer enfin que, dans la plupart des exploitations françaises, le travail a été organisé pour une extraction donnée avec un personnel limité. La quantité de charbon extraite chaque jour par chaque puits ne saurait être augmentée du jour au lendemain ; l'épuisement des eaux et la descente des bois par la cage s'y opposent sous peine de sacrifier l'entretien à l'extraction.

On peut obvier à ces difficultés. On peut faire plus largement appel à la main-d'œuvre étrangère ; on peut renforcer les machines là où les puits le permettent, de façon à augmenter la production par heure

de travail et à réaliser en six heures et demie l'extraction actuellement faite en sept heures et demie. Ailleurs, on peut foncer et armer de nouveaux puits ; sur bien des points, on peut agrandir les installations de lavage et de triage pour débiter en un temps réduit le même tonnage ; on peut augmenter les voies de garage pour permettre de tenir en réserve le matériel de wagons à charger pendant la durée de l'extraction. On peut aussi améliorer l'aérage et la ventilation des chantiers.

Mais ce sont là d'importantes installations à créer ou aménager ; et malheureusement l'industrie houillère française n'a jamais progressé que lentement et les conditions économiques actuelles ne sont pas faites pour accentuer ses progrès.

Il est regrettable que la loi du 24 juin 1919, contrairement aux lois du 29 juin 1905 et du 31 décembre 1913, ait exigé des compagnies l'application immédiate de la réforme qu'elle adoptait. Il eut été prudent de leur accorder un délai, afin de leur permettre de prendre les mesures propres à remédier aux graves conséquences de la réduction de la journée de travail ; et que cette réduction soit réalisée progressivement par le système des paliers successifs, afin de ménager les transitions et de faciliter les adaptations nécessaires.

Il est du moins un facteur de la production qui est susceptible de développement, sans que doive inter-

venir un long temps pour cela : c'est la productivité de l'ouvrier mineur, son rendement individuel. Celle-ci est essentiellement extensible : le mineur peut donner plus ou moins d'énergie dans l'accomplissement de sa tâche : de nombreux exemples ont même prouvé que, lorsqu'il travaille moins longtemps dans sa journée, il produit davantage.

Il est certain que l'industrie des mines est une de celles dans lesquelles la production se récupère malgré une diminution d'heures dans la journée par un plus grand déploiement d'énergie de la part de l'ouvrier. L'industrie des mines se range parmi celles que vise M. Colson dans le *Cours d'économie politique* professé par lui à l'Ecole des Ponts et Chaussées, dans lesquelles l'ouvrier n'étant pas astreint à suivre une machine peut modérer ou augmenter son effort et le dépenser avec plus ou moins d'intensité suivant sa volonté.

Espérons que la bonne volonté du mineur français permettra de simplifier la solution du grave problème soulevé par l'insuffisance de combustible !

Et puis, celle-ci conduira peut-être à envisager des dérogations temporaires à cette loi de huit heures dans les mines, tout en en maintenant intact le principe. A l'exemple de pays voisins, demandera-t-on à l'ouvrier mineur français de s'imposer pour le salut de la France, comme il l'a fait pendant la guerre une

augmentation momentanée de sa journée de travail ?  
Pourquoi pas ?

Quand on songe que le charbon que nous sommes obligés d'obtenir de l'étranger au prix de sommes considérables, nous l'avons dans notre sol et qu'il suffirait d'un effort de courage, de volonté et d'énergie pour nous affranchir de ce lourd tribut, il est permis d'espérer en la sagesse et le patriotisme dont nos mineurs ont donné tant de preuves au cours de la guerre.

Ils ont largement contribué à gagner la guerre. Ils savent que maintenant, il faut « gagner la paix » !

**Le Président de la thèse,  
RAOUL JAY**

**Le Doyen :  
LARNAUDE**

**Vu et permis d'imprimer  
le Recteur de l'Académie de Paris :  
P. APPELL**

## BIBLIOGRAPHIE

---

Archives du Musée Social.

Archives du Secrétariat Social de Paris.

*Barthuel.* — Rapport sur les « Trois Huit ».

*Bès de Berc.* — La Loi du 29 juin 1905, sur la Durée du Travail dans les mines.

Circulaire du 20 octobre 1905, du ministre des Travaux publics, pour l'application de la Loi du 29 juin 1905, relative à la durée du travail dans les mines.

Circulaire du 2 mai 1919, du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, relative à l'application de la Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.

Circulaires du Comité Central des Houillères de France (Collection des).

Code du Travail et de la Prévoyance sociale.

*Colson.* — Cours d'Economie politique, professé à l'Ecole des Ponts et Chaussées.

*Frois (Marcel)* et *Caubet (B.)*. — Le rendement de la main-d'œuvre et la fatigue professionnelle.

*Gide (Charles)*. — Cours d'Economie Politique.

— Cours d'Economie sociale, professé à l'Ecole des Ponts et Chaussées.

*Jay (Raoul)*. — La Protection légale des Travailleurs.

— Enquête sur la journée de huit heures (Journée Industrielle, financière et économique, 23-24 février 1919).

Journal officiel. Débats et Documents Parlementaires.

- Proposition de loi tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines, manufactures et usines, présentée par M. Ferroul, député. Ch. des Dép., Déb. Parl., 6 février 1890, p. 200.
- Proposition de loi tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines, présentée par MM. Basly, etc... Ch. des Dép., Doc. Parl., 5<sup>e</sup> Législature, n° 1376. Annexe au p. v. de la séance du 27 avril 1891.
- Proposition de loi tendant à réduire à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines et les établissements malsains et à dix heures dans les usines et les manufactures, présentée par M. Julien Goujon, député. Ch. des Dép., Doc. Parl., 5<sup>e</sup> Législature, n° 1412. Annexe au p.-v. de la séance du 11 mai 1891.
- Proposition de loi tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines, présentée par MM. Basly, etc... Ch. des Dép., Doc. Parl., 6<sup>e</sup> Législature, n° 73. Annexe au p.-v. de la séance du 30 novembre 1893.
- Rapport sommaire fait au nom de la première Commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner la proposition de M. Basly et plusieurs de ses collègues tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines, par M. Magnien, député. Ch. des Dép., Doc. Parl., 6<sup>e</sup> Législature, n° 219. Annexe au p.-v. de la séance du 20 décembre 1893.
- Proposition de loi tendant à interdire aux employeurs tant collectifs qu'individuels de faire travailler plus de huit heures par jour et six jours par semaine dans les mines, manufactures, usines,

chantiers, magasins et chemins de fer, présentée par M. Jules Guesde, député. Ch. des Dép., Déb. Parl., 22 mai 1894, p. 849.

- Proposition de loi tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines, présentée par MM. Basly, etc..., députés. Ch. des Dép., Doc. Parl., 7<sup>e</sup> Législature, n° 1564. Annexe au p.-v. de la séance du 29 mars 1900.
- Rapport fait au nom de la Commission du Travail chargée d'examiner la proposition de loi de M. Basly et plusieurs de ses collègues tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines, par M. Odilon-Barrot, député. Ch. des Dép., Doc. Parl., 7<sup>e</sup> Législature, n° 2827. Annexe au p.-v. de la séance du 12 décembre 1901.
- Compte rendu de la séance du 29 janvier 1902. Ch. des Dép., Déb. Parl., p. 273 et suiv.
- Compte rendu de la séance du 5 février 1902. Ch. des Dép., Déb. Parl., p. 444 et suiv.
- Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la durée de la journée de travail dans les mines, par M. Boudenoot, sénateur. Sénat, Doc. Parl. Année 1904. Session ordinaire, n° 29. Annexe au p.-v. de la séance du 9 février 1904.
- Compte rendu de la séance du 8 novembre 1904. Sénat. Déb. Parl., p. 894 et suiv.
- Rapport fait au nom de la Commission des mines chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la durée de la journée de travail dans les mines, par M. Léon Janet, député. Ch. des Dép., Doc. Parl., 8<sup>e</sup> Législature, n° 2432. Annexe au p.-v. de la séance du 21 avril 1905.

- Compte rendu de la séance du 27 juin 1905. Ch. des Dép., Déb. Parl., p. 2512 et suiv.
- Proposition de loi tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines, présentée par M. Basly, député. Ch. des Dép., Doc. Parl., 8<sup>e</sup> Législature, n<sup>o</sup> 2547. Annexe au p.-v. de la séance du 3 juillet 1905.
- Proposition de loi tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines, présentée par M. Basly député. Ch. des Dép., Déb. Parl., 12 juin 1906.
- Compte rendu de la séance du 6 juillet 1906. Ch. des Dép., Déb. Parl., p. 2154 et suiv.
- Rapport fait au nom de la Commission des mines, chargée d'examiner la proposition de loi de M. Basly tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines, par M. Léon Janet, député. Ch. des Dép., Doc. Parl., 9<sup>e</sup> Législature, n<sup>o</sup> 850. Annexe au p.-v. de la séance du 18 mars 1907.
- Rapport supplémentaire, par M. Léon Janet, député.
- Annexe du Rapport supplémentaire, par M. Léon Janet, député. Ch. des Dép., Doc. Parl., 9<sup>e</sup> Législature, n<sup>os</sup> 1120 et 1120 (annexe). Annexes au p.-v. de la séance du 28 juin 1907.
- Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, modifiant la Loi du 29 juin 1905 sur la durée du travail dans les mines, par M. Boudenoot, sénateur. Sénat. Doc. Parl., année 1910. Session ordinaire, n<sup>o</sup> 52. Annexe au p. v. de la séance du 18 février 1910.
- Rapport fait sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant la Loi du 29 juin 1905 sur la durée du travail dans les mines, par M. Durafour

député. Ch. des Dép. Doc. Parl., 10<sup>e</sup> législature  
n<sup>o</sup> 1980. Annexe au p. v. de la séance du 22 fé-  
vrier 1912.

- Compte rendu de la 1<sup>re</sup> séance du 28 mars 1912. Ch. des  
dép. Déb. Parl., p. 977 et suiv.
- Compte rendu de la 1<sup>re</sup> séance du 29 mars 1912. Ch. des  
dép. Déb. Parl., p. 1017 et suiv.
- Compte rendu de la 1<sup>re</sup> séance du 30 mars 1912. Ch. des  
dép. Déb. Parl., p. 1061 et suiv.
- Compte rendu de la 2<sup>e</sup> séance du 30 mars 1912. Ch. des  
dép. Déb. Parl., p. 1087 et suiv.
- Rapport fait au nom de la Commission chargée d'exa-  
miner la proposition de loi, adoptée par la Cham-  
bre des députés, adoptée avec modifications par  
le Sénat, adoptée avec modifications par la Cham-  
bre des députés, modifiant la Loi du 29 juin 1905  
sur la durée du travail dans les mines, par  
M. Boudenoot, sénateur. Sénat. Doc. Parl., année  
1913. Session ordinaire, n<sup>o</sup> 322. Annexe au p. v.  
de la séance du 22 juillet 1913.
- Compte rendu de la séance du 14 novembre 1913.  
Sénat. Déb. Parl., p. 1407 et suiv.
- Compte rendu de la 1<sup>re</sup> séance du 24 novembre 1913.  
Ch. des dép. Déb. Parl., p. 3529 et suiv.
- Rapport fait au nom de la Commission chargée d'exa-  
miner la proposition de loi adoptée par la Cham-  
bre des députés, adoptée avec modifications par  
le Sénat, adoptée avec modifications par la Cham-  
bre des députés, adoptée avec de nouvelles modi-  
fications par le Sénat, adoptée avec de nouvelles  
modifications par la Chambre des députés, modi-  
fiant les articles 9, 12, 160 et 164 du livre II du  
Code du Travail et de la Prévoyance sociale, rela-  
tifs au travail dans les mines, par M. Boudenoot,  
sénateur. Sénat. Doc. Parl., année 1913. Session

- ordinaire, n° 445. Annexe au p. v. de la séance du 3 décembre 1913.
- Compte rendu de la séance du 24 décembre 1913. Sénat. Déb. Parl., p. 1613 et suiv.
  - Compte rendu de la 3<sup>e</sup> séance du 24 décembre 1913. Ch. des dép. Déb. Parl., p. 4099 et suiv.
  - Projet de loi tendant à modifier les articles 9, 9 a, 9 b, 10 et 11 du livre II du Code du travail, relatifs à la durée du travail dans les mines. Ch. des dép. Doc. Parl., n° 3721. Annexe au p.-v. de la séance du 19 mars 1914.
  - Compte rendu de la séance du 24 octobre 1918. Ch. des dép. Déb. Parl., p. 2768.
  - Rapport fait au nom de la Commission du Travail, chargée d'étudier une législation internationale du travail dont les principes pourraient être insérés dans le Traité de paix, par M. Justin Godart, député. Ch. des dép. Doc. Parl., 11<sup>e</sup> législature, n° 5305. Annexe au p.-v. de la séance du 26 novembre 1918.
  - Proposition de loi sur l'application généralisée à l'industrie et au commerce de la journée de huit heures et de la semaine anglaise présentée par MM. Pierre Renaudel, etc., députés. Chambre des députés. Documents Parlementaires, 11<sup>e</sup> législature, n° 5600. Annexe au procès-verbal de la séance du 28 janvier 1919.
  - Projet de loi sur la journée de huit heures. Ch. des dép. Déb. Parl., 11<sup>e</sup> législature, n° 5960. Annexe au p.-v. de la séance du 8 avril 1919
  - Rapport supplémentaire fait au nom de la Commission du Travail chargée d'examiner : 1<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Pierre Renaudel et plusieurs de ses collègues sur l'application généralisée à l'industrie et au commerce de la journée de huit heures

et de la semaine anglaise; 2<sup>o</sup> le projet de loi sur la journée de huit heures, par M. Justin Godart, député. Ch. des dép. Doc. Parl., 11<sup>e</sup> législature, n<sup>o</sup> 5980. Annexe au p.-v. de la séance du 10 avril 1919.

— Proposition de loi tendant à modifier les articles 9, 9 a, 9 b, 10, 11, 12 et 164 du livre II du Code du Tr. et de la Pr. Sociale relatifs à la durée du travail dans les mines présentée par M. Durafour. Ch. des dép. Doc. Parl., 11<sup>e</sup> législature, n<sup>o</sup> 6013. Annexe au p.-v. de la 2<sup>e</sup> séance du 15 avril 1919.

— Rapport fait au nom de la Commission des mines, chargée d'examiner la proposition de loi de M. Durafour et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 9, 9 a, 9 b, 10, 11, 12 et 164 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, relatifs à la durée du travail dans les mines, par M. Drivet, député. Ch. des dép. Doc. Parl., 11<sup>e</sup> législature, n<sup>o</sup> 6026. Annexe au p.-v. de la séance du 27 mai 1919.

— Compte rendu de la 1<sup>re</sup> séance du 10 juin 1919. Ch. des dép. Déb. parl., p. 2569 et suiv.

— Compte rendu de la 1<sup>re</sup> séance du 11 juin 1919. Ch. des dép. Déb. parl., p. 2607 et suiv.

— Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, relative à la durée du travail dans les mines, par M. Maurice Colin, sénateur. Sénat. Doc. Parl., année 1919. Session ordinaire, n<sup>o</sup> 263. Annexe au p.-v. de la séance du 17 juin 1919.

— Compte rendu de la séance du 17 juin 1919. Sénat. Déb. parl., p. 921 et suiv.

— Proposition de loi modifiée par le Sénat. relative à la durée du travail dans les mines, déposée par le

ministre de la reconstitution industrielle. Ch. des dép. Déb. Parl. Compte rendu de la 1<sup>re</sup> séance du 20 juin 1919, p. 2802.

— Rapport fait au nom de la Commission des mines chargée d'examiner la proposition de loi, modifiée par le Sénat relative à la durée du travail dans les mines, par M. Drivet, député. Ch. des Dép. Déb. Parl. Compte rendu de la 1<sup>re</sup> séance du 20 juin 1919, p. 2802.

— Compte rendu de la 1<sup>re</sup> séance du 20 juin 1919. Ch. des dép. Déb. parl., p. 2802 et suiv.

— Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, relative à la durée du travail dans les mines, par M. Maurice Colin, sénateur. Sénat. Doc. Parl., année 1919. Session ordinaire, n° 288. Annexe au p.-v. de la séance du 24 juin 1919.

— Compte rendu de la séance du 24 juin 1919. Sénat. Déb. parl., p. 1000 et suiv.

*Lemire* (abbé). — La réglementation de la durée du travail dans les mines (Rapport présenté à l'Association Nationale Française pour la Protection légale des Travailleurs le 24 décembre 1904).

*Léon XIII* (Sa Sainteté). — Lettre encyclique « Rerum novarum » sur la condition des ouvriers du 15 mai 1891.

Mémoire et observations présentés par les propositions de houillères à la Commission du Travail de la Chambre des députés, le 6 novembre 1901.

*Rouzières* (*Paul de*). — Les mines et les huit heures (Revue de Paris du 1<sup>er</sup> février 1902).

*Tolman* (*William H.*). — L'Œuvre de l'ingénieur social.

# TABLE DES MATIÈRES

---

|                   | Pages |
|-------------------|-------|
| INTRODUCTION..... | 5     |

## PREMIÈRE PARTIE

ACTION SYNDICALE. — ACTION LÉGISLATIVE.

## DEUXIÈME PARTIE

LA RÉALISATION PROGRESSIVE DES HUIT HEURES  
DANS LES MINES

|                                                                                                                                        |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — L'article 9 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. La journée de huit heures pour tous.....               | 73  |
| § I. — Les Mines auxquelles s'applique la réglementation.....                                                                          | 73  |
| § II. — Les catégories d'individus auxquels s'applique la réglementation.....                                                          | 91  |
| CHAPITRE II. — L'article 10 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. Les huit heures pour les ouvriers du fond.....             | 118 |
| § 1. — Les mines où l'entrée se fait par puits...                                                                                      | 119 |
| § 2. — Les mines où l'entrée se fait par galeries.                                                                                     | 133 |
| CHAPITRE III. — L'article 11 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. Conventions et usages antérieurs.....                     | 137 |
| CHAPITRE IV. — L'ancien article 10 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. Les repos et les huit heures.....                   | 140 |
| CHAPITRE V. — L'article 12 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. Les huit heures pour les ouvriers des travaux continus..... | 150 |

|                                                                                                                       |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE VI. — L'article 13 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. Les dérogations..                         | 153 |
| CHAPITRE VII. — Les Sanctions.....                                                                                    | 179 |
| § 1. — L'article 159 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. Contraventions simples.....                      | 179 |
| § 2. — L'article 160 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. Contraventions multiples.....                    | 182 |
| § 3. — Les articles 161 et 162 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. La Réciproque.....                     | 184 |
| § 4. — L'ancien article 13 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. Responsabilité pénale.....                 | 185 |
| § 5. — L'article 164 <i>b</i> du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. La force majeure.                       | 187 |
| § 6. — L'article 182 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. Les circonstances atténuantes.....               | 191 |
| § 7. — L'article 184 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. Responsabilité civile..                          | 192 |
| CHAPITRE VIII. — La constatation des infractions...                                                                   | 194 |
| § 1. — L'article 95 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. Rôle des ingénieurs et contrôleurs des mines..... | 194 |
| § 2. — Les articles 120, 130 et 155 du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. Rôle des délégués mineurs.....    | 198 |
| CHAPITRE IX. — L'article 3 de la loi du 24 juin 1919. La loi de huit heures dans les mines et les salaires.....       | 204 |
| CONCLUSION.....                                                                                                       | 209 |
| BIBLIOGRAPHIE.....                                                                                                    | 219 |



